

Édouard Montpetit

Économiste, Université de Montréal (1881-1954)

(1939)

# La conquête économique

## Tome I

### Les forces essentielles

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole,  
Chomedey, Ville Laval, Québec  
Courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales)

Une collection fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Mme Réjeanne  
Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Québec,  
à partir de :

Édouard Montpetit (1881-1954)

**La conquête économique.  
Tome I : Les forces essentielles**

Une édition électronique réalisée à partir d'Édouard Montpetit, La conquête  
économique. Tome I : Les forces essentielles. Montréal : Bernard Valiquette,  
Éditeur, 1939, 293 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001  
pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 15 novembre 2004 à Chicoutimi,  
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



# Table des matières

[Présentation de l'édition](#)

[Introduction](#)

Chapitre I: [Vers la supériorité](#) (Janvier 1917)

Chapitre II: [La science économique](#) (1931)

I. [Le cycle des richesses](#)

II. [La loi fondamentale](#)

III. [La méthode](#)

IV. [L'expression](#)

V. [Pour la nation](#)

VI. [Conclusion](#)

Chapitre III: [Nos forces économiques](#)

[I.](#)

[II.](#)

Chapitre IV: [L'indépendance économique](#) (Janvier 1921)

Chapitre V: [Errol Bouchette et l'indépendance économique du Canada français](#) (Janvier 1919)

Chapitre VI: [L'importance du capital humain](#) (Janvier 1916)

Chapitre VII: [La veillée des berceaux](#) (Août 1918)

Édouard Montpetit (1881-1954)  
Économiste, Université de Montréal.

# La conquête économique

## Tome I

### Les forces essentielles



Montréal : Bernard Valiquette, Éditeur, 1939, 293 pp.

[Retour à la table des matières](#)

## Ouvrages du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

*Les survivances françaises au Canada.* Paris, Plon-Nourrit, 1913 (épuisé).

*Au service de la tradition française.* Montréal, librairie d'action canadienne-française, 1919, (épuisé).

*Pour une doctrine.* Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1931, (épuisé).

*Sous le signe de l'or.* Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1932, (épuisé).

*Les cordons de la bourse.* Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1935.

*Le front contre la vitre.* Montréal, Éditions Albert Lévesque, 1936, épuisé.

*D'azur à trois lys d'or.* Montréal, Éditions de l'A. C.-F., 1937.

En préparation chez le même éditeur

*La conquête économique, II.*  
*La conquête économique, III.*

*Dans les serres de l'aigle.*

# Présentation de l'édition

[Retour à la table des matières](#)

Je réunis, en trois volumes, à la suite d'une introduction inédite, l'ensemble des études d'un caractère économique ou social que j'ai publiées depuis 1910. J'ai repris les chapitres de *Pour une doctrine* et ceux du *Front contre la vitre* qui traitent de questions nationales : ces deux ouvrages sont épuisés et je me suis laissé convaincre qu'un certain public les demande.

Je me rends compte, en relisant ces textes, combien ils sont sommaires, courts comme les moments où je m'y suis livré au milieu d'une vie d'enseignement troublée par des besognes administratives. Tels qu'ils sont, ils expriment sinon une pensée au moins une préoccupation à laquelle d'autres, plus heureux, plus libres aussi, apporteront l'intensité que je n'ai pas su leur donner.

E. M.

La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

# Introduction

[Retour à la table des matières](#)

C'était en 1910, le 20 septembre : l'École des Hautes Études commerciales ouvrait ses portes en tremblant. Quel accueil lui ferait-on ? Elle répondait à des espoirs que le commerce avait exprimés et qu'avait comblés l'État provincial. Au fond, elle heurtait. Elle allait avoir à vaincre des préjugés que ses professeurs, dans leur naïve conviction, ignoraient, mais que la réalité révélerait bientôt.

Je donnai la première leçon dans la seule salle qui fût à peu près achevée et à laquelle on accédait par un escalier dont l'armature n'était pas encore recouverte de l'ardoise que, depuis, une génération d'élèves n'est pas parvenue à user.

Ils étaient vingt-et-un ou vingt-deux les jeunes gens braves et convaincus qui formaient mon auditoire. Tous ont réussi dans des carrières diverses, dont quelques-unes inattendues.

On m'avait confié l'économie politique ; du moins l'économie politique était ma "matière principale".

À vrai dire, je m'y étais essayé trois ans plus tôt, alors que l'on m'avait nommé professeur à la Faculté de droit, sans y avoir de titres, car mon bagage

– une licence en droit et quelques conférences – était bien mince pour une pareille aventure ; mais l'honorable juge Eugène Lafontaine m'avait encouragé de sa bienveillante amitié. J'étais plutôt attiré vers les lettres ; pourtant la science économique à laquelle mon père s'était livré, ayant écrit un *Catéchisme politique*, ne me déplaisait pas. Et j'allais retrouver à Paris le reflet littéraire des événements économiques en suivant, sous la conduite de Charles Brun, l'évolution sociale du roman et du théâtre au dix-neuvième siècle : études perdues, inutilisables dans notre pays où tant d'autres problèmes nous sollicitent, mais passionnantes et dont le souvenir enchante mon regret.

\* \* \*

Enseigner l'économie politique à cette époque, ce n'était pas une tâche facile chez nous. Je n'avais guère de traditions où m'appuyer, car les précurseurs étaient clairsemés. Comment retrouver les articles d'Étienne Parent ou, plutôt, comment lui attribuer des articles non signés ? Quant à son *Discours*, paru en 1878, imprégné de saint-simonisme, il se bornait à des problèmes dépassés depuis longtemps. Les travaux de Léon Gérin étaient ensevelis dans une revue européenne, la *Science sociale*, et je n'en connus que plus tard la merveilleuse fécondité. Restaient Errol Bouchette, qui poursuivait ses études consacrées à l'indépendance économique du Canada français, et Émile Miller, qui animait notre géographie de préoccupations humaines.

Pas de traités, sauf le *Traité classique d'économie politique selon la doctrine de Léon XIII avec applications au Canada*, par l'abbé F.-A. Baillargé, professeur de philosophie et d'économie politique au Collège de Joliette. C'est un manuel dialogué qui comporte de nombreuses citations fort éclectiques ; on y trouve, avec des extraits de l'Encyclique *Rerum Novarum*, des passages d'économistes plus ou moins libéraux, et tout cela ne fait pas trop mauvais ménage tant il est vrai que le catholicisme social a toujours défendu les libertés fondamentales. Cet ouvrage n'a rien de profond et il n'y vise pas ; il se lit rapidement, mais il laisse dans l'esprit des clartés suffisantes.

"Vous êtes plus heureux que nous, me disait Errol Bouchette, vous avez une chaire." Évidemment. Il restait à adapter au Canada français les leçons recueillies en France et à en tirer une discipline. Encore s'il ne se fût agi que d'économie politique ! Je devais appliquer la même méthode à d'autres cours dont on m'avait chargé pour justifier mon traitement de professeur de carrière : les finances publiques, la politique commerciale, la statistique, le droit public, et même les éléments du droit civil, du droit commercial et du droit industriel, toutes choses plus ou moins nouvelles chez nous ; et mener ces travaux de front avec ceux que m'imposait une sorte de vie publique conduite en dehors de la politique. Que de paroles !

Que de nuits y ont passé ! Je ne regrette pas ces heures données à des études dont l'ensemble constituait une culture générale et dont je profitais le premier ; mais, pour gagner une assez maigre existence, nous exercions – car



je n'étais pas le seul – un métier de maître Jacques qui nous tenait rivés, trente heures par semaine, à une tâche de pionniers.

Il me fallait d'abord des livres : la bibliothèque c'est notre laboratoire à nous – avec la vie courante. J'en avais transporté une dans une quinzaine de caisses, profitant d'une disposition de la loi qui considérait ce bagage comme *settler's effects*. Je rentrais dans mon pays comme un colon. Cette bibliothèque m'était, ainsi que disent les architectes, des matériaux à pied d'œuvre. Pourtant, je constatai dès mon retour que nous n'étions pas dépourvus de livres sur l'économie politique : il y avait à la Bibliothèque Saint-Sulpice une série de volumes, mais anciens ; et, à la Bibliothèque du Barreau, des oeuvres plus modernes.

Tout cela formait un fond suffisant. Pour le reste, j'entends pour les ouvrages courants, si nécessaires à l'étude de l'actualité, et dont certains étaient consacrés au Canada, nous étions quelques-uns à les faire venir de France et nous les échangeons, ayant convenu de ne pas commander les mêmes, autant que possible, afin de former à plusieurs une bibliothèque variée.

C'était un commencement. Mais, comme disait un prêtre de l'Université Laval de Québec : "Des principes ! Ma bibliothèque en est pleine". Il s'agissait de les faire servir.

De faits inconnus ou imprécis, tirer une discipline ! C'est là que la tâche était neuve. Je dis bien, de faits inconnus, car nous possédions peu de documents. Ou, du moins, nous ne savions pas où les trouver. J'apporte ce correctif en me rappelant la phrase d'Albert Métin qui venait de publier sa Colombie Britannique : "J'ai voulu vous prouver que vous avez tout ce qu'il faut, au Canada, pour écrire des livres." Sans doute, puisqu'il avait écrit le sien ; mais les pièces sur l'ensemble de la vie économique et sur ses répercussions sociales n'étaient pas riches.

Les relevés manquaient. La statistique était étriquée, déroutante, dressée dans le désordre. J'ai gardé un souvenir particulièrement pénible des chiffres sur le commerce extérieur, surtout des statistiques douanières, à peu près inextricables. Des questions restaient en suspens, faute de données : l'annuité successorale, le revenu national, la fortune privée, le stock monétaire, le capital, les richesses naturelles. Les aspects sociaux de la vie économique, syndicats, grèves, accidents, coopératives, étaient à peine indiqués. Et quelle pagaye ! Les ministères, occupés de leurs propres statistiques, sans plus, se cantonnaient dans la routine. Aucune coordination non plus entre l'administration fédérale, les provinces et les municipalités : impossible d'établir des comparaisons à l'intérieur du pays et, à plus forte raison, avec l'étranger. N'importe ! Nous avions le feu sacré et l'espoir que cela s'arrangerait à mesure que l'on mettrait de l'ordre dans la maison. C'est ce qui est arrivé. Quel progrès depuis vingt ans ! J'envie ceux qui n'ont qu'à utiliser pour leur enseignement les données que les offices de statistique mettent aujourd'hui à leur disposition

avec un luxe de tableaux et de graphiques dont nous n'eussions même pas rêvé.

Je faisais servir tant bien que mal à mon enseignement les leçons que j'avais reçues à l'École libre des Sciences politiques et au Collège des Sciences sociales de Paris, car je voulais que mes rudiments de doctrine fussent d'inspiration française. Charles Gide avait alors – et cela continue – une grande vogue en Amérique et à l'Université McGill en particulier, en raison de la clarté de ses exposés, de sa méthode et du ton presque bonhomme de son enseignement ; peut-être aussi parce qu'il s'était séparé de l'École libérale pour plaider, en économique, la cause de l'humanité. C'est donc sur l'œuvre de Gide et les notes recueillies au cours d'Alfred de Foville que j'amorçai ma tentative. Quant aux problèmes sociaux imprégnés de morale, j'essayais de les trancher avec l'aide de M. Garriguet, prêtre de Saint-Sulpice, dont j'avais recherché l'orientation dès ma sortie du collège, et qui me protégeait sur les terrains glissants. Ses livres sont un peu oubliés : je n'en connais guère qui les aient remplacés.

Je me repliais enfin sur l'observation et je dégageais les rouages essentiels de notre régime économique, en m'aidant de quelques travaux comme *La Colonisation de la Nouvelle-France*, d'Émile Salone, *Le Canada économique au XXe siècle*, de De Wavrin, et de livres plus anciens, *Le Canada à l'Exposition de Paris (1855)*, de Taché, et *Canadian Economics*, ouvrage publié en 1881. Je n'évoque pas sans émotion ce mince rayon de bibliothèque qui a illuminé l'angoisse de mes premières recherches. Quelques conclusions se précisaient : la richesse du sol et du sous-sol (nous soupçonnions l'élan prochain de l'industrie minière), la valeur de la main-d'œuvre, l'appoint que donnerait une organisation rationnelle du travail, le capital fondé sur l'épargne, et surtout, l'impérieuse nécessité de s'intéresser à l'aspect économique de la question nationale.

Pour moi, c'était le point capital, et ce l'est encore.

\* \* \*

Mais comment prêcher l'éveil économique sans prendre le parti de la richesse ? Ce fut un beau tapage sur la Colline inspirée. S'enrichir, quelle dangereuse doctrine ! N'avions-nous pas, contre l'opulence des autres, dressé depuis toujours l'intelligence ? Contre l'enseignement pratique, les disciplines inestimables de la culture classique ? Et, contre le matérialisme, la pauvreté vengeresse d'un idéalisme miteux ? "Nous ne sommes pas riches, a coutume de dire un de mes amis, mais nous sommes *ben fins*." Je pense en souriant à l'article d'un journaliste de Québec qui étouffait mes audaces au berceau. Je l'ai cherché ; je ne l'ai plus. Tant pis. Il m'opposait la parole de l'Évangile : "Il est plus facile à un chameau de passer par le trou d'une aiguille qu'à un riche de gagner le Royaume du ciel." Tout y était, y compris le soupçon d'incrédulité qu'il convenait de laisser planer sur un frais émoulu d'Europe, comme

on désignait ceux qui, revenus de Paris, appliquaient à leur pays une science joyeusement acquise, et *pensée nationalement*.

Je répondais en expliquant le sens du mot *richesse*, source de tout le mal. On retrouvera cette préoccupation, qui paraît puérile aujourd'hui, dans les pages consacrées à la définition de l'économie politique : il ne s'agissait pas de la richesse en soi, ni de la richesse individuelle, mais de la *richesse-service*, puissance collective pour le bien. Est-il indifférent que nos oeuvres périssent ; que nos institutions sombrent dans la faillite ou se déconcertent dans la pauvreté ; que nous renoncions à l'espoir d'être nous-mêmes, de nous protéger, de grandir, de tenir le rang où l'esprit nous invite ? Tout cela, faute d'avoir compris ce qu'est la richesse économique. Ah ! Si les autres s'en privaient ; si, sur cette terre d'abondance, nous étions tous épris de mesure ou de médiocrité ; tous, les Anglo-Saxons, les Israélites et nous ; mais, habitués de la défaite, nous sommes dépassés. Nous ne prenons pas conscience de notre force, parce que nous en ignorons les sources ; et nous sommes réduits, dans le vieux sens colonial du mot, sous l'empire des voisins. La silencieuse stupeur qui accueillit le livre de Victor Barbeau, *Mesure de notre taille*, en dit long, ainsi que tous les silences, et prouve à quel point nous avons, comme toujours, subi l'amère leçon de notre infériorité. Nos progrès sont lents et précaires ; et, parfois, on se demande s'il ne faut pas se faire à l'idée d'un recul.

On aperçoit, dans notre histoire, au-dessus du cultivateur et de l'ouvrier, un groupe d'élite qui se fait et se refait sans durer ; on distingue à peine des industries que déjà elles sont inféodées : tous les trente ans, nous recensons nos pertes. Comment avoir une économie qui nous soit propre si les leviers d'argent sont manœuvrés par d'autres ? En tout cas, nous ne la constituerons que si nous en projetons la vision, fût-ce dans l'avenir ou le rêve.

Même dans ce champ restreint, je rencontrais des objections. J'avais écrit dans un article de revue : "On pose le problème économique ; on le pose comme un *blasphème*, mais on le pose tout de même." Transposition de vocabulaire plus ou moins heureuse ; naturellement, le mot sauta à la correction. Je ne le regrette pas, mais ce trait traduit l'état des esprits à cette époque. L'accord n'était pas facile. L'aspect matériel de notre problème national paraissait accessoire. – Aspect accessoire si l'on veut, m'écriais-je, mais aspect tout de même d'une question plus considérable. La puissance économique amoindrit-elle nécessairement l'esprit ? Je faisais valoir Taine et, avec lui, l'exemple des pays qui ont grandi par l'intelligence et l'art en même temps qu'ils se sont enrichis. Je ne voulais d'ailleurs pas que les préoccupations d'ordre matériel occupassent la première place ; je les tenais pour secondaires dans le plan national et je ne voyais que leur valeur pour notre défense et notre rayonnement.

Ce fut assez long. On admettait mon raisonnement, mais je sentais toujours une résistance. Aujourd'hui, le préjugé – c'est peut-être un mot trop fort – est tombé. La logique a triomphé même chez ceux qui demandaient à

réfléchir. J'applaudis, on le pense bien, à la déclaration si nette, si consolante aussi, de M. l'abbé Lionel Groulx :

"S'il est vrai, se dit-on, que les aspirations morales d'un peuple doivent passer avant toute chose, il est aussi vrai, dans notre monde renversé, que les forces économiques et les puissances d'argent commandent trop souvent les puissances morales et qu'un peuple n'est vraiment maître de sa vie spirituelle que s'il détient l'entière administration de son patrimoine matériel. Chacun reconnaît là l'orthodoxie parfaite avec laquelle se pose toujours le problème. Non, ce n'est pas la richesse pour la richesse qui nous pousse à prêcher la conquête économique. C'est un instinct de défense et une volonté de construction ; c'est une doctrine d'ordre latin et chrétien qui incline un peuple à chercher les conditions d'un progrès normal et à faire plus beau le temple de sa pensée."

Et plus loin :

"... Et vous admettez en particulier la nécessité d'un appui matériel à toute vie spirituelle, en d'autres termes, la nécessité d'une certaine indépendance économique pour la conservation de la culture nationale ; en outre, cette nécessité, vous la reconnaissez d'autant plus que, de nos jours, l'empire se révèle tout-puissant de l'économique sur la vie politique, sociale, morale, intellectuelle, culturelle d'un peuple ; eh bien, du même coup, vous êtes forcés d'admettre qu'il n'y a de peuple et d'État viables, maîtres de leur destinée, que l'État et le peuple maîtres de leur vie économique."

\* \* \*

Admettre l'importance du problème économique, c'est reconnaître la nécessité d'une formation spécialisée en vue de résoudre ce problème. Or la vie économique se déroule dans un milieu donné, dans ce que les Anglais appellent l'environnement.

Il faut donc étudier ce milieu, sa valeur initiale, ses richesses et ses pauvretés qui détermineront notre action. Nous touchons ici aux sciences naturelles et à la géographie. On ne les répandra jamais trop, tant elles apportent de facilités et d'appuis. Elles rapprochent de la réalité, dont nous nous éloignons volontiers par le songe ou la parole.

Elles fourniront à notre activité une raison précise, un champ délimité. Elles nous donneront aussi le sens de l'observation qui nous fait singulièrement défaut. Nous ignorons notre pays, ses beautés, ses caractères, ses promesses. Combien d'arbres, d'arbustes, de plantes, de fleurs, de minerais ou de minéraux, d'animaux sauvages ou domestiques nommerions-nous ? Combien de lieux, d'assemblages humains expliquerions-nous ? Notre enseignement a vécu longtemps au-delà de la réalité, dans le domaine de l'esprit. Il a été surtout littéraire et philosophique, d'une philosophie livresque, sans

contact avec la vie. Cet enseignement, que l'on corrige aujourd'hui avec raison, accentuait nos défauts, développait en nous le goût d'une logique irréaliste, l'appétit des mots et des dissertations, la manie de l'éloquence satisfaite d'elle-même et considérée à l'égal d'un acte, en sorte que, quand elle avait parlé, elle nous laissait repus de verbiage, en face d'un adversaire armé de volonté et d'action.

Lorsque nous connaîtrons le territoire, jusque dans les détails de sa physionomie, dans ses traits multiples, nous en apprécierons la valeur : valeur de notre sol, de notre sous-sol, de nos plaines, de nos vallées, de nos montagnes, de nos rivières et de nos lacs, de notre climat, de notre lumière, de notre ciel et de nos nuits – toutes choses qui comptent et se monnayent, même les clairs de lune et les soleils couchants – ; lorsque nous apprécierons la valeur de ses "possibilités", comme on dit aujourd'hui, nous toucherons le cadre immense où loger notre activité. Puis, afin de cristalliser nos volontés, nous prendrons conscience de notre groupe ethnique par la philosophie de ses origines et de ses destinées.

Nous réunissons des congrès : en est-il un qui ait défini le Canadien français ? Existe-t-il beaucoup de publications – livres, revues ou journaux – qui s'inquiètent de notre caractère et fondent notre avenir sur nos qualités de race ? Être canadien, c'est être attaché à notre territoire ; être français, ce n'est pas être attaché à la France, mais c'est accepter de garder sur cette terre l'héritage français. Notre devoir est donc, dès la première heure de l'école, d'exalter notre terre et notre civilisation.

Nous subissons le contact et la poussée de groupes ethniques qui vivent à nos côtés ou qui nous pénètrent. Nous leur emprunterons des moyens d'action, mais à la condition de nous être au préalable fortifiés de nos traditions ; de nous être fait un "coffre", c'est-à-dire une psychologie forte, un caractère. Se replier sans cesse sur soi-même, surtout quand la source de vivification s'appauvrit par des circonstances d'espace ou de temps, c'est s'étioler.

Or, comment renforcer nos traditions sans les connaître, sans apprécier les valeurs de civilisation que nous portons en nous et que nous sommes loin, très loin, d'avoir résolument acceptées, vécues, exploitées, que ce soit par ignorance, paresse, incompréhension, ou – ce qui est pis – par crainte, faiblesse ou préjugé. Elles sont précieuses, même dans le domaine économique.

Un "cliché funeste" répète que le Français est inhabile en affaires. Combien de preuves du contraire fournit la France ! Je me rappelle avoir conduit un de mes élèves dans un grand magasin de Paris dont le directeur voulait bien nous expliquer le fonctionnement. Mon jeune ami fut ébahi de constater à quel point on y avait poussé le souci de l'organisation pour appliquer cette idée de "service" que l'on croit d'invention américaine. Plus tard, j'eus l'occasion de causer avec le directeur des chemins de fer du Nord : il me prouva que les transports européens sont plus rapides que les nôtres, et que les trains qui vont

de Calais à Paris, de Paris à Bruxelles, ou de Paris à Rome sont les plus beaux du monde, selon la formule américaine transposée cette fois en France.

Il ne faudrait tout de même pas s'imaginer que l'on ne vit que dans les débordements de gare où s'exprime New-York ; et qu'à Paris, ou dans les villes françaises de moindre grandeur, on renonce à tout confort. Le confort de Paris, ou de villes comme Reims, Strasbourg ou Lille, est un confort moins mécanisé, mais où persistent les subtilités de l'intelligence européenne. Dans un autre ordre d'idées, les ingénieurs démontrent que les formules du béton armé utilisées en France sont les plus sûres qui soient. Compléterai-je ces quelques arguments, ramassés au hasard, en rappelant combien de fois, au cours du XIXe siècle, la France a servi de banquier à Londres ? Ce qui compte, c'est que la France est un pays d'agriculteurs, d'artisans et de bourgeois, comme André Siegfried le répète un peu partout depuis des années. Dans ces limites, que j'accepte pour le moment et où nous trouverons une ligne de conduite, nous possédons tout ce qu'il faut de talent et d'énergie (dans le sens de potentiel) pour asseoir et poser notre avenir économique.

Que s'est-il donc passé que nous ayons une sorte de mépris pour les méthodes françaises ? Aurions-nous à ce point délaissé nos origines que nous ne sachions plus distinguer ce qu'elles ont de précieux et de vivace ? Ou bien, pour parler net, la politique française que nous blâmons nous aurait-elle détournés de la "semence immortelle" réfugiée, elle aussi, dans le sillon d'un refrain ? Notre conscience française est une chose plus profonde que les mouvements de surface où s'exerce, en France, le jeu d'opinions auxquelles nous n'avons rien à voir.

L'infériorité française, ce faux truisme que colporte la connivence anglo-saxonne et américaine, est de notre part un singulier aveu d'impuissance. Ainsi, nous n'échapperions au péril français que pour tomber dans le danger *yankee* ? Habités à ces situations hybrides qui exigent un double sursaut de notre volonté, comprenons que nous n'en sortirons qu'à condition d'affermir notre attitude française.

\* \* \*

La civilisation s'exprime et se transmet par la langue. Les Canadiens français établiront leur solidarité économique en constituant d'abord un groupe homogène et vigoureux, qui pratique l'intégrité de sa langue. Rien ne vaut cette discipline. La langue, même dans les affaires, même dans la tourmente des intérêts matériels, est un atout puissant au service du bien commun. Tant que nous n'aurons pas la fierté de notre langue nous n'aurons pas les autres fiertés.

L'Université se préoccupe de la langue, expression technique ; insuffisamment, sans doute, mais elle s'en préoccupe tout de même. Elle refuse au moins d'admettre que l'enseignement de la langue française est l'apanage de l'école primaire et du collège. Qu'elle y ait été poussée par les circonstances, pour

suppléer de pénibles insuffisances, il n'importe ; elle assume le glorieux fardeau, parce que le français est notre langue maternelle. Simple vérité dont nous sommes loin d'être pénétrés.

J'ai relevé un jour, à l'École des Hautes Études commerciales, sur le tableau noir de la salle où Victor Barbeau donne son cours, ces deux questions d'examen : *Troisième préparatoire* : "Résumer sous forme de tableau l'histoire littéraire du XVII<sup>e</sup> siècle". *Deuxième préparatoire* : "Développer les raisons qui nous commandent de parler français". Les élèves avaient quitté la salle mais, dans la classe vide, les mots "qui nous commandent..." vibraient encore. Ainsi, dans une école de commerce tendue vers la pratique, on s'attache à la langue comme à une force essentielle ; on apprend aux jeunes gens à la cultiver et à rester français dans le domaine américanisé de l'économie.

Puisque j'en suis à l'École des Hautes Études, qu'on me permette de raconter une aventure de Léon Lorrain, professeur aussi de français. Il questionnait un élève sur la signification d'un mot, d'un mot courant qui n'offrait pas de difficulté particulière. L'élève l'ignorait. Léon Lorrain lève sur la classe un oeil interrogateur : "Qui parmi vous me dira le sens de ce mot, Messieurs ?" Dans le silence gêné, une seule voix frémit, une seule parmi cinquante jeunes hommes ardemment canadiens. Et l'élève exceptionnel définit le mot inquiétant. Du dépit se manifeste tout de même, et quelqu'un s'écrie : "C'est pas étonnant qu'y sache ça, Monsieur, *il est Français*". – Voilà.

Le français est notre langue maternelle : nous lui devons tous les égards. C'est la voix "du cœur et du foyer", une de nos loyautés et le signe de notre civilisation. Si nous voulons une économie qui soit nôtre, nous ne la réaliserons que dans le respect et le culte de notre langue, qui en deviendra l'expression et la force, c'est-à-dire la raison d'être. Ainsi apparaît la valeur économique du français, et combien nous gagnerions en puissance et en rayonnement à le bien parler. Le négliger, c'est nous résoudre à l'emprise anglaise ou américaine dans tous les domaines. L'anglicisé en est là.

Sachons donc d'abord le français.

Nous avons aussi besoin de l'anglais. je passe sur les raisons qu'on fait valoir d'ordinaire : être pratique, réussir en affaires, voyager.

Je revois, dans le décor royal de La Malbaie, quelques hommes de ma génération qui ne s'étaient guère rencontrés depuis l'Université et que les hasards d'une villégiature réunissaient autour d'une table hospitalière. Bien que dispersés par des occupations diverses, combien de pensées communes l'expérience avait cristallisées en eux ! L'un, devenu juge, fit au dessert – moment où notre verbe ancestral s'épanouit en discours, propos ou anecdotes, comme les fleurs sous l'appareil cinématographique – un vigoureux plaidoyer en faveur de la connaissance de l'anglais : l'école manquait gravement à son devoir ; elle nous lançait dans la vie sans armes contre l'adversaire ; l'homme fait, promu à une situation, rencontrait mille difficultés que l'ignorance de la

langue anglaise dressait devant lui ; il se sentait brimé, impuissant, condamné d'avance aux besognes serviles. Au bout de la table avait pris place un homme dont la carrière s'était affermie dans les affaires. Nous le savions pratique, assez sceptique sur l'avenir de notre civilisation française, très lié de surcroît avec les Anglo-Saxons qui respectaient son honorabilité et recouraient à sa compétence. Quelle ne fût pas ma stupeur de l'entendre affirmer, avec une chaleur dont il était peu coutumier, que l'anglais ne nous est pas nécessaire à ce point et qu'il comprenait mal notre insistance : "Si nous consentions, disait-il, à nous connaître, à nous comprendre, à nous unir, à prendre conscience de nos forces ; si nous nous adressions à nos avocats, à nos médecins, à nos ingénieurs, à nos commerçants, nous formerions un groupe prêt à collaborer à la grandeur du Canada parce qu'il trouverait en lui-même les éléments d'une vie économique."

Je n'en disconviens pas. J'imagine toutefois que ce propos paraîtra excessif à plusieurs, et sans doute auront-ils raison, mais il n'est pas mauvais d'indiquer ce qu'il comporte de promesses. Il pose, de toute manière, la question de l'anglais.

Nous mettrons-nous d'accord sur cette question au-delà du chauvinisme et de l'anglophobie, sentiments fort naturels de notre part ? Il faut savoir l'anglais, à moins qu'on ne préfère vivre dans une tour d'ivoire dont on se contenterait de surveiller les tons. Apprenons l'anglais, mais parlons-le mal, aurait dit Mgr Laflèche. C'est une solution, assez plaisante à notre esprit frondeur. Quelque attitude que l'on prenne, on admet en définitive que des rudiments d'anglais nous sont, à tout le moins, nécessaires et que nous n'avons pas le droit de laisser végéter nos enfants faute de savoir cette langue, car les anglophones repoussent les nôtres qui l'ignorent quand ils accueillent ceux qui n'entendent qu'elle.

Je reconnais les avantages et les joies d'une double culture. Des peuples remarquables par leur activité économique – les Belges et les Suisses, à qui l'on joindrait les Italiens et même les Allemands et les Russes – emploient plusieurs langues et nous louons volontiers leur facilité. Nous nous flattons de notre bilinguisme comme d'une supériorité et nous blâmons le Canadien anglais de se montrer réfractaire au français quand son congénère de Londres le prise au point de le parler fort joliment.

Si nous mettons de l'orgueil à parler deux langues, il nous faut, pour que l'argument porte juste, les savoir bien toutes deux, les apprendre. C'est doubler notre effort, épouser deux civilisations. Dans tous les pays, les programmes scolaires imposent l'étude d'une ou de deux langues étrangères, mais on n'y apporte pas partout le même zèle. J'imagine, sans en avoir cherché la preuve, que dans beaucoup d'endroits les langues secondes restent secondaires. Après les contractions de l'examen, rien ne vibre plus. Les circonstances nous obligent à plus de vigilance : nous avons besoin de l'anglais pour réussir, au moins dans certains milieux, pour expliquer nos attitudes et justifier nos méthodes. Avons-nous, par exemple, à définir notre enseignement pour en



marquer le mérite, à faire valoir nos apports à la vie canadienne, c'est en anglais que nous serons entendus par nos compatriotes de descendance anglo-saxonne. Dans les Chambres fédérales, nous n'avons guère d'autre instrument de persuasion et la conduite des affaires est à ce prix. Inégalité coutumière en ce pays où nous avons, pour lutter, emprunté jusqu'aux moyens de l'adversaire.

Dès lors, prenons-en notre parti et, puisque nous y sommes contraints, sachons tirer de l'anglais une discipline. Demandons-lui de nous enrichir d'une culture. Consentons à l'apprendre intelligemment, à le raisonner, à le juger, à percer le mot jusqu'à l'idée, pour le comparer avec exactitude à celui qui lui correspond en français, afin qu'il serve à aviver chez nous le souci de l'expression et, en définitive, à défendre notre *parler*.

Des distinctions s'imposent d'ailleurs. Au paysan, j'appliquerais volontiers la formule de Mgr Laflèche : quelques mots et le sourire lui conviennent, le touriste ne lui demande pas autre chose et il serait sot de lui offrir davantage. Sa richesse et son charme, c'est d'être "différent". Le travailleur, mêlé à la vie de l'usine ou à la ruée des grandes villes, ne saurait se priver d'un gagne-pain par un manque dont on prendra prétexte pour l'éliminer.

Après une profession de foi en faveur de la langue française, le rédacteur du *Monde ouvrier*, dans un article intitulé "L'anglais est-il nécessaire ?" oppose à ceux qui rejettent cette langue dont l'usage serait un "aplatissement devant l'étranger" des revendications qui mettent à vif les intérêts de l'ouvrier livré aux concurrences des villes : "Nous aimons la langue française tout autant, peut-être mieux que celui qui a écrit cet article, dit le rédacteur du *Monde ouvrier*, mais nous réalisons en même temps que nous, ouvriers de langue française, sommes exposés à travailler un jour ou l'autre pour un patron et avec d'autres ouvriers de langue anglaise, tout comme nous réalisons que nous ne formons qu'une minorité sur le sol canadien et que rien ne permet d'entrevoir qu'un jour viendra où cette minorité se changera en majorité. Mais, même alors, il serait de notre intérêt, sinon de notre devoir, de nous familiariser avec les deux langues. Tous ceux qui ont quelque expérience de la vie et sont obligés de gagner le pain de leur famille savent que les meilleures positions, dans une ville cosmopolite comme la métropole du Canada, vont à ceux qui parlent couramment les deux langues et que, dans la plupart des cas, un ouvrier qui ne connaît pas l'anglais a bien plus de difficulté à faire son chemin. Au lieu de condamner l'étude de la langue anglaise, nous estimons qu'au moins dans la province de Québec le programme scolaire doit imposer l'étude des deux langues simultanément."

Quelle que soit la solution acceptée en ce qui concerne l'année du cours primaire où l'anglais apparaît au programme, ce qui regarde les spécialistes, deux principes me paraissent essentiels : apprendre d'abord la langue maternelle et bien l'apprendre, ce qui n'est pas toujours notre fait ; rechercher ensuite dans l'anglais l'appoint d'une langue enseignée en fonction du français.

Au lieu d'annoncer une suite de phrases amorphes et de les traduire en chapelet, pourquoi ne pas raisonner sur un texte vivant, tiré de l'actualité, d'un livre ou d'un journal de la veille, et projeté sur le tableau noir. Mr. X is leaving for Quebec to-night, tournure passive, propre à l'anglais et à laquelle le français oppose la franche tournure active : M. X part pour Quebec ce soir. On soulignera la différence des prépositions, pierre d'achoppement. Je pars à Lyon, disait Émile Faguet, est un provincialisme de Paris. I met him on the train : bon exercice, qui dépasse les cats, les pencils, et les hats qu'on a ou qu'on n'a pas, et qui permet de signaler l'ineffable il me l'a introduit sur le train. Car il faut faire de l'anglais un instrument de culture française, par le rapprochement des mots, des tournures, de la syntaxe surtout, et même des idées. Pratiqué ainsi avec intérêt sinon avec amour il sera mis au service de notre langue maternelle. Il a emprunté beaucoup au latin et au français ; il a multiplié son vocabulaire, gardé des sons archaïques, ignoré des évolutions. Quel exercice de linguistique si on ajoute à ces emprunts le fonds qui distingue l'anglais et le garde !

Pourquoi ne pas apprécier cette langue telle qu'elle est, puisque nous avons à la fréquenter ? Elle ouvre la voie vers la psychologie du peuple qu'elle exprime. Nous touchons ici à notre problème canadien : tout est dans tout. Je propose que, d'une étude jusqu'ici fastidieuse, on fasse la source de nouvelles clartés. Le purisme c'est cela, au moins pour nous qui vivons dans l'ambiance anglo-américaine. Comment savoir si un tour est anglais quand on ne connaît pas les deux langues ? Nous touchons à ce qu'il y a d'héroïque dans notre résistance. Quels efforts, quelle surveillance, quelle diversité elle nous impose ; et quel travail sur nous-mêmes, au point que l'on se demande si c'est la tâche qui est surhumaine ou notre volonté qui est insuffisante.

L'anglais, poursuivi jusque dans ses nuances, nous aidera donc aussi à défendre notre langue. Nous y trouverons une occasion de plus de bannir l'à peu près qui nous ronge ; connaissant l'anglicisme, nous le fuirons. Aujourd'hui, l'anglais gagne sur le français par suite des traductions incorrectes qui s'incrustent. Les mots qui se ressemblent, qui ont la même physionomie, la même origine sont de "faux amis". À la faveur d'un air de famille, ils se glissent dans notre vocabulaire et le contaminent. N'ai-je pas entendu des hommes qui se piquent d'appartenir à l'élite défendre le mot "application". Enfin, disaient-ils, il est dans le dictionnaire ! Eh oui, mais avec une acception différente. C'est ainsi que, par ignorance de l'anglais, par méconnaissance des verbes et des prépositions, on en arrive à dire avec tranquillité : "L'orateur a adressé l'assemblée". Quand on ne va pas jusqu'à des phrases comme celle-ci, dont je garantis l'authenticité : "C'est ma gear qu'est dérinchée, ca fait domper la drop."

Ajouterai-je que l'anglais véritable n'est pas la langue appauvrie, congestionnée d'américanismes, qui, trop souvent, répand autour de nous ses sons nasillards et coupés, mais une chose saine, une nourriture de l'esprit et, pour nous, une victoire possible plutôt qu'une servitude.

Ces arguments ne valent pas pour l'enfant du peuple, mais seulement pour l'élite ? Je n'en crois rien. Faut-il attendre d'être sorti de l'école primaire pour séparer le bon du mauvais génie ? À quoi sert alors l'école primaire ? La langue offrirait-elle plus de difficultés que la religion, dont les vérités profondes illuminent déjà le cerveau de l'enfant ? Ces distinctions consacrent malheureusement les classes sociales et les opposent, quand elles ne couvrent pas un manque d'imagination, d'intelligence ou d'énergie. Je veux bien qu'il y ait des degrés, mais ils n'ont rien de commun avec la méthode, qui reste la même. Pour l'élite, à laquelle on doit donner à tous l'ambition d'appartenir, elle aura le temps d'approfondir les données premières et de chercher dans la pratique de l'anglais cet élément de comparaison dont j'ai parlé, et qui fortifiera en elle le souci et le goût de la langue maternelle.

Et puis, il s'agit surtout d'éveiller la curiosité, de rendre présente la réalité de chacune des deux langues et de faire comprendre que, dans le bon sens du mot, ces réalités sont ennemies. Voilà l'essentiel. Le reste viendra sous l'aiguillon de la vie et au hasard de l'existence. La plupart de ceux que j'ai interrogés sur leur connaissance de l'anglais m'ont répondu qu'ils l'avaient appris d'un camarade, en jouant. Cet anglais-là, le plus souvent mauvais, est précieux et néfaste ; il aide à se débrouiller, mais il s'incruste tel qu'il est. La curiosité invitera à l'enrichir en même temps que le français, pourvu qu'on ne perde pas la volonté d'apprendre qui est la vraie fécondité de l'école et son inestimable conseil.

\* \* \*

Tout proche de la langue, l'art manifeste, par la beauté, le même génie, la même civilisation. Paul Anger demandait un jour à l'Université de *rééduquer* le sens esthétique de notre population. Il avait raison. L'Université a été longtemps seule, dans le désert de nos laideurs, à prêcher l'art. Puis on a fondé l'École des beaux-arts, dont l'influence se précise avec bonheur. Un collègue classique - il n'est peut-être pas le seul - a inscrit l'histoire de l'art au programme de la classe de philosophie. L'art est même enseigné à l'école primaire mais, comme la langue, il se brise aux résistances d'un milieu insouciant.

L'art serait pour nous une discipline, tout aussi bien que la langue, et la source de toute une vie économique si nous consentions à reconnaître sa puissance, à admettre qu'il est, pour des Français comme nous, un foyer de rayonnement et une force d'une singulière résistance. Par l'architecture, la sculpture, la musique, le théâtre, le cinéma, les arts décoratifs, quelles métamorphoses nous ferions subir à notre groupe, malheureusement satisfait de boursoufflement et d'à peu près.

Ce progrès ne tient qu'à nous, il est à portée de notre main. Mussolini a sans doute rénové l'Italie, mais il a reconstitué Rome.

Une association d'un caractère économique, la *Chambre de Commerce des Jeunes*, a réveillé l'idée, si lente à prendre corps, d'une salle de spectacle et de

concert qui, dressée au milieu de notre métropole, rallierait l'esprit français, ferait le point du progrès où nous engager résolument pour nous débarrasser de l'emprise étrangère qui nous tue à grand feu. Quel regain pour notre population ! Je songe à Paul Adam et à Jules Romains, qui ont poursuivi les conséquences heureuses de faits en apparence anodins - une inscription sur un mur, le passage d'un cirque - sur l'âme collective d'un groupe jusque-là amorphe et passif.

Autour de cette salle, tout un peuple s'exalterait, tout un monde s'agiterait : musiciens, artistes, auteurs, marchands, artisans ; et la foule enfin secouée, reprise de vitalité profonde, échapperait à la déplorable manie qui lui fait voir une rénovation dans la moindre exubérance américaine. Que faisons-nous de notre âme française, de notre cœur français, de notre sourire français ? À condition de nous retrouver, de plonger jusqu'au fond de nous-mêmes, d'obéir à ce que nous sommes, tout l'avenir que cette transformation promet à notre civilisation, nous le posséderons. Voilà comment, au lieu de rester les esclaves de la pensée des autres, nous deviendrons maîtres du Canada français, d'un État français, bâti, buriné par nous.

Si Mussolini a refait Rome, ce fut à l'aide d'une doctrine. Sur certains points, nous sommes plus anglicisés qu'américanisés. Nous prenons des airs pour gourmander le sens pratique des Anglais, qui n'est pas fait pour nous, mais nous nous hâtons de singer les Anglais dans ce qu'ils nous offrent de plus douteux : l'empirisme. L'empirisme va très bien aux Anglo-Saxons, qui sont gens de métier, à qui l'on apprend dès le bas âge les secrets du métier d'Anglais. Car les Anglais pratiquent - et admirablement - le métier d'Anglais. Ils y sont dressés, et depuis si longtemps qu'ils y réussiraient d'instinct. Nous en venons, par la contagion de l'exemple, par un esprit d'imitation qui est une dangereuse faiblesse, une infériorité avouée, acceptée, à priser la pratique à l'égal d'une réussite et à mépriser la théorie.

Or, comme nous n'avons pas le sens pratique développé - ce serait d'ailleurs nous déformer que de l'accueillir à l'état pur comme il existe chez l'Anglo-Saxon - nous copions nos voisins et, sans nous en rendre compte, nous nous anglicisons par ce nouveau côté. *Be practical* devient un commandement de haut ton qui tient lieu de pensée, qui exempte de pensée, et qui est contraire à notre nature parce que nous sommes essentiellement des êtres de logique et de pensée.

Je ne repousse pas, bien entendu, le sens pratique ; ce serait une ânerie. Je le prise, au contraire, et je déplore que nous ne l'ayons pas davantage ; mais, comme il n'est pas inné chez nous, j'estime que c'est par la pensée, par la réflexion, que nous y atteindrons. En d'autres termes, ce n'est pas à l'action de nous subjuguier, mais à la pensée de dominer en nous, de provoquer, de subjuguier l'action. Autrement, nous cessons d'être français et nous devenons anglais. En définitive, par notre route à nous, nous aboutirons au même point, et c'est ce qui importe. Par cette différence fondamentale, nous garderons nos traits en les adaptant au milieu.

Prenons le domaine des affaires. Le Français y réussit, nous le savons. Y apporte-t-il moins de détermination ? C'est douteux. Il y met moins d'aplomb peut-être ; moins de brutalité, à coup sûr, c'est-à-dire moins de ploc, comme disent les Anglo-Saxons. Il pèse, il mûrit, il raisonne ; mais, une fois sa décision prise, il agit dans le sens de sa pensée. Simple nuance, qui préserve pourtant son génie propre. Il lui faut la pensée et il a besoin d'un plan. Ce n'est pas un être en qui l'action tient lieu d'esprit. Il s'installe dans la théorie, il en a besoin. S'il n'agissait pas selon un plan, il ne serait plus français, mais déjà anglo-saxon. On déplore en France aujourd'hui cette poussée vers le *pratique*, vers les procédés rapides, vers la manière américaine de brûler la vie. Ce n'est pas français de déjeuner à la vapeur, de se déhancher au mouvement d'une musique nègre, de déformer la langue par des oppositions de substantifs assemblés dans leur nudité étrangère. Que viennent faire, à Paris, *France Hotel ou Joseph Bar* ? Il n'y a donc pas d'autres mots qui signifient la même chose et restent parisiens ? Le vieux génie, l'admirable sens populaire qui a fait *bicyclette* et *redingote*, qui a trouvé *vadrouille* et engendré *bricoler*, est-il donc épuisé qu'il faille emprunter au voisin des mots qui ne disent rien à l'oreille ? Que veut-on qui naisse de cet adultère ?

Notre grande erreur est de mépriser la théorie sous prétexte d'être pratiques, de nous mettre à l'école des affaires. Encore, si ce n'était que cela ! Les affaires sont une excellente école, et j'ai connu des hommes qui, sans la théorie, ont fourni une remarquable carrière. Ils se sont "formés eux-mêmes", comme ils disent, et l'on écoute avec émotion le récit de leur dure expérience, acquise à force de contrainte et de temps. Ces réussites exigent du caractère et une rare patience. Cela, qui était possible autrefois, l'est moins à notre époque de concurrence. L'école aujourd'hui, par sa leçon répétée, supplée à ce long sacrifice des premières années, elle est ouverte sur la vie et elle donne aux jeunes gens qu'elle forme l'habitude de la route. Et si l'individu arrive encore à réussir seul, par son application et sa persévérance (théorie anglaise), un peuple, à moins qu'il ne soit pas individualiste et qu'il se livre d'instinct au team-work, doit établir un plan d'action, c'est-à-dire une politique. La pratique est d'ailleurs le fondement de la théorie, qui est la pratique évoluée en théorie.

La théorie est partout, même les mathématiques dans l'épanouissement de la musique. Dès la première page de *Sentiments et Coutumes*, André Maurois transcrit cette pensée d'Auguste Comte : "Il faut rapprocher la sagesse théorique de l'admirable sagesse pratique." Voilà la vérité. Il ne me déplaît même pas qu'Auguste Comte qualifie d'admirable la sagesse pratique et se contente, théoricien, de poser la sagesse de la théorie sans la marquer davantage. La pratique, en d'autres termes, cristallise en théorie et celle-ci constitue le capital intellectuel de l'humanité, par le même procédé de réserve où s'accumule le capital matériel. Il n'y a pas de différence, de ce point de vue, entre un port de mer bordé de docks, muni d'appareils et d'outils, et une bibliothèque meublée de livres où, au moindre contact, l'esprit frémit.

Tant que nous n'aurons pas reconnu cette vérité, que nous n'aurons pas pratiqué la théorie ou, si l'on me passe cette expression, *théorisé* la pratique, nous continuerons, sous le regard amusé ou indifférent de nos concurrents, à nous interroger sur notre avenir économique.

\* \* \*

Puisque j'y suis, je voudrais liquider la querelle de la théorie. Cette querelle existe depuis trop longtemps et nous fait du mal. On dit avec commiseration : "C'est un théoricien", et avec éloge : "C'est un homme pratique". La première phrase cache un blâme ; la seconde sanctionne une supériorité. Débat vain, et dangereux par le germe de division qu'il entretient.

Pratique et théorie sont liées dans le cours des siècles, même dans le cours d'une vie humaine. La théorie ne rejette ni la vie ni l'expérience ; elle les sollicite toutes deux, elle les absorbe et les utilise, même le rêve dont Valéry a montré l'obscur germination. Combien de rêves ont, en définitive, illuminé les grandes oeuvres !

Dans le domaine économique, on distingue le travail d'exécution, de direction et d'invention. Les trois présupposent la théorie, c'est-à-dire l'apprentissage.

Le travail d'exécution revient à l'artisan ou à l'ouvrier : c'est le métier, que Charles Péguy a exalté comme "l'honneur du travail". Longtemps l'artisan fut seul à produire, même à bâtir. On doit à sa patience, à son habileté, à ses soins, les chefs-d'œuvre de l'antiquité, du moyen âge, des temps modernes, de la longue époque où la machine n'avait pas encore atrophié le geste de l'homme ; car c'est des mains de l'homme, directement, que les cathédrales et les châteaux ont surgi, aussi bien que les reliquaires et les bijoux qui témoignent, après des siècles, de *l'opus francigenum*.

On croirait, à première vue, que le travail manuel n'exige plus, de nos jours, autant de connaissances ni d'application. Sans doute, l'apprentissage est-il plus rapide, presque brutal en certains cas ; mais on distingue le simple manœuvre de l'ouvrier *qualifié*, c'est-à-dire, instruit du métier. Le régime Taylor applique au travail d'usine le principe de la rationalisation des tâches qui commande deux mouvements : l'étude préalable de l'attitude et l'exécution, dans les limites d'un plan *optimum*, sous une surveillance hiérarchisée. Le travail manuel dans l'usine moderne, malgré la machine ou à cause même de la machine, n'a plus rien d'empirique ; il est une théorie en action, une théorie qui a décuplé son rendement. Dans une grande entreprise, aux ateliers de Ford ou dans les aciéries du type américain, la tâche unanime s'assouplit à un vaste rouage d'horlogerie.

Le travail de direction ou d'administration est la clef de voûte de l'entreprise. Il domine, ordonne l'exécution et applique à l'ensemble de l'usine l'attention que l'ouvrier porte à sa tâche particulière : la machine que le chef

dirige et surveille englobe les forces mécaniques et les disciplines humaines qui assurent la production. Sans cette pensée en éveil, l'entreprise risquerait de s'attarder dans la routine ou de sombrer ; par cette volonté de tous les instants, elle se renouvelle et progresse.

Homme pratique aux yeux du public, l'exploitant d'une usine est un théoricien que l'expérience a formé. Voyez-le à l'œuvre. Il commande avec prudence ; même ses audaces, il les a pensées et pesées ; il porte en soi le sort de son oeuvre ; son inquiétude est sans cesse aux prises avec l'événement ; il dirige, en obéissant lui-même à des principes durement acquis. S'il a été formé à la conduite des affaires dans une école, il accepte comme une discipline complémentaire les exigences de la pratique ; il serait bien sot de croire à sa supériorité parce qu'il a fait des études spécialisées : il a encore à apprendre la vie, à se frotter à l'expérience, mais il acquiert celle-ci d'autant plus vite que la théorie dont il est nourri est elle-même un tissu d'expérience. Car sur quoi se constitue l'enseignement sinon sur le passé ?

L'enseignement qui ne se réchauffe pas au contact de la vie devient livresque : même brillant, ne jettera-t-il pas les hommes dans les nuages, n'en fera-t-il pas des rêveurs ne vivant que par l'esprit, des bâtisseurs de systèmes qui crouleront au premier contact de la réalité ? Qu'on relise un livre qui marque une date dans la littérature du XIXe siècle, *le Disciple*, de Paul Bourget, si l'on tient à réfléchir sur le désarroi, sur le désastre même auquel aboutit la logique faussée par le rêve, ou la logique même d'un rêve que la réalité ne corrige pas.

L'évolution de la vie économique nous impose donc de former des chefs. La science qui transmet le secret des chefs s'est bâtie au cours des temps ; résultat aussi de l'expérience, elle est devenue théorie. Elle est nécessaire au succès de notre groupe ethnique comme une source aux plus grands fleuves. Nous manquons de chefs, de compétences. Et d'autant plus que notre adversaire dans la lutte économique est un empirique déjà puissant par son caractère et sa richesse et que nous, êtres de logique, nous avons besoin d'une pensée qui ordonne notre travail et le détermine. Nous sommes dans la voie du progrès. Nos écoles, organisées ou solidifiées par sir Lomer Gouin, fournissent des spécialistes pour le commerce, l'industrie ou l'agriculture ; et nous donnent ainsi, à côté des professions libérales auxquelles nous nous sommes si longtemps livrés, l'élite spécialisée que réclamait Léon Gérin.

Le travail d'invention résulte de la recherche qui a joué un si grand rôle dans l'économie du XIXe siècle. La science a passé du laboratoire à l'usine : Même les Américains, les plus pratiques des hommes, associent l'usine à l'école. Sans doute notre époque a été témoin de merveilleuses découvertes, dont quelques-unes seulement furent le fait du hasard ; les autres sont sorties de la recherche organisée et celle-ci est devenue un rouage de l'usine ; on l'applique à toutes les productions, depuis l'agriculture jusqu'à l'industrie la plus développée. La découverte et la recherche distinguent le savant du vulgarisateur. Le savant livre la théorie à l'état pur. "Le vrai savant, écrit Lucien

Romier, se reconnaît au lyrisme que trahit sa parole, malgré lui, si timide ou maladroite qu'en soit la forme, dès qu'il parle librement de l'objet de ses recherches. La science froide existe qui reflète une connaissance aux rayons plus ou moins étendus : elle n'a qu'une parenté lointaine avec la vraie science, celle qui se penche, non sur un catalogue de données acquises, mais sur une découverte à faire. La vraie science est une passion. De notre temps, la recherche scientifique attire aisément, par le grand nombre des disciplines et des laboratoires de toute spécialité, ceux que, dès leur jeunesse, un certain élan de l'esprit porte vers la nature. Ainsi beaucoup de poètes nés, et peut-être les plus grands, mais qui n'écrivent point de vers, sont réfugiés aujourd'hui dans les sciences, alors que le sens direct de la nature disparaît peu à peu de nos oeuvres littéraires."

Ces mots relient l'invention à la vision poétique qui pénètre le rapport des choses et reconstitue le monde sur un plan nouveau. Je parlais tout à l'heure de rêve : l'inventeur rêve de réalité. En imagination, il bâtit son oeuvre, il la voit, il l'installe. Et non seulement l'écrivain ou le peintre, le sculpteur ou le romancier (que de fois n'a-t-on pas redit le mot de Racine à propos d'une de ses oeuvres : "je n'ai plus qu'à l'écrire"), mais l'architecte, l'ingénieur, le promoteur d'une entreprise. Tous ils ont un plan, ils bâtissent en théorie, en pensée, avant que le travail des autres ne projette leur idée sur l'horizon du réel. C'est l'histoire des grands producteurs américains qui, leur entreprise amorcée, ont d'ailleurs, pour qu'elle pût grandir, appelé la science à la rescousse.

Pourquoi ces vérités courantes ne s'appliqueraient-elles pas au plan national ? Nous évoquons la vie nationale sans en avoir une idée nette, quand une discipline résultant d'une doctrine se traduirait dans une volonté commune.

Les deux mots qui nous désignent, le mot *canadien* et le mot *français*, définis et analysés, nous orienteraient. Je le répète : pour nous, être canadiens, c'est nous rattacher à notre terre et à notre histoire ; être français, c'est vivre une tradition. Les deux importent.

La doctrine nationale jaillira de l'histoire et du territoire, de la terre et des morts.

De l'histoire. Non d'une histoire bardée de dates, lardée de batailles ou de coups d'État, mais d'une histoire vivante. L'événement historique, c'est l'ossature, le point de départ d'un enrichissement, d'une philosophie. L'histoire vivante moule la personnalité, forme les traits, comme une chair. Elle relate les mouvements du peuple qui s'installe et fonde la nation, faite de générations successives. Mon père, A.-N. Montpetit, a évoqué ces générations superposées dans le cimetière de Saint-Timothée, depuis les premiers colons couchés entre des planches brutes, que le temps a rongées, jusqu'aux paysans cossus, presque des bourgeois, enveloppés de leurs riches cercueils. La paroisse se poursuit ainsi dans la terre, et les ossements des anciens y font la poussière où leurs fils viennent dormir à leur tour.



Le peuple évolue aussi dans un milieu dont l'action s'exerce dans le temps. À quoi arriverons-nous si nous ne prenons pas contact avec notre territoire ? La théorie - ou la doctrine, comme on voudra - nous dicte d'abord d'être des réalistes, pour connaître et pour aimer à force de connaissance notre terre, pour former notre esprit aux réalités et corriger notre idéalisme qui se nourrit volontiers d'éloquence.

Le mot "français", que nous gardons, pose aussi une querelle vieille de nos quelques cents ans de vie. Déjà chez Bougainville, elle est de la minute où des Français sont nés au Canada. On la retrouve d'ailleurs en Afrique et, sans doute, dans toutes les colonies où se constitue une nation autochtone.

Cette querelle, que des événements ont envenimée, il faudrait la liquider une fois pour toutes. Nous ne sommes pas des Français de France et la politique française, envers laquelle nous restons libres de toutes nos pensées, ne nous touche pas, *politiquement*. Encore est-ce trop tranché. La politique d'expansion française : placement des capitaux, rayonnement du génie français sous toutes ses formes, ne nous laisse pas indifférents. Mais nous tenons à la liberté de notre amitié et de nos mouvements. Cela dit, accordons-nous. Qu'entendons-nous par conserver nos traditions françaises ? Il semble que ce soit la tradition classique. Soit. Mais cette tradition, il ne suffit pas de l'enseigner plus ou moins, il faut l'appliquer et la vivre. La vivre "à la canadienne", c'est-à-dire l'adapter à notre milieu, à nos mœurs, à nos pensées et à nos désirs.

Nous avons là un héritage à porter sans doute. Seule garantie de notre vie, il entraîne des responsabilités. Cet héritage, qu'en avons-nous fait ? N'est-il pas amoindri ? Pour en juger, observons-en les signes extérieurs : la langue et l'art. Notre langue a-t-elle vraiment gardé cette pureté savoureuse que les voyageurs se croient obligés de signaler ? Notre art est-il à ce point resté français qu'on le distingue aussitôt ? Rapprochons une phrase comme celle-ci, détachée de la radio parmi tant d'autres : Il y aura un spécial en coton, de l'aspect sans nom, bâtard, que nous offrent certaines rues de Montréal ou d'autres lieux, et imaginons l'impression d'un Français. Il reste que notre résistance est admirable, notre durée miraculeuse, notre volonté dangereuse, dans le sens nietzschéen du mot ; mais que, sans une doctrine, sans le guide d'une pensée, c'est-à-dire d'une sorte de théorie, le danger nous envahira sûrement, par la vie si puissante, si pénétrante, qui nous vient du foyer américain.

La théorie, c'est ici l'enseignement généralisé, nationalisé. Longue route à parcourir. C'est demander beaucoup à l'école, mais c'est notre seul moyen. Nous avons notre avenir entre les mains. La Constitution nous laisse libres dans ce domaine. L'État français est en germe dans l'école.

\* \* \*

Il nous faut une doctrine.

Je ne suis malheureusement pas de ceux qui peuvent la formuler. Il y a quelques années, lorsque j'ai publié *Pour une doctrine*, mon titre n'était qu'un appel et la critique a justement remarqué que j'apportais des bribes au lieu d'un ensemble. Je préconisais une doctrine qui serait une pensée directrice, si nécessaire pour des esprits français, une doctrine qui inspirerait notre politique et en ferait une politique positive et constructive, non une politique attardée à des luttes faciles.

Notre vie économique va seule, au gré des manœuvres et des intérêts individuels. Nos institutions devraient s'en préoccuper, dégager ses ressorts profonds, organiser ses rouages. Pas d'économie dirigée, mais une ferme volonté de rénovation par la conscience de nos forces que l'école révélera. Prenons, au surplus, les hommes comme ils sont, plutôt que de les refaire par des mesures artificielles, sachons ce dont nous sommes capables, l'immense richesse que nous tenons de nos origines et que nous portons en nous. L'avenir se moulera sur ces caractères spontanés.

Car il ne s'agit pas de copier tel pays qu'on nous donne en exemple, comme si nous n'en avions pas assez de rester nous-mêmes ; mais de diriger notre population vers l'aspect économique du problème national. L'agriculture mise à part - et encore ! - nous nous sommes occupés trop peu de nos intérêts matériels, vivant comme si nous devions subir toujours l'asservissement de la pauvreté. Par bonheur, un réveil se produit ; il est lent, malhabile, plutôt sentimental, mais il signale une force qui prend conscience de soi. Deux choses y aideront puissamment, deux initiatives dont on n'aperçoit pas tout de suite la fécondité et qui, elles aussi, se précisent : la connaissance de nous-mêmes et du pays où nous vivons ; le recours à l'association, dont nous n'abuserons jamais. Dirigeons l'école de ce côté, avec fermeté. Ceux qui vivront dans cinquante ans verront le résultat.

Notre vie économique prendra forme à mesure que nous apprécierons ceux de ses éléments qui nous sont propres et dont, par conséquent, nous pouvons disposer. Elle n'ira plus au petit bonheur. On la confierait avec avantage, comme on a commencé de faire, à une sorte de Conseil de recherches, qui établirait et classerait nos richesses et placerait en pleine lumière l'ensemble du domaine promis à notre activité. Nous n'avons pas tiré profit de notre terre pleine de promesses, en fertilité, en minéraux, en puissance hydraulique. La seule certitude de ces biens, et l'espoir de trésors enfouis dans les régions encore inexplorées de notre royaume, grand comme deux fois la France et davantage, exercera déjà sur nous une influence psychologique, en avivant le sens d'une propriété, resté vague à ce point que nous n'avons pas senti la main étrangère refermée sur elle.

Cette mesure établie, notre volonté ordonnera l'exploitation de la nature, première source de notre indépendance économique. Dire que nous n'y avons pas songé serait ridicule, comme il serait injuste de négliger les travaux que nous avons poursuivis en vue d'un progrès que l'exemple des autres nous

suggérait et que nous-mêmes avons sollicité ; mais il reste beaucoup à faire pour nous installer en maîtres sur notre territoire.

Des livres comme ceux de Raoul Blanchard, les études du docteur Georges Maheu et d'autres fervents du sol, nous font toucher ce que serait notre agriculture si, dépassant l'économie familiale, nous entendions les conseils de la science pour nous prêter à la coopération et régler nos marchés. C'est la formule heureuse où le Danemark a puisé sa rénovation. Sa population dépasse à peine celle de notre province et son territoire, à côté du nôtre, est minuscule. C'est une presqu'île aux calmes horizons que l'on traverse rapidement avec un plaisir parfait ; un pays sans forces hydrauliques et sans mines ; un champ clos que de délicieuses maisons meublent agréablement. Cependant, le Danemark frappé par l'essor et l'intensité de sa vie économique. Son secret est simple : il s'est instruit avec résolution, et il a compris et disséminé l'idée de coopération. Quel succès ! Le pays, grâce à son agriculture spécialisée, de pauvre qu'il était, presque en danger de périr, est devenu conquérant ; ses produits inondent le marché anglais, et sa fortune, même sous les brumes du nord, a un reflet tentant.

Dans l'industrie, nos besoins nous guident pour le moment ; et nous nous limitons à la petite et à la moyenne exploitation. Nous avons un marché de trois millions de personnes, qui se logent, s'alimentent et s'habillent. Aussi bien avons-nous songé à satisfaire ces besoins premiers. Notre taille, pour reprendre le mot de Victor Barbeau, ne se mesure pas bien haut, si on la compare, mais elle a pris corps. Par malheur, nos entreprises ne durent pas ; elles cèdent à la deuxième génération ou s'abandonnent à plus puissant qu'elles.

Nous ne manquons pas de capital au point que nous croyons, si le capital est l'instrument de la production ou, encore, la richesse accumulée pour produire. Cette richesse, quand on en suppose le total, ne laisse pas d'être imposante ; elle s'élève à plusieurs milliards. Une partie se place d'ailleurs, s'emploie, mais, le plus souvent au service des autres. Il serait intéressant de connaître le montant de notre épargne annuelle, édifiant de savoir où elle se dirige. Quand pratiquerons-nous la solidarité de l'argent, bâtisseur comme l'esprit qu'il sert ? Cette puissance, que féconderait le crédit, nous l'avons, nous n'avons pas à emprunter au voisin. Pourquoi, d'autre part, les capitaux de France ne se joignent-ils pas davantage aux nôtres ? Pourquoi prennent-ils, comme les nôtres, le parti de l'étranger ou du concurrent plutôt que d'accroître notre résistance en profitant de notre "potentiel" de fidélité ? Contrainte par le souci de l'Angleterre, hypnotisée par les chances sud-américaines, l'épargne française ignore la terre où l'invite sa figure toujours vivante.

Ne sommes-nous pas coupables de la même faute envers nos frères ? Le Français, où qu'il soit, en France ou hors de France, est décidément un être étrange, d'un individualisme incurable. Qui affirmerait que les Canadiens français s'intéressent à leurs congénères de l'Acadie ou des États-Unis ? Ils ont pour eux une pensée émue, voire fraternelle, en certaines occasions, au cours de congrès ou de missions ; mais le feu que l'esprit entretient est vite oublié et

il suffit à notre conscience qu'il couve sous la cendre du souvenir. Et qui prétendrait que nous nous souvenons de nous-mêmes, ce qui est bien le comble de l'insouciance ? L'industrie qui nous profiterait le mieux, notre grande industrie toute trouvée, le tourisme, ne dépend que de notre fidélité, de notre vraie fidélité à nos origines et à nos traditions. Malheureusement, ces traditions nous les exaltons et nous les ignorons à la fois ; de plus en plus, elles tiennent dans des mots, de moins en moins, elles résistent aux événements. Nous mourons glorieusement.

Dans le commerce s'énonce aujourd'hui la théorie de *l'achat chez les nôtres* qui prend forme de commandement.

L'Église apprend que l'homme a des devoirs et des droits. Nous comprenons et nous respectons ces enseignements dont nous sommes pétris dès l'enfance ; aussi sommes-nous catholiques, non seulement de volonté mais même d'intelligence, au point que nous distinguons parfaitement nos faiblesses ou nos égarements et que nous les corrigeons par un retour périodique sur nous-mêmes et l'admirable sanction du ferme propos. Quelle leçon nous donne ainsi l'Église ! Si, dans la sphère nationale ou dans le champ économique, nous étions nourris de principes aussi précis, aussi déterminants, nous installerions en nous la constance d'une vie nationale et d'une vie économique comme nous pratiquons une vie religieuse qui, si elle gagnerait à s'affermir, n'en résulte pas moins de principes fondamentaux ordonnés dans la foi.

Car les hommes, dans le monde économique, ont - quoi qu'on en dise - des devoirs et des droits. Un Anglo-Saxon, P.-Ashley Cooper, disait devant une association de commerçants de langue anglaise : "Le client est notre maître". Quel accent ! On croirait entendre la parole d'un évangile de dernier plan. Combien partagent et respectent cette opinion, admettent que la clientèle a des exigences justes, quand elle réclame ce qu'elle demande et non quelque chose d'approchant ou d'inférieur ? La chance du fournisseur est de satisfaire l'acheteur. Le sentiment ne suffit pas en affaires : il a la peau tendre et le cœur vif. Lorsqu'on se présente chez un marchand canadien-français pour entendre qu'il n'a pas, ou même qu'il n'a plus, l'article que l'on désire, le sentiment est en danger, il devient bourru sinon détourné. "Mademoiselle, auriez-vous l'amabilité de me dire laquelle de ces deux étoffes est de meilleure qualité", s'informait un de mes collègues auprès d'une vendeuse. Elle répondit sans l'ombre d'humour : "Essayez-les, vous verrez ben !" Quoi d'étonnant que le sentiment se rebiffe et se dirige ailleurs ?

L'achat chez les nôtres est une formule légitime, mais le fournisseur a des devoirs avant d'avoir des droits, parce qu'il évolue dans l'orbe mobile de l'intérêt. Il ne s'agit ni de patriotisme, du moins en dernière analyse, ni de fraternité, mais d'affaires. Je ne nie pas que le patriotisme nous détermine, ou le nationalisme, ou le chauvinisme, mais il n'est qu'une conscience, et l'on nous a déjà avertis de ce qu'est la conscience, même d'un honnête homme.

Des devoirs. Le fournisseur ne se contentera pas de répondre aux désirs de sa clientèle, il tentera de faire son éducation ; il formera même le goût du public, ce qui est loin d'être actuellement son fait, malgré des tentatives disséminées, imitées des États-Unis, ou de Paris par l'intermédiaire des États-Unis, et qui ont transformé heureusement des devantures et des montres. L'observation de certains étalages fait saisir sur le vif ce qui nous manque, et à quel point nous partageons encore avec le cousin de France le mauvais goût qui marque des maisons dans la banlieue de Paris ou les grandes rues de province.

Des devoirs. Celui de s'associer, pour discuter non seulement les travers ou la sensibilité de la clientèle, mais les intérêts du métier. Cooper exhorte aussi les Anglo-Canadiens à coopérer ; il n'est pas nécessaire pour cela, dit-il, de renoncer à toute personnalité. Nous entendons mal la concurrence parce que nous faisons, d'elle aussi, une question de sentiment : "Ne viens pas jouer dans ma cour", disions-nous, enfants ; grandis, devenus majeurs, avons-nous changé de propos ?

Des droits. Nous avons celui de vivre et d'accomplir notre destinée, qui n'est ni la misère, ni le désintéressement devant le succès des autres. Ceux qui conseillent, qui ordonnent presque, d'acheter les produits de l'Empire, ou les marchandises sorties d'usines canadiennes, parlent-ils autrement que ceux qui adjurent les Canadiens français d'encourager les leurs ? je le répète cependant : n'en faisons pas une pure question de sentiment ; notre intérêt particulier et l'intérêt général sont en jeu, car on ne fait pas un peuple fort avec des éléments faibles, même en les additionnant.

Des droits. Ceux qu'on appelle des théoriciens n'ont pas cessé de les formuler, de les exalter, de les faire triompher même, dans la mesure de leurs moyens, depuis plus de trente ans que rayonnent nos écoles spécialisées. Ils ont travaillé d'accord avec la pratique, qui les a toujours guidés, et sans autre ambition que l'accomplissement d'une tâche, inconnue la plupart du temps, mais consolante par ses fruits. À la tête de nos institutions, dans l'administration, dans l'industrie, le commerce ou la finance, on reconnaît déjà ceux qu'ils ont formés.

Des droits. Ceux des individus et ceux de la nation. L'école finira par nous donner des générations qui ajouteront à l'intelligence de nos valeurs le souci de la solidarité, l'acceptation de nos disciplines ethniques, la recherche des sciences qui sont la source de l'action.

L'école sera peut-être lente à pénétrer, à vaincre l'ambiance du foyer ou du quartier, indifférents au progrès, satisfaits des paresseuses solutions de l'à peu près. Nous avons ce qu'il faut pour réussir, sauf la volonté : "Paysans protégés par des légistes et déterminés par des parleurs", selon le mot de Barrès, qu'attendons-nous pour agir ?

La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

# I

## Vers la supériorité

*(Janvier 1917)*

[Retour à la table des matières](#)

C'est le titre d'un article d'Omer Héroux. On en ferait la devise de notre effort national.

Ne cherchons pas si nous appartenons à une race supérieure ; prouvons-le. Un peuple qui marque le pas est atteint dans sa force ; mais une minorité qui s'enlise dans la satisfaction de soi, qui vit des gloires du passé sans y rien ajouter, qui en fait une pesée plutôt qu'un stimulant, qui ne met pas le progrès au service de ses aspirations, est menacée par la mort.

Le nombre est loin d'être tout. Lorsqu'il est insuffisant, il provoque l'union des forces qui a permis de merveilleuses résistances. Le moment est venu, le moment est passé d'acquérir, dans tous les domaines, la culture intellectuelle, levier des races latines, qui exercera sur les destinées de la nation une influence victorieuse.

C'est le sens profond, l'enseignement de notre histoire. À chaque génération son rôle et sa peine. Il s'est agi, pour nos pères, de réparer la défaite. Ils se sont piétés dans le souvenir. Vivre et se développer fut leur premier souci.

C'était, en constituant le nombre, établir un fait. Cette victoire, nous la perpétuons par notre existence même, par notre vitalité.

Plus tard, il fallut conquérir des droits, puis les défendre. Nos paysans se sont mis à l'école de la politique. Ils ont étudié cette constitution anglaise dont le vainqueur faisait un imprudent éloge. Leur esprit logique a réclamé l'application du principe posé. Normands tenaces, ils n'ont eu de cesse qu'ils eussent imposé à l'Angleterre l'unité de sa doctrine. Ces droits acquis, nous les exerçons toujours et c'est en les exerçant que nous les sauvegardons. Nous aurons encore à combattre. Les préjugés ont la vie dure, a-t-on dit, quand le temps ne les détruit pas, il les embaume. L'attaque nourrit la volonté ; la sécurité l'endort.

Les temps ont changé. La richesse est apparue. Au devoir que nous a légué le passé s'ajoute celui d'être de notre époque en manifestant, sur un terrain nouveau, une activité nouvelle. La question nationale est, pour une bonne part, une question économique. Non pas que la fortune soit le bien suprême ; elle n'est qu'un moyen, mais combien fort. Que la conquête économique soit l'œuvre de demain. Elle nous donnera un élément d'égalité, sinon de supériorité, car nous resterons enclins par nature à cultiver la pensée, à rechercher l'expression, à répandre l'art.

L'instruction assurera cette conquête. Pour le moment, créons une élite qui répandra, par l'exemple et par la parole, les idées sur lesquelles nous nous serons accordés, les idées nécessaires, qui prendront ainsi la valeur de vérités banales, ferment de l'action dans le peuple.

L'expérience a formé d'habiles praticiens ; mais nous avons trop peu de spécialistes et trop peu d'hommes cultivés. Serait-ce que nous avons attaché trop d'importance à la pratique, sans apprécier assez la théorie ? Sans doute. Nous avons emprunté cela de l'Anglais et de l'Américain, qui d'ailleurs en sont revenus. "Les Anglais, disait Émile Faguet, sont routiniers parce qu'ils sont orgueilleux et ne croient jamais qu'ils puissent être dépassés ou l'avoir été." Mais la routine a été vaincue, en Angleterre, par la concurrence de l'extérieur ; et les portes des universités séculaires se sont ouvertes à la science commerciale. Les États-Unis doivent surtout leur réussite à un enseignement technique bien organisé. Un ingénieur français écrivait, dans le *Génie civil* : "Désormais, c'est une utopie que de vouloir distinguer science et industrie, théorie et pratique. Il faut mener les deux de front." Voilà qui établit la valeur de la science, fût-ce au point de vue industriel. Nous nous porterons donc vers elle comme vers un instrument indispensable. C'est un premier point.

Ne nous sommes-nous pas éloignés de la recherche scientifique en nous livrant à la politique ? Il faut des hommes politiques, sans aucun doute. C'est à la politique que nous devons nos succès passés ; c'est à elle qu'iront demain ceux qu'elle attirera et qui, instruits des questions actuelles, serviront la nation. Mais ce que je crains, c'est que la politique ne soit une trop forte mangeuse d'hommes. Pour quiconque prononce avec une certaine allure quelques

discours, nous rêvons aussitôt un avenir parlementaire. C'est clairsemer des rangs déjà bien peu serrés ; c'est accaparer trop de forces, toutes les forces. Gardons quelques électeurs.

Trop peu de jeunes gens répondent à l'appel des spécialités. Nous n'avons pas de philosophes, à moins que nous n'en soyons tous, que nous ne soyons, comme disait un jour Georges Pelletier, un peuple d'humoristes. Nous avons peu d'écrivains, insuffisamment de professeurs. Restent les artistes, qui se connaissent tous. On nous répond ; cela viendra. Évidemment. N'empêche qu'une sainte indignation nous a saisis le jour où Sarah Bernhardt déclara que nous n'avions pas de poètes. Nous avons ressenti le propos à l'égal d'une injure. Pas de poètes ! Et qu'avons-nous fait pour qu'il en naisse ? Les frais d'une campagne électorale peupleraient Paris d'étudiants canadiens. Regardons la France. L'éclat de ses penseurs, de ses littérateurs, de ses poètes, de ses artistes, rayonne sur le monde. Chacun occupe une place ; chacun est une valeur. Qui donc s'attache à penser que Berthelot fut sénateur ? La tribune a-t-elle grandi Victor Hugo ? La photographie de Barrès auprès de la reine des Halles ajoute-t-elle quelque chose au délicieux auteur de *Colette Baudoche* ? Il faut, si nous voulons des compétences, les laisser se former, se cristalliser. La politique y trouvera profit : elle consultera ces compétences et leur demandera des hommes sûrs d'eux-mêmes, disposés à la lutte, déjà vainqueurs.

Ce chemin détourné ramène à la science, à l'enseignement, à l'école. C'est le creuset où se forment les spécialistes. Exercer son métier ne suffit pas : il faut avoir des idées générales. L'école franchie, l'expérience commence que la culture individuelle fortifie, mais l'école demeure le centre où l'on s'attarde à apprendre, où l'on prépare l'avenir. Ayons donc des écoles pour chaque spécialité, répandons l'enseignement des sciences appliquées et des sciences politiques, complétons-le en envoyant nos jeunes gens étudier à l'étranger.

Les nations, comme les individus, sont perfectibles. Avant tout, elles doivent donner un but à leurs efforts, nourrir leurs forces, les organiser, les décupler, et en diriger le faisceau vers les oeuvres immédiates.

Activité ne signifie pas tapage, vaines paroles ni déclamations creuses, mais application des facultés créatrices, bien ordonnées, à un objet déterminé. L'individu n'est fort que par le groupe qui l'utilise et le soutient. On ne lui demandera pas de tout savoir, de tout prévoir. Il suffira que, instruit de son rôle, exécutant l'acte qui lui est confié, il assure le travail que poursuit la collectivité.

Donc, instruire d'abord ; organiser et grouper ensuite ; distribuer les tâches ; exiger que chacune soit bien remplie : voilà la discipline qui n'exclura pas la liberté d'action, l'initiative, la spontanéité, la débrouillardise. Mieux préparé, le Canadien français comprendra la valeur de cette discipline, adaptée aux exigences de son génie, qu'il assouplira à ses mouvements et à laquelle il joindra l'élégance, laissant de côté le pas de parade pour le joyeux pas de course où se rythme l'agilité d'un corps sain.



"Il nous faut des hommes", écrit M. Henri Hauser dans les *Méthodes allemandes d'expansion économique*. Créons des hommes et, lorsque nous y serons parvenus, ne les laissons pas s'épuiser dans des recherches vaines. Surtout, ne les livrons pas à la rapacité sans cesse en éveil de l'adversaire. Honorons-les. Consultons-les. Ils nous donneront le plan de l'édifice auquel chacun travaillera.

L'édifice ! S' imagine-t-on encore qu'une oeuvre naît et se développe sans un esprit qui l'anime et la dirige ? Et que dire des destinées de tout un peuple ? Croit-on qu'elles se réaliseront par un harmonieux hasard ? Partout il faut, pour triompher, une ligne de conduite et des individus qui sachent où ils vont et qui donnent un plein rendement. Ils seront formés par l'enseignement professionnel que l'on placera à la base des réformes. Ces individus seront maîtres, d'abord dans leur domaine, dans le rayon immédiat de leurs efforts. Ils accompliront, en connaissance de cause, la tâche que nous leur aurons demandée. Puis, ils aideront à conduire les affaires publiques et feront pénétrer dans l'administration de notre fortune nationale les principes qu'ils auront préconisés.

L'avenir est à ce prix. Pour persévérer et survivre ; pour prouver que nous sommes ce que nous croyons être et manifester notre personnalité ; pour garder notre langue, véhicule de notre histoire, expression immatérielle d'un peuple et qui constitue pour l'homme, où qu'il soit, un droit naturel et sacré ; pour que demeure notre raison d'être et pour qu'elle éclate aux yeux de tous et s'impose comme une réalité nécessaire ; pour que, aux arguments de parole et aux arguments de plume, nous ajoutions l'argument vivant, incisif comme l'action, irréfutable comme la vie, évident comme le mouvement, l'argument homme ; pour que nous soyons, dans une civilisation qui, en partie, n'est pas la nôtre, des égaux que l'on respecte et chez qui on est forcé de reconnaître des qualités de race et d'intelligence victorieuse : préparons-nous, dans le culte de la supériorité.

Janvier 1917

La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

# II

## La science économique

(1931)

### I - Le cycle des richesses

[Retour à la table des matières](#)

L'économie politique est la science des richesses, de tout ce qui contribue à la satisfaction des besoins humains, sans cesse renouvelés et multipliés : une feuille de papier, une aune de toile, un morceau de pain, aussi bien qu'une pièce d'or. Ce sont des utilités et des valeurs. Ces richesses sont produites, réparties, consommées. Elles naissent et circulent. L'économie a pour objet de les suivre dans le voyage qu'elles accomplissent de leur origine au marché de consommation.

La production repose sur trois facteurs : la nature, le travail et le capital.

La nature fournit la matière et les forces physiques ; elle constitue le milieu par le jeu des influences géographiques. Elle ne se livre pas gratuitement. L'homme n'en obtiendrait que fort peu de chose, s'il ne faisait usage de ses bras et s'il n'avait inventé des instruments de lutte, de conquête, de fabrication.

Le travail, principe intelligent et directeur des entreprises, joue donc un rôle actif et nécessaire. C'est un effort vers la création d'une utilité, une peine que l'homme s'impose pour atteindre à un résultat pratique. Le travail est aussi à l'origine du capital qui est une réserve en vue d'une production ultérieure.

Dans le langage courant, le mot capital est synonyme de richesse : il désigne la somme que l'industriel ou le commerçant place dans une affaire. On dira : le capital de cette banque est de seize millions de dollars ; la liquidation de cette société a entraîné une perte énorme de capitaux. Bref, le public ne connaît guère que le capital-espèces. L'économiste emploie le terme dans un sens beaucoup plus large, que nous préciserons mieux en comparant le capital à l'épargne. L'épargne est aussi une mise de côté, mais inactive. Elle repose et s'accumule ; elle dure, mais n'agit pas. Un dépôt confié à une banque produit quelque chose, puisque la banque l'emploie à faciliter les transactions commerciales, mais il n'assume pas le risque d'une entreprise ; il recherche plutôt, contre des intérêts moindres, la sécurité. La chose est plus évidente encore si l'épargne est enfouie dans le bas de laine ou thésaurisée d'autre manière. Au contraire, le capital est une épargne agissante qui féconde le travail. Il revêt diverses formes : les approvisionnements, les matières premières, les bâtiments, les machines, sont du capital aussi bien que les valeurs mobilières ou les espèces métalliques. La plupart du temps, c'est une somme initiale qui se transforme pour les besoins de l'industrie et qui devient l'usine ; mais on imagine sans difficulté un capital qui naît et se développe sans l'assistance de la monnaie ni du crédit : un pêcheur qui creuse un arbre pour en faire un canot, instrument de production, crée du capital.

La nature, le travail et le capital, aidés par les découvertes de la science, unis dans une collaboration étroite, sont les agents du progrès matériel. Notre régime économique est caractérisé par une production à outrance, un industrialisme fiévreux, une concentration qui peut devenir dangereuse. Le capital, grossi de toutes les épargnes, appareil gigantesque, le travail syndiqué, masse formidable et houleuse, sont deux forces, mues par des intérêts opposés et qui se combattent sans s'épuiser. Au sein d'un monde dont tous les efforts sont tendus par l'espoir d'une fortune rapide et qui ne connaît plus d'autre rêve, à certains moments, que celui de l'or, se pose, âpre et inquiétant, le problème social, le problème de la misère que la richesse ambiante rend plus cruelle à porter.

Produire ne suffit pas : il faut écouler la marchandise, trouver des débouchés, opérer les rentrées, et diriger le capital-argent vers de nouvelles entreprises. Nous touchons au commerce, agent de circulation. Les négociants, hommes d'affaires, dépositaires, banquiers, agents de change, commissionnaires, répartis par tout le pays, en relations constantes avec l'étranger, déplacent les richesses et les distribuent. Ils servent d'intermédiaires. Le plus souvent, les marchandises rencontrent dans leur course les murailles douanières dont les peuples se sont entourés. Une guerre en résulte, celle des tarifs ; mais, en retour et par une sorte d'ironie des choses, la circulation est rendue plus facile par les transports et les instruments du crédit : la monnaie et

la banque. Ces mots disent l'importance des questions dont traite cette partie de l'économie : caractères d'une bonne monnaie, métaux précieux, stabilité de leur valeur, puissance d'achat de la monnaie, variation des prix, mécanisme du change, fermeté du crédit, substitution graduelle des valeurs fiduciaires aux valeurs métalliques ; fonction économique de la banque, augmentation progressive des dépôts, émission et garantie des billets ; transport des hommes, des marchandises, des titres ; échange commercial à l'intérieur et à l'extérieur, politique douanière qui favorise l'expansion d'un pays par l'utilisation de ses forces productrices. Vaste champ où l'activité commerciale s'harmonise.

La répartition des richesses offre plus d'intérêt au sociologue. Ici se noue le lien qui unit l'économie politique à l'économie sociale, sciences inséparables si l'une a pour objet d'élaborer les principes qui guideront l'action de l'autre. Naguère, les auteurs s'arrêtaient de préférence aux phénomènes de la production dont ils n'apercevaient pas encore tous les résultats ; ils considéraient d'abord le développement de la richesse. Rien de surprenant à cela car les économistes assistaient, captivés, au spectacle d'un monde se renouvelant sous leurs yeux. Les événements du jour répondaient à leurs espoirs de la veille. Le génie humain, sans cesse en éveil, livré à des recherches sitôt récompensées, confiant dans la réussite de son effort, maître de la vapeur et de l'électricité qu'il avait dérobées à la nature, promettait des conquêtes toujours plus nombreuses. C'était l'âge d'or !

Les choses ont vite changé. Les lois économiques, libres d'entraves, ont légitimé toutes les ambitions et fondé les fortunes du siècle dernier ; mais elles ont aussi provoqué l'inquiétude, la révolte et souvent la haine chez ceux qu'elles déshéritaient pour enrichir le petit nombre. La réaction a été brusque et presque aussitôt violente. Les fervents du progrès économique se sont effrayés des maux qu'il engendrait. Ayant pesé la part qui revient à chacun dans l'œuvre de production, ils ont réclamé des lois, humaines celles-là, des lois de protection ouvrière, qui adoucissent les effets d'une concurrence hautaine. Ils ont demandé que la répartition des gains fût plus équitable.

L'industriel paie l'impôt à l'État, la rente et le loyer au propriétaire, les intérêts au capitaliste, le salaire à l'ouvrier ; il garde le profit. On se rend compte des difficultés que soulève cette distribution. La seule question du salaire est une des plus ardues, des plus agitées. Qu'est-ce qui en déterminera le taux ? La loi ou l'initiative individuelle ? Est-ce l'offre ou la demande, c'est-à-dire le nombre des bras qui se tendent vers le patron ou celui des énergies que l'entreprise réclame ? N'est-ce pas plutôt la productivité du travail accompli ? Le problème est-il aussi simple et sa solution ne dépend-elle pas d'une foule de circonstances dont il faut connaître à fond la nature et le poids ? Le salaire une fois fixé dans sa quotité, est-ce tout ? Quelles mesures le garantiront contre les saisies abusives, contre les risques que subissent les entreprises ? D'autres questions naissent, tout aussi complexes, touchant la population ouvrière, la sécurité du travailleur, l'hygiène des ateliers, les assurances sociales, le chômage, le paupérisme. La vie économique, que nous

avons vue jaillir en bourdonnant hors de l'usine et se répandre par le monde, se complète ici d'un élément de plus qui l'ennoblit, qui la sauve : la justice.

Reste un dernier acte : la consommation des biens. Elle est immédiate ou différée, productive ou improductive. Les richesses disparaissent par l'usage ou bien elles sont épargnées et demeurent. Cette partie de l'économie politique a été longtemps écourtée. Pour lui donner plus de consistance, on y rattachait le budget et l'impôt, les recettes et les dépenses de l'État, l'assurance et l'épargne. Elle étudie aujourd'hui le budget ouvrier, mis en lumière par Frédéric Le Play, la dépense et le luxe, et surtout le rôle actif que peut assumer le consommateur.

Consommateur et contribuable ont large dos. Ils supportent, sinon sans mauvaise humeur du moins sans représailles, les plus lourds fardeaux. L'un et l'autre sont taillables à merci. Ils sont la masse et la masse est longtemps bonne pâte ; elle reçoit toutes les empreintes, oscille au moindre mouvement et subit la volonté des maîtres qu'elle s'est donnés, honteuse, dirait-on, de se ressaisir, et acceptant un sort qu'elle a une obscure conscience de mériter par son inertie. Heureusement il y a des réveils, et nous assistons à celui du consommateur. Le bon géant s'agite. Il se ligue et lutte. Il se rend compte que sa puissance existe et qu'elle lui est utile à autre chose qu'à renverser les princes. On l'a vu former des associations et obtenir des grands magasins d'excellentes réformes ; s'insurger contre le prix excessif de la vie, ou user du boycottage pour faire respecter ses droits. Il est piqué : il réprimera demain d'autres abus.

Le cycle se termine ici pour recommencer aussitôt. L'homme, en se nourrissant, consomme : il refait ses forces pour continuer le travail. La consommation du charbon dans l'industrie concourt à la production. Tout se tient.

Fidèle à la méthode des auteurs français, j'ai repris les quatre parties classiques de l'exposé théorique. La réalité est beaucoup plus entremêlée. Les phénomènes s'y précipitent et leur action est simultanée. L'industriel produit, vend, distribue et consomme la richesse tout à la fois. Son activité ne s'arrête pas pour se diviser. Mais, pour dénombrer ses initiatives, cataloguer ses efforts, un classement s'impose ; c'est l'objet de l'enseignement et sa justification.

## II - La loi fondamentale

[Retour à la table des matières](#)

L'économie politique est-elle une science ?

Question longuement discutée par les auteurs de manuels et de traités. La préoccupation première des économistes est d'affirmer et de démontrer la valeur scientifique de leurs ouvrages. Leurs adversaires, et ils sont nombreux depuis les auteurs dramatiques les plus gais jusqu'aux plus austères essayistes, prononcent avec dédain que l'économique est un art tout au plus, un ensemble d'observations assez disparates, sans lien et souvent sans intérêt.

Les auteurs pourtant semblent avoir un faible pour l'économiste. Vieillard charmant, discret, malicieux, homme de tout repos et membre de l'Institut par surcroît, il envahit le théâtre et le roman. On y peint ce personnage sous des dehors patibulaires : inoffensif, souriant avec mélancolie à sa vie qui finit, le cœur plein de bonté et l'esprit bourré d'une connaissance sur laquelle il ne se leurre guère. Il a, ainsi fait, quelque chose de l'abbé Constantin et de Sylvestre Bonnard. Tel le Garin-Miclaux de *L'Éventail*, que des chagrins d'amour ont fait "se retirer dans l'économie politique" et dans "le trente-cinquième fauteuil de l'Académie des Sciences morales et politiques". Écoutez-le raconter sa peine : "L'économie politique à laquelle je me suis consacré est une science ingrate, revêche, une science vieille fille. - Alors, pourquoi l'avez vous épousée ? - Oh ! pas par inclination, croyez-le bien. Plutôt par dépit."

Les essayistes, les sociologues ou les hommes politiques sont plus durs : ils n'épousent pas. Il leur déplaît que les économistes aient l'arrogance de prêcher une doctrine. Ils répudient cette pédagogie nouvelle et gênante. Ils ne prennent pas garde que leur critique se fait volontiers autoritaire : pour combattre les prétentions d'autrui, ils étalent les leurs et dogmatisent à leur tour, au nom d'une indépendance qui se borne à l'allure de leurs jugements.

Négligeons ces querelles.

Une science ne sort pas, toute vêtue, du cerveau des savants. Plongeant dans la réalité, où elle ramifie des racines nombreuses, elle est conditionnée par une série de phénomènes. Généralisation et synthèse, la science est un résultat. Elle observe et pénètre les faits, les accumule avec patience et méthode pour les grouper ensuite par catégories. Ces groupements révèlent bientôt des caractères identiques qui donnent lieu à des manifestations semblables. On sent, sous leur diversité apparente, une même influence : ils obéissent à un

principe qui est l'objet profond de la recherche scientifique. La science naît lorsque l'esprit dégage de la succession des phénomènes la notion de loi ; elle germe de la collaboration de la réalité et de la pensée. Savoir, c'est donc connaître la loi des choses et affirmer les rapports qui existent entre elles.

Dans toute science, l'observation est difficile parce qu'elle porte sur un domaine étendu où s'entre-croisent mille réactions que le savant doit démêler ; mais les sciences sociales poursuivent, au sein d'un enchevêtrement de causes et d'effets d'ordre physique, un élément plus mobile encore : la volonté de l'homme que détermine une psychologie compliquée. On n'arrive pas d'un coup à des conclusions fermes.

Il en a été ainsi de l'économie politique. Elle n'a trouvé sa pleine formule qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle. Certes, bien avant cette époque les hommes ont utilisé le capital, organisé le travail et l'industrie, exploité les richesses naturelles. La monnaie est d'un usage ancien et la banque a fonctionné dès qu'on en a compris les avantages. Les artisans du moyen âge et les entrepreneurs des temps modernes n'avaient pas attendu les économistes pour produire et progresser ; l'agriculture faisait vivre l'humanité de

#### LA SCIENCE ÉCONOMIQUE 91

ses produits et alimentait l'industrie de matières premières longtemps avant que le docteur Quesnay ne publiât, en 1756 et en 1757, dans la *Grande Encyclopédie*, ses articles sur les fermiers et les grains. Les hommes faisaient de l'économie politique sans le savoir. L'art a précédé la théorie.

Bien avant le XVIII<sup>e</sup> siècle aussi, des auteurs ont abordé les problèmes économiques. Le terme *économie* est d'origine grecque : Xénophon l'employa le premier pour désigner l'économie domestique. Platon, dans sa *République*, Aristote, dans sa *Politique*, ont laissé des définitions fort justes de la valeur et de la division du travail. "Ne croirait-on pas, en lisant ces lignes si simples et si précises, écrit M. A. Blanqui à propos de la *République*, parcourir l'un de nos meilleurs traités d'économie politique ?" Les questions monétaires et les questions commerciales ont fait l'objet, durant les temps modernes, d'une foule d'études et de monographies curieuses où des clairvoyances inattendues voisinent avec des erreurs courantes. Mais l'ensemble de ces travaux ne constituait pas une science et le *Traité de l'Économie politique*, publié par Antoine de Montchrétien, Sieur de Wateville, en 1615, n'apporta guère qu'un titre plus général, groupant les recherches empiriques poursuivies jusque-là par les savants isolés.

Or, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, se forma en France une école d'économistes dont les travaux contribuèrent à élaborer une doctrine scientifique. On les appelait les Physiocrates, du titre d'un ouvrage de Dupont dit de Nemours : *Physiocratie ou Constitution naturelle du gouvernement le plus avantageux au genre humain*.

Le plus célèbre parmi eux fut le docteur François Quesnay, médecin de Louis XV. Il était né en 1694. Venu à Paris pour apprendre son art, vite connu, il fut protégé par la Pompadour. Curieux et d'esprit cultivé, il s'adonna aux questions économiques et publia, outre les deux importants articles que nous savons, un ouvrage obscur et compliqué, le *Tableau économique*. Afin de se distraire, le roi en composa une partie pour l'imprimerie, sans s'arrêter à ces formules revêches qui passèrent, ignorées, sous ses yeux. Le livre eut quelque retentissement et fut accueilli avec enthousiasme par les amis de l'auteur. Mirabeau le père en fit cet éloge pompeux : "Depuis le commencement du monde, il y a eu trois découvertes qui ont donné aux sociétés politiques leur principale solidité. La première est l'invention de l'écriture qui seule donne au genre humain la faculté de transmettre sans altération ses lois, ses caractères, ses annales et ses découvertes. La seconde est l'invention de la monnaie, ce bien commun qui unit toutes les nations civilisées. La troisième, qui est le résultat des deux autres, mais qui les complète, est le *Tableau économique*, la grande découverte qui fait la gloire de notre siècle et dont la postérité recueillera les fruits."

Autour du docteur Quesnay s'étaient groupés Vincent de Gournay, le marquis de Mirabeau, Lemercier de la Rivière, Dupont de Nemours, l'abbé Baudeau. Plus tard, Turgot, moins ardent et plus pratique, se joignit à eux. Ces hommes ont été les précurseurs de la science économique et leur oeuvre, longtemps négligée, est aujourd'hui répandue, commentée. Leur pensée originale a déterminé l'évolution des idées.

Physiocratie veut dire gouvernement de la nature. Des lois dominent les sociétés et les gouvernent. Les hommes y sont soumis et doivent les respecter, car elles conditionnent l'ordre social. On se liguerait en vain : forces naturelles, leur triomphe est assuré. Qu'est-ce à dire, sinon qu'il faut avant tout veiller au libre jeu de ces influences nécessaires ? Vincent de Gournay a ramassé la pensée de l'École dans quatre mots qui ont fait fortune : laisser faire, laisser passer.

Les Physiocrates ne donnaient pas dans le romantisme naturiste et négligeaient les contes philosophiques. Ils ne prêchaient pas le retour à l'état sauvage, cher à Jean-Jacques et exalté par les voyageurs qui avaient approché, hors des atteintes néfastes de la civilisation, quelque tribu primitive et candide. Ils faisaient état des travaux accomplis et voyaient le progrès dans l'avenir. Mais ils ne se préoccupaient pas de définir les lois naturelles : elles existent, pensaient-ils, mais elles ne se démontrent pas. L'esprit les connaît sans effort ; elles s'imposent. "Le droit naturel des hommes, écrit le docteur Quesnay, diffère du droit légitime ou du droit décerné par les lois humaines, en ce qu'il est reconnu *avec évidence* par les lumières de la raison et que par cette évidence *seule* il est obligatoire indépendamment de toute contrainte." Par où cette théorie perdait toute rigueur scientifique et se dérobaît à sa base même. Elle n'en était pas moins fertile en conséquences : l'observation, mise sur la voie, allait lui trouver une expression plus conforme à la réalité.



En 1776, quelques années après la publication du *Tableau économique*, Adam Smith, philosophe écossais, écrivait son livre célèbre, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il avait fréquenté les Physiocrates et connaissait assez leurs idées pour les partager ou les combattre. Sa méthode est plus précise. Il tient compte des faits et les étudie de très près. Chef de l'École anglaise, son influence a été considérable. Elle subsiste ; et nos compatriotes anglo-saxons citent volontiers la *Richesse des nations* qui alimente encore nos discussions d'arguments à peine renouvelés.

Adam Smith ne partageait pas tout à fait l'avis des Physiocrates sur l'ordre préétabli et spontané. Pour lui, la source de l'activité économique réside dans l'homme, qui, toujours, poursuit son intérêt personnel. Ce mobile explique tout : la division du travail, l'échange, l'invention de la monnaie, le jeu du crédit, les agglomérations de l'épargne. L'intérêt personnel bien compris guide l'homme vers le progrès.

Smith est partisan convaincu de la liberté. La contrainte gênerait l'essor économique. L'homme doit être maître de chercher sa voie et de profiter des énergies qu'il porte en lui-même. Chacun, travaillant pour soi, ajoute au bien commun ; et les intérêts individuels, loin de s'opposer et de se détruire, s'harmonisent. "Tout homme, écrit-il, *tant qu'il n'enfreint pas les lois de la justice*, demeure en pleine liberté de suivre la route que lui montre son intérêt.

Il n'avait donc pas recours à l'expédient ultime et commode de l'évidence. Il démontrait, en s'appuyant sur l'observation, ce qu'il croyait être le principe premier du monde producteur. Il analysait de façon lumineuse les phénomènes économiques, les reliait, et poursuivait sous leurs manifestations dissemblables la révélation d'une même force créatrice. Il cherchait une formule scientifique que Jean-Baptiste Say, qui vulgarisa l'économie politique, devait dégager définitivement.

Ayant appris, durant un court séjour en Angleterre, la langue du pays, Jean-Baptiste Say lut dans le texte l'œuvre d'Adam Smith et s'y intéressa vivement. Pénétré des idées du maître, il publia, en 1803, un ouvrage dont le titre et le sous-titre : *Traité d'Économie politique, ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, renferment une définition et une division de l'Économique que la plupart des auteurs classiques ont depuis maintenues.

Il veut établir une science indépendante, analogue aux autres sciences, logée dans le domaine transcendant de la théorie pure et impassible. Il n'a cure de la critique et néglige l'approbation des hommes. Il enseigne *ce qui est* et, lorsque l'Empereur le prie de modifier quelques-unes de ses opinions, il a ce courage de ne pas céder sa pensée contre des honneurs.

Jean-Baptiste Say a parlé le premier des lois économiques, dans la seconde édition de son traité parue en 1814. Il s'emploie à les découvrir et à les formuler. Il en caractérise ainsi la rigidité : "Ces principes ne sont pas l'ouvrage des

hommes. Ils dérivent de la nature des choses ; on ne les établit pas, on les trouve ; ils gouvernent les législateurs et les princes, et jamais on ne les viole impunément." Voilà, exprimée avec vigueur, la pensée dominante du libéralisme économique.

Nous sommes au terme de notre recherche. A l'empirisme et aux écrits rudimentaires des premiers économistes a succédé le langage scientifique des auteurs contemporains. Nous avons suivi le travail de l'esprit, déduisant des faits les règles communes qui serviront de guides. Nous n'avons pas épuisé la question. Il reste à savoir la valeur de ces principes économiques et si ces lois sont inviolables.

L'assurance des économistes est-elle justifiée ? Possèdent-ils la vérité et méritent-ils une foi inébranlable ? Les principes qu'ils énoncent sont-ils continus, rigoureux ? Que signifient les interminables querelles des Écoles ? Qu'est-ce qu'une science ainsi combattue, partagée, d'apparence contradictoire ?

À dire vrai, des économistes renommés nient l'existence de principes universels, déterminant l'activité productrice. "De loi suprême, unique, de l'action des forces économiques, il n'y en a pas et il ne peut pas y en avoir, écrit Gustav Schmoller. Le résultat général des causes économiques d'une époque et d'un peuple est toujours pour l'esprit quelque chose d'individuel, que nous expliquons par le caractère du peuple, par l'histoire, en nous aidant de vérités générales, économiques, sociales et politiques, mais que nous sommes loin de pouvoir ramener *dans tous ses éléments* à ses causes propres. En, ce qui touche le développement général des rapports économiques humains, nous n'avons guère plus que des *explications tâtonnantes, des principes hypothétiques*, des considérations téléologiques." Voilà qui est catégorique, sinon clair. On explique assez bien un point, un stade de l'histoire économique des peuples ; on ne saurait définir ni même dévoiler la cause lointaine, originelle, de l'ensemble "des rapports économiques humains". Elle nous échappe. Elle n'existe pas ; elle ne peut pas exister scientifiquement.

On opposerait à ce témoignage l'opinion de plusieurs économistes. Retenons celle de Colson, membre de l'Institut, libéral modéré, qui joint à son titre de professeur d'économie politique celui d'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées. Que pense ce savant dont l'esprit s'est formé au contact des sciences exactes ? Tout en reconnaissant "qu'il y a quelque chose de fondé dans l'accusation d'incertitude portée contre l'économie politique", il ajoute : cette science "conduit à des résultats certains qui, sans avoir le caractère de lois immuables, subsisteront tant que les dispositions primordiales de la masse du genre humain resteront ce qu'elles sont aujourd'hui".

Il ne faut donc pas demander trop à l'économie politique. C'est une science sociale, une science de l'homme et non pas une science mathématique, absolue, sans conteste possible, encore que des opérations numériques confirment telles vérités économiques. Son objet, c'est l'homme livré à son activité ; ce

sont les rapports constants que fait naître entre les individus l'œuvre de production et de répartition des utilités.

Elle a son domaine propre, ses méthodes, ses procédés qui enregistrent des phénomènes spécifiques, qu'elle compare et apprécie. Elle s'assimile la réalité mouvante, le flot humain, qu'elle arrête un instant pour reconnaître sous ses ondulations une force qui l'agite et le mène. Elle observe, définit, affirme et conclut. Restant dans ces limites, ne peut-elle pas être vraie et, ses recherches demeurant impersonnelles, ne peut-elle pas atteindre, traduire cette réalité, c'est-à-dire être scientifique ? Certes oui. "Si nous constatons, écrit très justement Paul Bourget, que toutes les périodes de prospérité pour les peuples ont impliqué certaines conditions, et toutes les périodes de décadence certaines autres, nous serons scientifiques en concluant que, très probablement, la pratique des unes améliorera un pays que la pratique des autres détériorera davantage. Nous serons scientifiques encore en inscrivant dans nos constitutions ces lois de santé, en proscrivant ces lois de destruction."

Ainsi font les économistes. Par des constatations répétées et par la réflexion, ils ont acquis des *certitudes essentielles* sur l'organisation du travail, sur la genèse et l'accroissement du capital, le mécanisme et les instruments de l'échange, la distribution et la consommation des valeurs. Ces éléments ont permis de prévoir avec quelque sûreté ; et les principes économiques ont reçu maintes fois la confirmation du temps. Un exemple suffira. Les crises commerciales ont été étudiées, dans leurs origines, leur évolution, leurs répercussions, avec une patiente exactitude. Nous savons que les crises sont périodiques, qu'elles sont l'aboutissement d'une période de prospérité où la folie des spéculations provoque, accompagne, maintient un moment la hausse exagérée des prix. Des signes évidents révèlent l'approche de la catastrophe. Ils ne sont pas trompeurs et un oeil exercé les discerne. Longtemps avant la crise américaine de 1907, on avait prévu et presque raconté le formidable écroulement des valeurs surexcitées.

Il reste un point à éclaircir. S'il existe des lois, ou simplement des tendances économiques, les gouvernements n'ont que faire d'en gêner l'action et le système s'impose de la liberté absolue, préconisée par Adam Smith et par l'École classique. D'ailleurs, Jean-Baptiste Say nous a prévenus que les forces économiques dominent les peuples et gouvernent les rois et qu'on ne les contrarie pas sans qu'il en coûte.

Cela est juste, en principe.

La concurrence libre et l'initiative individuelle ont beaucoup contribué au développement du monde économique. L'industrie, le commerce, le crédit ont profité du régime de la liberté. Dans un pays neuf, en particulier, les énergies ont à lutter contre tant d'éléments qu'il serait périlleux d'ajouter aux difficultés par une réglementation hâtive.

Il est vrai aussi que certaines lois économiques sont immuables. En vain l'autorité cherche à les contourner, elles renaissent, affranchies tôt ou tard dans leurs conséquences. Les lois monétaires offrent le type de cette rigidité. Instrument des échanges, la monnaie est une mesure des valeurs. On ne peut en modifier les caractères essentiels ni en altérer la nature. Les rois l'ont entrepris sans succès et les pouvoirs modernes ont subi le contre-coup ruineux de tentatives semblables.

Cependant la liberté a des limites. Afin de sauvegarder l'industrie et son expansion, des écrivains, que n'émeut pas le malaise social, conseillent à l'État de ne pas intervenir. Optimistes à la manière des premiers économistes, ils condamnent la législation sociale au nom du progrès. Cette conception ne manque pas de grandeur, mais la recherche incessante de l'intérêt personnel conduit aux pires abus et à de terribles réactions. La lutte n'est pas égale que soutiennent, au sein de la liberté, les hommes acharnés à la poursuite de la richesse. Les faibles, les moins favorisés, subiront la défaite, pour un temps ; mais, au nom des mêmes principes qui auront provoqué leur perte, ils réclameront un jour le droit à l'existence, le droit au bonheur et à la satisfaction de leurs instincts.

L'intervention de l'État est une nécessité sociale. La collectivité ne saurait se désintéresser du bien-être des individus ni permettre, fût-ce sous le noble prétexte de respecter les libertés économiques, que l'injustice et la souffrance menacent le grand nombre. Faudrait-il, par exemple, laisser la concurrence continuer son oeuvre de rabais parmi les ouvrières à domicile et renoncer à déterminer un salaire minimum, pour ne pas troubler le jeu des intérêts ?

Il y a, au-dessus des lois économiques, les lois d'humanité. Les enseignements de l'économie politique ne sont pas inutiles et les gouvernements en doivent tenir compte. Mais comment admettre que l'idée de justice soit bannie d'un monde livré à la matière ? Ne résistons-nous pas, chaque jour, aux forces physiques ? Le progrès, c'est la mainmise de l'homme sur les forces naturelles. Si le progrès social l'exige, pourquoi en serait-il autrement des forces économiques ? "Je respecte infiniment, disait Ferdinand Brunetière, les lois de l'économie politique ; seulement je ne les crois pas de fer ni d'airain et, quand on me dirait qu'elles le sont, quand on me le prouverait, je protesterais encore et je dirais qu'au XXe siècle, dans une société civilisée, deux choses, retenez-le bien, sont inadmissibles : l'une qu'un honnête homme qui peut, veut et sait travailler meure de faim, et l'autre, que la femme soit gênée dans les fonctions de la maternité."

Cette phrase résume avec éloquence la juste doctrine.

### III - La méthode

[Retour à la table des matières](#)

Ces questions économiques, ces phénomènes de la vie matérielle, comment les étudier ? Quels principes guideront les recherches ? Quelle méthode conduira à la vérité scientifique et engagera dans la voie des réalisations ?

L'économie politique n'est pas une science abstraite, comme on le croit trop. Des traités d'économie, à dire vrai peu nombreux, ont l'apparence de manuels d'algèbre. On y a mis force chiffres et d'ininterminables équations qui chevauchent entre les marges. Les lignes géométriques s'entre-croisent et forment d'étranges arabesques, car on y étudie les courbes et si elles sont concaves ou convexes. Le profane referme ces livres, découragé :

*Vous m'offrez du brouet quand j'espérais des crèmes.*

Il demande qu'on l'éclaire sur des problèmes d'ordre pratique : on lui répond par *a plus b*. Rien d'étonnant qu'il se lasse, ayant autre chose à faire, le plus souvent, que de chercher la raison mathématique de la société.

Ce n'est pas le moment de critiquer cette méthode, chère à Stanley Jevons, Walras, Vilfredo Pareto et à d'autres. Elle présente de l'intérêt. Les chiffres sont positifs ; leur alignement est impressionnant autant que rigide. Si le nombre, par une gymnastique sûre, établit la vérité d'une loi économique, il fournit à la science une démonstration indiscutable, un dernier argument, et pose l'esprit sur une base inébranlable. Les lois de la vie et de la mort ont été mises en tables. Le hasard même obéit à des principes qui n'ont rien de capricieux et que les géomètres se flattent d'avoir fixés. Il se peut.

Doit-on croire pourtant que l'étude des phénomènes économiques exige une connaissance approfondie des barres et des ronds ? L'économie politique est avant tout une science d'observation, très proche de la vie, qu'elle s'efforce à pénétrer. Elle tient compte d'abord des faits et, si elle énonce des lois, c'est à la condition de les étayer d'observations répétées.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Les premiers économistes ont été trop souvent de purs théoriciens. Ils se tenaient éloignés du monde extérieur et cultivaient les idées dans leur cabinet de travail. Leur a-t-on assez reproché leur tour d'ivoire et cet *homo oeconomicus* qu'ils avaient imaginé pour le nourrir de leurs abstractions ! Ils ont été cause que l'on a fait à l'économie le

reproche, dont elle a eu tant de mal à se justifier, d'être une science inhumaine, impassible au milieu des misères qu'elle constate, si même elle ne les a pas suscitées.

Mais ces auteurs étaient de leur époque. Ils réclamaient le libre jeu de ces lois naturelles auxquelles il leur paraissait que l'univers est inéluctablement soumis. En fait, des contraintes de toute sorte gênaient l'essor économique. Partout, des barrières s'élevaient qu'ils voulaient renverser. Ils y réussirent non sans peine et gagnèrent petit à petit que le champ de l'initiative fût élargi et certaines libertés reconnues : liberté du travail, liberté du commerce intérieur, puis du commerce extérieur. Adam Smith écrivait sans trop d'espoir ; l'Angleterre était bardée de protection. Pourtant, peu après la mort du philosophe économiste, ses idées triomphaient : Huskisson accomplissait ses premières réformes tarifaires, et Cobden engageait la lutte, à la tête de la Ligue de Manchester, pour l'abolition des lois céréales.

Les théoriciens ont secoué l'opinion. Ils ont, en libérant la concurrence, précipité l'avènement de l'industrialisme ; mais cet industrialisme n'alla pas sans inconvénients. La liberté, poussée à l'extrême, érigée en précepte, devint intolérable et même néfaste. Il fallut réagir et ne plus se contenter du *laissez faire*. On fit appel à la loi : la concurrence fut limitée, le travail réglementé, l'industrie surveillée. Pourtant quelques auteurs prêchaient toujours la théorie pure et l'harmonie naturelle des intérêts.

Ce mépris des faits n'existe plus. Au contraire, le fait nous fascine et nous retient. Auguste Comte le mit à la mode ; Frédéric Le Play partit, à travers le monde, à sa recherche ; Taine le porta sur ses fiches avec la patience d'un bibliothécaire ; Pasteur le poursuivit jusque dans les infiniment petits ; Claude Bernard se fit le critique avisé de la science expérimentale ; tandis que Flaubert et l'École réaliste s'efforçaient à faire des romans avec ces fameuses tranches de vie qui exaspéraient tant Ferdinand Brunetière. Depuis, la science a continué de s'attacher au réel. Elle part des faits et non plus tant des idées, elle observe avant de généraliser. C'est une tout autre méthode et c'est la meilleure.

L'économie politique est donc, je le répète, une science d'observation qui prend son bien dans le milieu social. Non pas que le raisonnement en soit banni. Recueillir des faits pour le plaisir de les accumuler serait un travail fastidieux et vain. On doit les grouper, les coordonner, les analyser, les juger. Le botaniste est un classificateur : il range ses plantes mortes et son herbier contient des espèces bien étiquetées, mais l'intellect éclaire le soin de ce savant. Le collectionneur même ne recherche pas seulement la satisfaction d'une douce manie. Il ordonne, il catalogue avec amour. S'il poursuit partout et avec une infatigable persévérance la pièce qui lui manque, c'est qu'elle ajoutera à l'harmonie de cet ensemble : une collection ! Quoi qu'on accomplisse, le raisonnement est le guide nécessaire, le fil conducteur qui, de la succession des faits, dégage la pensée.

Comment l'économiste isolera-t-il les faits, matière première de ses études ? Aura-t-il recours à l'expérience ou, plus exactement, à l'expérimentation ? Le chimiste a ses cornues : il suit à volonté les réactions qu'il provoque et qui se produisent sous ses yeux, selon des lois dont beaucoup lui sont encore inconnues. Mais l'économiste pétrira-t-il de l'humanité dans quelque gigantesque creuset ? L'objet de son observation, c'est l'être vivant, volontaire, presque insaisissable, au moins dans sa totalité. La société obéit à des lois qui ne sont pas toutes des lois physiques. Le mouvement économique subit des forces psychologiques, intellectuelles, sentimentales. Comment tenter une expérimentation sur de pareils éléments et les placer dans des conditions telles qu'ils ne se modifient pas d'eux-mêmes à l'instant précis où on croit les tenir ?

Cependant des foules d'événements ont la valeur au moins de l'expérience, une valeur relative mais suffisante quand elle est multipliée. Il n'est même pas impossible de tenter directement une expérience sociale. On l'a fait souvent et avec des résultats appréciables. On répète que la Nouvelle-Zélande est un *laboratoire d'expériences sociales* ; le livre d'un chargé de mission, M. Henri Charriaut, porte ce titre suggestif : *La Belgique moderne, terre d'expérience* ; il existe un Institut international pour la diffusion des expériences sociales, qui a son siège à Paris ; enfin *l'Action populaire* de Reims, prototype de notre *École sociale populaire* de Montréal, n'a pas d'autre objet que de montrer ce qui s'est fait et, par conséquent, de vulgariser des expériences. Les colonies socialistes du nouveau-monde sont célèbres. Elles ont échoué lamentablement. Les lois sociales sont des expériences. Il arrive que, peu après les avoir promulguées, il faille les remanier : c'est le signe que l'expérience n'a pas réussi et qu'elle est à recommencer. La leçon n'en demeure pas moins.

L'observation remonte dans le passé ou s'en tient à l'actualité ; elle s'appuie sur l'histoire ou se contente de suivre les manifestations économiques du monde contemporain.

L'histoire est d'un grand secours. Non pour y chercher que l'instabilité est la condition nécessaire du devenir social, mais pour en tirer des preuves, des leçons, une sauvegarde. Certains économistes ont fait grand état de leurs connaissances historiques. Ils en ont exagéré sans doute l'importance et l'utilité ; mais ils ont été des rénovateurs. Toutes les écoles font leur profit de ces études. La vie économique des sociétés disparues a été reconstituée. Les peuples primitifs n'ont pas échappé aux savants, qui leur ont demandé de nous éclairer sur les origines de la production. La géologie et la paléontologie aidant, le milieu préhistorique est apparu. Les cavernes racontèrent une époque perdue : livres de pierre où l'on retrouva les premiers outils de l'homme, c'est-à-dire son premier capital, grossier et gigantesque. On suivit les développements de ce stade initial, simple et barbare, dont quelque chose se répète chez les peuplades non civilisées qui subsistent. On voulut préciser les raisons du pénible travail de perfectionnement accompli par l'humanité à travers des siècles de conquête. Quelques grands principes parurent y avoir présidé : la division de l'effort, l'échange, la monnaie, l'association. Les étapes de l'industrie moderne furent racontées. Admirable victoire qu'un siècle, grand

entre tous, devait achever et rendre durable. Je parlais d'expériences : le passé en est fait.

Notre histoire canadienne nous révélerait des choses intéressantes, encore mal connues. Nous avons beaucoup d'historiens qui se complaisent surtout au récit de nos luttes militaires et de nos attitudes politiques. L'histoire du Canada économique est à faire. Que de choses Champlain et Talon nous enseignent ! La synthèse n'a pas été tentée que l'on tirerait de travaux isolés et de documents inédits. Une période surtout apparaît délaissée : celle qui s'étend de la Cession à la Confédération, de 1763 à 1867. Il y a là un siècle à connaître, à juger. Deux événements importants s'y sont produits : l'application du libre-échange en Angleterre et, par contre-coup, la libération de notre marché. Ces deux faits ont-ils exercé leur pleine influence ? Ont-ils été gênés dans leurs répercussions par notre situation politique, encore mal assise ? Je le crois : il faudrait le démontrer. Les Anglais s'y sont essayés. Pourquoi pas aussi un des nôtres, s'il en a le loisir, puisque c'est, hélas ! la condition première.

Reste l'actualité, prise sur le vif, suivie au jour le jour. Le champ est vaste, et l'économiste y exercera son activité. Étude difficile, étendue, à chaque instant arrêtée par les problèmes nouveaux qui surgissent et compliquée par l'intervention de l'homme, facteur intelligent et libre.

L'économiste pénètre ces phénomènes, les décompose, les répartit pour les soumettre à un examen plus minutieux. Comment embrasser dans son ensemble et scruter jusque dans ses recoins cette formidable vie ? Par l'observation continue. On étudiera sur place, si possible, en prenant part au mouvement industriel, commercial et financier : en aidant les initiatives sociales ; en parcourant les pays, pour interroger les races, les milieux, les climats, les habitudes. Si ces enquêtes personnelles ne lui suffisent pas, l'économiste dépouillera celles que conduisent les gouvernements, les institutions, les groupes. Elles ne sont pas toujours sûres : il en corrigera les tendances. Enfin il alignera les statistiques, dont on tire grand parti et même tous les partis. Arme dangereuse à manier et qui fait pointe de tout côté. Rumelin, écrit M. André Liesse, comptait déjà, il y a quarante ans, soixante-trois définitions de la statistique. On connaît celle-ci, que le public a tout de suite retenue : "l'art de préciser ce qu'on ignore". Il faudra donc vérifier les chiffres et les admettre avec une précaution extrême. Bien compris, ils serviront ; ils diront tout d'un pays : ses besoins, sa vigueur, ses malaises, ses faiblesses.

Par ces moyens, et d'autres encore, l'économiste réunira des faits nombreux sur lesquels il appuiera son jugement, ses doctrines. Il pourra dès lors risquer une idée générale et la croire solide, scientifiquement. Ces tâtonnements engendreront une certitude, au moins relative, car on ne saurait tout demander à l'esprit humain quand les plus fières théories, celles qui paraissent définitives, celles qui donnent à l'humanité une orgueilleuse confiance en son génie, sont renversées par une découverte inattendue, peut-être elle-même illusoire.



Mais nous observons peu, trop peu, alors que la réalité est là, près de nous, à portée de notre esprit. "Quelle est la couleur de la pomme de votre escalier ?" demandait un critique à un jeune romancier, venu lui confier ses rêves. Observer, comprendre, retenir, ainsi se tisse l'expérience. Les faits nous entourent. Nous les subissons. Ils nous forcent la main. Chacun porte en soi une leçon, l'application de quelque principe, un morceau d'idée, de vérité. Profitons-en.

Quiconque, au lieu d'agir machinalement, disciplinerait sa volonté à observer, verrait s'éveiller sa pensée et s'illuminer la tâche quotidienne. Que le comptable s'en tienne à la comptabilité, mais qu'il en sache le rôle et l'utilité. Il bâtit en chiffres une entreprise ; qu'il ne se contente pas de poser des signes, qu'il les suive au delà de leur expression numérique. Que le commerçant étudie le commerce, puisque c'est sa profession. Les transactions de chaque heure, s'il les surveille, lui apprendront des choses qu'il ne soupçonne peut-être pas. Il accepte des lettres de change, il signe des chèques, il escompte des billets à ordre. Ces effets lui sont familiers. Ils sont tout le crédit : s'y arrête-t-il ? Que l'industriel concentre son intérêt sur la fabrique dont il est le maître et dont il doit posséder jusqu'au moindre rouage. Il servira sa fortune en devenant une "autorité sociale". Est-il au courant des procédés de production ? S'il avait à défendre son usine et ce qu'elle représente, le pourrait-il ? L'industrie, c'est l'union fertile du capital et du travail, c'est un élément de la richesse nationale ; y pense-t-il ? Veut-on encore un exemple ? Le médecin exerce un art très noble à la vérité. Chaque vie qu'il sauve est acquise à la société. Force de travail, elle s'ajoute aux autres, grâce à ses soins. Ainsi ses actes ont des répercussions prolongées et contribuent, en définitive, à la conservation de la richesse économique la plus appréciable : l'être humain. Combien le veulent savoir, combien s'y intéressent vraiment ? Bref, que chacun s'attache à sa spécialité, mieux que pour devenir un bon ouvrier.

L'intelligence, pour en arriver là, a besoin d'une règle. Il est bien de conseiller l'observation de la vie ambiante, mais encore sied-il d'indiquer ce qu'on doit observer et comment. Les facultés d'observation s'assouplissent par la pratique, elles finissent par se porter d'elles-mêmes vers un objet qui les retient ; mais il leur faut un guide, du moins au début. Ce guide, c'est le livre ou le maître. On approfondira mal l'activité économique si l'on n'a pas d'abord étudié la science économique.

On commencera par les travaux les plus simples, ceux qui habillent la table des matières d'un tissu léger et n'ont d'autre intention que de fournir des principes. Il existe des brochures et de petits traités qui mettront sur la voie, qui éveilleront la curiosité en même temps qu'ils donneront une vue d'ensemble. Je songe à la Vie économique, de Bertrand Nogaro, ou encore à l'Initiation économique, de Daniel Massé ; mais je n'indique pas ici de préférence, si ce n'est pour le traité élémentaire. Il familiarise avec une science que l'on imagine, je ne sais vraiment pas pourquoi, rébarbative. Mis en appétit, l'étudiant acquerra le goût de plus amples poursuites, qu'il dirigera sans doute

vers des oeuvres plus considérables ; qu'il s'y arrête sans trop s'y attarder, à moins qu'il ne veuille s'en tenir au domaine de la théorie.

Mais, pour la plupart, la pratique importe, car chacun désire, en se spécialisant, s'entraîner à l'exercice d'une profession ou d'un métier. On s'intéressera de plus près à la finance, à l'industrie ou au commerce, selon que l'on se sentira porté, par ses dispositions d'esprit ou son ambition, vers l'une ou l'autre de ces fonctions économiques. Dès lors, il sera tout naturel de recourir à des ouvrages portant sur l'activité à laquelle on veut se consacrer ; mais on absorbera d'autant mieux les données techniques que l'on possédera déjà une connaissance générale de l'économie. Les idées se rangeront à leur place dans un tout une fois établi.

Quant au fil conducteur de l'actualité, des publications périodiques - les lettres mensuelles que distribuent les institutions de crédit, par exemple - le dérouleront : rien ne vaut comme de méditer sur un fait récent, le rattacher à une théorie, y chercher une confirmation, parfois même la raison d'une attitude. Je vois d'ici, sur un rayon, les livres et les brochures qu'un jeune homme groupera avant de se livrer aux études économiques : un ou deux bons manuels, quelques essais sur la spécialité qu'il convoite, un ou deux périodiques et, pour le chevet, *l'Annuaire du Canada*, qu'il lira chaque jour et relira, comme ceux qui aspirent à posséder un vocabulaire lisent le dictionnaire.

Il y a chance pour qu'on trouve les traités nécessaires là où ils doivent se trouver : dans les bibliothèques. Jusqu'ici, on leur a demandé surtout des oeuvres d'imagination. Est-ce un mal ? C'est, dans tous les cas, déjà lire ; et ce qui vient du roman s'en va souvent par le roman. Cela passera. Nos bibliothèques possèdent une quantité appréciable d'ouvrages et de revues techniques. Autrefois, il fallait courir à Boston pour se renseigner sur un point de notre histoire économique. Il n'en est plus ainsi. L'essentiel c'est que ces ouvrages soient demandés, qu'ils soient lus. C'est un commencement. Plus nombreux chaque jour les chercheurs s'intéresseront aux questions actuelles, si importantes pour nous ; et ce sera la contagion du bon exemple. Que chacun se donne rendez-vous pour préparer, dans le silence des salles de lecture, l'oeuvre de résistance et d'attaque. Heures recueillies d'où sortiront mieux que des paroles : des idées et des actes. Puisse nous ainsi, avec le temps, réaliser le mot de Maurice Barrès : "La sève nationale aujourd'hui est en émoi, et voilà que les individus pensent généreusement".

## IV - L'expression

[Retour à la table des matières](#)

Monsieur Thiers disait en 1850 : "L'économie politique est un genre de littérature plus ennuyeux que les autres." Il oubliait, pour faire un mot, les articles étincelants et narquois de l'auteur des *Harmonies économiques*, Frédéric Bastiat, qui fut l'égal de Paul-Louis Courier et le plus rude adversaire de Proudhon. Ces mots de grands hommes passent d'autant mieux à la postérité que c'est elle, le plus souvent, qui les invente. Celui-ci est bénin. Si M. Thiers le prononça vraiment, c'est que les attaques dirigées contre lui par quelque obscur sociologue lui avaient donné de l'humeur. Il ne faut pas tenir rigueur aux politiques : ce sont des hommes et qui le prouvent. Et puis M. Thiers a fourni là une citation facile à ceux qui écrivent sur la science économique. Son mot se place bien. Il revêt l'autorité d'un homme célèbre ; et c'est un plaisir, l'ayant rappelé, de montrer aussitôt combien il est injustifié.

L'économie politique n'est pas une science ennuyeuse. Certes, tels ouvrages ne sont pas exempts de longueurs ni d'obscurités et il en est même qui sont déconcertants. On lit très peu, si même on consent encore à lire, le *Tableau économique*. Il est parfois incompréhensible, et les plus assurés ne s'y sont pas attaqués impunément. De même, Ricardo n'a pas toujours trouvé le chemin de la clarté. Ce sont des exceptions et la plupart des économistes ont recherché la forme. Adam Smith et Turgot ont été des écrivains goûtés, autant que des économistes sévères. L'ouvrage de Necker sur les *Finances de la France* exerça un singulier attrait ; on raconte même que les femmes, en le lisant, versaient des larmes abondantes.

Notre temps a connu nombre d'économistes intéressants par leurs doctrines et par leur façon de les exposer. Les questions économiques ont aussi été portées à la tribune et la science revêche a nourri l'éloquence, fût-ce celle de M. Thiers. Défense un peu vaine d'ailleurs car on ne demande pas aux économistes d'être des littérateurs, d'écrire des livres "qui se lisent comme des romans". Il suffit qu'ils soignent l'expression. L'école française, en général, s'y est pliée, inquiète sinon d'élégance au moins d'une agréable sobriété ; on le lui a même reproché comme une frivolité quand, se faisant souple, elle s'adaptait au goût du profane. Le lecteur ordinaire, bien différent du spécialiste, condamné par état à de fastidieuses compilations, a l'horreur instinctive de ce qui l'ennuie. Trois pages de soporifique et le volume est refermé. Il lira les choses les plus ardues pourvu qu'on les lui présente sous un jour aimable : il demande que l'auteur aguiche sa curiosité et il réclame des crèmes ; il est humain et ne se fait pas faute de l'avouer.

On trouve, même dans les traités, des détails, des comparaisons, des images, qui naissent de la vie courante et y rattachent la théorie familièrement. La *Monnaie*, d'Alfred de Foville, la *Statistique*, d'André Liesse, sont des modèles de ce genre ou les sujets les plus compliqués, mettons, si l'on y tient, les plus rébarbatifs, sont envisagés avec aisance, parfois avec le sourire, toujours avec une philosophie assouplie d'idées générales. Je me rappelle le sort que subit un article sur une question d'économie canadienne, préparé, d'ailleurs avec soin, par un spécialiste de chez nous à la demande d'une revue française. Lorsqu'il parut, il était méconnaissable : les chiffres s'étaient réfugiés dans la discrétion des marges ; des nuances adoucissaient les angles d'une technique trop accentuée ; des notes poétiques éclairaient ici et là les masses trop denses : la forêt canadienne, accrochée à l'extrémité ouest de la carte, déroulait trois larges banderoles sur le pays immense.

Je cueillerais des exemples à chaque page de Lucien Romier. Voici, en quelques phrases, une histoire de la route, morte puis ressuscitée :

"La route, qui fut abandonnée, depuis la construction des chemins de fer, aux promeneurs suburbains, aux chemineaux et aux carrioles des marchés hebdomadaires, la route, la belle route des grands siècles, a retrouvé sa vie et sa fécondité. Grâce à l'automobile !

"Chacun de nous, enfant, le jeudi ou le dimanche, dans ses promenades accompagnées, piétina d'un pas innocent le cadavre de la route morte. Aujourd'hui, elle est ressuscitée.

"Elle est si bien ressuscitée que déjà naissent autour d'elle des disputes d'amoureux jaloux. Appartient-elle au piéton, au char ou à l'automobile ?

"Son passé répond : la route fut, de tout temps, une ligne aménagée pour la circulation rapide d'une ville à une autre. Les bâtisseurs la destinèrent, non au riverain, mais au voyageur. Son tracé dédaigna les villages et si elle-même fit naître des bourgades ou des relais, elle les créa pour son service.

"La route appartient à la vitesse."

Ce qu'il reste de cela ? Mais une imagination éveillée et une connaissance que la couleur avive. L'esprit, intéressé par le spectacle d'un fait économique qui s'est produit à l'étranger, se porte aussitôt vers le milieu où il vit pour y découvrir une analogie ou une différence : la recherche est amorcée. Nos routes ont-elles expiré aussi dans notre pays si jeune ? Ont-elles créé des bourgs, puis des villes ? L'automobile les a-t-elle transformées ? Ne voit-on pas qu'on les redresse, laissant à côté du goudron neuf et sombre l'ancien tronçon abandonné ? Que l'on essaie de faire jaillir ainsi l'étincelle des traités sans vie que la statistique alourdit, ou des manuels que les nomenclatures étouffent. Je plaide l'intérêt de ce procédé et sa fécondité. Romier livre la route à la vitesse et voici comment Georges Duhamel traduit cette pensée banale, *les transports suppriment les distances*.

"Si nous prenons notre élan, si nous sautons un peu trop fort, avec nos désirs de vingt ans, nous retombons aussitôt de l'autre côté des frontières. Singulier miracle de ce que Vigny nommait, dans sa pudeur lyrique, le taureau de fer. Miracle, bientôt, demain, miracle encore plus hardi, et si curieusement individuel de cette auto qui diminue tout et qui nous laissera, déconfits, citoyens d'une patrie minuscule. Jeune homme, ne vous étirez pas si fort, vous allez heurter la Belgique. Ne sautez pas si légèrement, vous iriez trébucher sur les montagnes de la Suisse. Ne jetez pas votre ballon avec une vigueur inconsidérée : il rebondirait en Allemagne. L'Europe n'est plus là-bas : elle est ici."

J'avoue qu'avec Duhamel on franchit le domaine du moraliste-littérateur pour s'acheminer vers le roman. La littérature elle-même, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et même de nos jours, s'est tournée, pour y puiser, du côté de l'économie et surtout de la sociologie. Les écrivains se sont complus dans la description détaillée, et le plus souvent attendrie, des maux dont la société subit l'emprise. L'emploi de jeune premier ou de grand premier rôle, tenu jadis par un gentilhomme, un ingénieur ou un explorateur retour d'Afrique, est aujourd'hui dévolu à l'industriel, au paysan, parfois au manœuvre. J'indique seulement cette tendance, suivie aussi bien par le théâtre et le cinéma.

Les romanciers sont des manières de sociologues. Ils brodent sur des thèmes sociaux et leur imagination n'en est pas toujours alourdie. Leurs personnages discutent, près de la cheminée, sur des sujets graves : on parle grève, salaire, hygiène, retraites ouvrières, syndicats. Le féminisme demeure une mode. On rencontre, fourvoyé ici ou là, un anarchisant à qui le futur ministre obligé des romans donne une réplique nonchalante. Les foules mêmes ont envahi la littérature depuis Paul Adam et Jules Romains. J'irais jusqu'aux critiques, s'il en existait encore. Par réaction, ils avaient jadis emboîté le pas. Émile Faguet a écrit des livres de doctrine en même temps que des chroniques théâtrales, et si René Doumic est resté plus rencogné, s'il s'est tenu sur le terrain de la littérature, il ne pouvait pas, étudiant l'œuvre de Georges Sand, oublier qu'elle fut féministe à la façon romantique et qu'elle imagina, comme Balzac, les premiers romans sociaux. Rappellerai-je enfin Ferdinand Brunetière et qu'il ne crut pas déroger à son rôle de critique en devenant un des plus vigoureux moralistes de son temps ?

Les lettres consacrèrent donc l'économie politique que vouait au perpétuel ennui l'insoucieux dédain de M. Thiers. L'économie aurait-elle espéré être ainsi vulgarisée par l'art ? Elle en est rajeunie. L'art même n'a rien perdu : il s'est renouvelé.

Ai-je sous-estimé les traités, utiles aux spécialistes et aux disciples, en insistant sur l'attrait que la science économique emprunte à la forme dont on la revêt ? Je n'oublie pas que l'économie politique est autre chose qu'un élément de culture générale, qu'un ornement de l'esprit : une science d'application courante, On le sait mieux aujourd'hui que, tour à tour, le change et les crises

ont forcé l'attention quotidienne des individus qui ont connu l'angoisse économique. Des articles sur ces sujets, publiés dans les grands tirages, offerts au peuple comme choses d'intérêt immédiat, qui eût pensé cela il y a vingt ans ? Demain, quelque autre problème, en se généralisant, fera sentir son existence à ceux qui le négligent à l'heure actuelle. Demain, ce sera peut-être le troublant dilemme de la civilisation.

Nous prisons peu les idéalistes si même, opposant volontiers les certitudes de la pratique aux prétendues vanités de la théorie, nous ne les redoutons pas. Dédain explicable chez des hommes formés aux décisions promptes d'où semble bannie l'influence des idées, mais injustifié quand même. J'y reviendrai un jour, car ce préjugé, par malheur trop répandu, m'horripile comme une fatuité. Où irait-on sans la théorie ? En fait, où allons-nous sans elle, quand une doctrine nous serait si nécessaire ? L'enseignement du moindre métier, qu'est-ce, sinon de la théorie ? Et la science, toujours aux aguets, que ne lui doit pas la superbe des gens pratiques ? La vérité, c'est que la théorie et la pratique s'unissent pour former l'expérience. L'art applique l'idée et la théorie se transforme en forces agissantes. Ainsi les ponts, observe un homme de science, furent d'abord une mathématique : leur charpente idéale fut construite sur un calcul. Image exacte de la matérialisation des idées dans tous les domaines de l'activité : une pensée précède toujours la réalisation des travaux.

On se rappelle quel parti un sociologue français a tiré des *idées-forces* et comment il a fondé sur leurs résonances profondes son intellectualisme moral. Il ne faut rien exagérer : les idées ne sont pas les seuls déterminants de la volonté. L'homme obéit au sentiment autant, sinon plus, qu'à la raison pure. On s'étonne même que la philosophie contemporaine s'attribue tant de mérite à cause d'une aussi vieille découverte. Si l'idée seule conduisait le monde, rencontrerait-on tant d'indifférence pour le bien chez les plus cultivés et d'aussi belles ardeurs chez d'humbles ignorants ? Encore conviendrait-il de chercher si l'individu découvrirait en lui-même une règle de moralité. Ce fut la doctrine optimiste du XVIII<sup>e</sup> siècle : elle faisait état de la fameuse bonté naturelle de l'homme, contre laquelle Brunetière a dressé l'argument que lui fournissait l'évolutionnisme. Et puis, pour une ou deux âmes d'élite, combien d'êtres, dépourvus de mobiles élevés, subissent le lien de leurs passions ? Mais le mot d'Alfred Fouillée a fait fortune. Sur cette donnée spéculative, Henry Bataille a drapé une haute comédie, *les Flambeaux*, qui sont encore et toujours des idées dont la lueur lointaine guide vers des régions ignorées l'espoir du savant.

Revenons à la sociologie. La chronique scientifique abonde en points de contact entre la théorie et la pratique. Parmi tant d'idées qui sont semées chaque jour, il en est qui germent et qui, si la terre est bonne ou l'idée mauvaise, comme certaines herbes, se déploient jusqu'au fruit. *L'Eugénique*, par exemple, qui eut un succès rapide et discutable, est née d'un congrès tenu en 1912, et son inspirateur, sir Fr. Galton, la définissait : "L'étude des causes, soumises au contrôle social, pouvant améliorer ou affaiblir les qualités de race

des générations futures, soit mentalement soit physiquement". La plupart de ces causes proviennent de l'hérédité ou du milieu. Voilà l'idée.

Cette science naissait à une heure difficile. Un ensemble de faits économiques d'une extrême gravité en a précipité la constitution. Dans presque tous les pays, la population recule : le phénomène est constant, encore qu'il ne soit pas partout sensible au même degré. L'humanité, pour satisfaire ses appétits, diminue le poids de ses responsabilités. Comment compenser cette perte d'énergie ? En essayant de prolonger la moyenne de la vie, en réduisant les chances de maladie, en prévenant les accidents professionnels, en assainissant l'habitation et, enfin, en sauvegardant l'enfance par un redoublement de soins et par l'application de principes nouveaux qui tranchent le mal dans ses origines et préservent les forces sociales des dégénérescences héréditaires. Voilà le point de contact. "We are at the beginning of this marriage between science and practice," disait M. Balfour aux congressistes ; ce que M. Étienne-Louis Drugeon exprimait par une formule plus compréhensive : "C'est en améliorant à la fois l'hérédité et le milieu que l'idéal eugénique se substituera (il eût peut-être été mieux de dire : s'ajoutera) à l'idéal philanthropique."

On se mit à l'œuvre. On eut recours aux procédés que nous savons : revues, conférences, réunions, prédication de toute sorte, oeuvres, législation. La loi est le terme ordinaire, le dernier instrument ; il est dangereux et d'un maniement délicat. Les Américains, qui ne manquent pas d'assurance ni d'audace, y ont eu recours avec fermeté. Ils ont parfois une conception bizarre de la liberté et, pour garantir l'intégrité du corps social, sacrifient vite l'individu. Si bien que des parlements n'ont pas craint d'imposer au peuple les plus durs principes de l'eugénique ; on serait même allé jusqu'à demander, dans un projet de loi, de débarrasser la société des "déchets" sociaux, sans s'arrêter au fait que ces déchets sont tout de même des hommes et que, si comme tels ils ont des droits, ils doivent posséder d'abord et au moins celui de vivre. Les Anglo-Saxons ont suivi. En France, on s'est montré moins hardi ou plus humain. L'opinion a repoussé les solutions tranchées, mais il s'est trouvé tout de même des esprits pour y voir un déplorable sentimentalisme. Si quelques théories eugéniques sont propres à améliorer l'espèce, il reste que la société n'est pas malléable à souhait et qu'elle offre au zèle extravagant de certains réformateurs de légitimes résistances. "Les paroles des sages les plus vénérables, dit quelque part Georges Duhamel, ne sont jamais si peu profondes qu'on n'en puisse tirer plusieurs significations contradictoires et dont l'une au moins se déclare soudain venimeuse." L'idée a poussé son chemin jusqu'à des doctrines pernicieuses. Voilà la mauvaise herbe. Et l'on comprend la condamnation de l'encyclique *Casti connubii*.

Mais une double leçon se dégage de cette expérience scientifique, choisie parmi plusieurs autres : d'abord, les idées, si éloignées de la réalité, si abstraites et si *philosophiques* qu'elles paraissent, ne sont pas, par cela même, condamnées à n'habiter que les sphères de la spéculation pure ; ensuite, les théories économiques sont par essence des théories pratiques, si ces deux mots

s'associent, des *théories-action*, qui déterminent l'activité humaine, la dirigent vers les oeuvres et se résolvent en utilités.

## V - Pour la nation

[Retour à la table des matières](#)

Les grandes questions actuelles sont, presque toutes, des questions économiques. "La prépondérance du facteur économique dans la vie générale de l'humanité s'affirme chaque jour davantage", écrit M. Georges Blondel. C'est un des traits de notre époque. Cette prépondérance ne date que du siècle dernier. Le progrès matériel, sans nous laisser indifférents, ne nous étonne plus. Il nous a habitués à sa munificence ; mais, si nous jetons un regard en arrière, nous restons stupéfiés devant l'immensité de la tâche accomplie en si peu d'années.

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle la grande industrie n'existait pas. Des entrepreneurs, premiers capitalistes, distribuaient leurs commandes aux artisans qui travaillaient à domicile. Dans les villes, les petits métiers étaient encore nombreux ; en France et dans le nord de l'Europe, ils étaient étroitement réglementés. L'ouvrier s'appelait apprenti ou compagnon ; il était en relations journalières avec le maître, dont il partageait l'existence. Le marché était restreint. Le producteur connaissait ses clients et se pliait à leurs exigences. Sans doute, le commerce international s'était développé, puisque des navigateurs passaient les mers et se livraient au trafic des marchandises entre l'Europe et les pays d'Orient ou d'Amérique ; mais c'était l'exception. Sur terre, il y avait peu de moyens de communication. Les transports étaient coûteux et des droits élevés frappaient les produits au moindre détour car les marchés nationaux, où les grandes foires jetaient une note plus animée, étaient protégés. Les hommes d'État, obéissant à des idées préconçues, tâchaient, par des mesures draconiennes, de restreindre les achats à l'étranger. Il fallait, pensaient-ils, payer en bons deniers ce qui venait d'ailleurs et l'on s'appauvrisait à laisser sortir son or, seule vraie richesse. Ce fut une révélation lorsque Jean-Baptiste Say démontra que les marchandises s'échangent contre des marchandises, et que les métaux précieux n'ont qu'un intérêt secondaire la où la production est active et rapporte.

Tout changea quasi brusquement quand la science quitta les sphères élevées de la spéculation et les sombres demeures des alchimistes, pour se mettre au service du travail humain. A partir de 1750, les inventions se précipitent et, grâce à la vapeur qui s'applique aux industries d'abord, aux transports ensuite, l'usine s'élève, s'emplit de machines, regorge d'ouvriers. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre est déjà un pays manufacturier ; puis, tour à



tour, la France, l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, l'Europe, s'industrialisent. Le progrès passe l'océan, attiré vers de vastes étendues où tout semble promis à ses audaces ; les États d'Amérique grandissent, menacent bientôt le vieux monde, longtemps sceptique et soudain troublé. L'Extrême-Orient même s'éveille de sa torpeur séculaire et secoue la chaîne de ses traditions. Les distances, que les transports ont vaincues, *dévorées* comme on dit aujourd'hui, ne sont plus des obstacles : après les marchandises, la pensée se déplace. Un simple déclenchement, et tous les points du globe sont en contact. L'industrie règne, maîtresse du monde. Le marché n'a plus de bornes : il subit les répercussions des moindres crises, qui se transmettent, comme des ondes, d'un centre à l'autre. "Un coup de bourse à New-York, écrit M. Gabriel Hanotaux, fait sauter les mailles du plus solide bas de laine provincial. Si un roi du cuivre triomphe ou succombe, l'atelier ou la ferme de mon voisin prospère ou périt. La cote de la Bourse est le graphique des pulsations mondiales." *Mondial*, voilà le mot formé : il est expressif, sinon très élégant ; il marque la suprême limite, le point d'arrivée sur un horizon reculé, immense. Par delà, ce sont les astres : l'homme s'y achemine.

De cet essor financier, industriel, commercial, une politique est née. Les théories anciennes n'étaient plus de force à conduire les peuples enrichis ; elles ont été révisées, élargies. D'autres préoccupations ont hanté les hommes d'État : il a fallu suivre la marche des événements, grouper les initiatives, faciliter les tâches, protéger la richesse accumulée, prévoir les succès. La politique est devenue "économique et sociale". Telle, la politique de l'Angleterre, soucieuse de conserver son hégémonie commerciale ; telle, la politique de la France, cherchant à reconstituer sa fortune par la protection de ses industries ; telle enfin, la politique des États-Unis passés au rang des "puissances mondiales".

Politique économique encore, ce mouvement de colonisation intense qui a marqué la fin du XIXe siècle, plus raisonné qu'aux siècles précédents ; et qui a donné lieu aux conceptions impérialistes. Partout, les intérêts économiques ont pris la première place. On les a défendus au prix des plus grands sacrifices. Ils sont au fond de la plupart des guerres contemporaines : guerre hispano-américaine, guerre du Transvaal, guerre russo-japonaise, guerre européenne de 1914. Les littérateurs, qui ne sont pas de la partie, mais l'observent en spectateurs intéressés, parlent comme les économistes.

Voilà ce qu'on voit du dehors ; pénétrons à l'intérieur de l'édifice. L'armature d'or s'ébranle, secouée par des clameurs de révolte. Rien n'arrête la force qui monte des profondeurs du peuple, faisceau d'énergies obscures et innombrables auxquelles le suffrage donne une volonté commune, une action souveraine, le droit de commander. L'État, chargé de tous les soins et de tous les maux, s'efforce à répartir la richesse par l'impôt qui redouble et par la création d'institutions de secours. La charité officielle s'organise, mais demeure souvent impuissante. La législation propose des remèdes : elle subit l'influence des faits et des idées ; d'individualiste qu'elle était, elle devient sociale. Les budgets, alourdis déjà par les dépenses d'un étatisme coûteux,

reçoivent encore le faix des armements. Faut-il désespérer et ne s'attendre qu'à un cataclysme final, semeur de ruines ? Non certes ! Si le progrès fut rapide, l'adaptation reste lente. La politique maintiendra le progrès et assurera l'adaptation, en trouvant la formule de justice et d'apaisement qui ne rebute pas l'effort, et qui apporte aux "misères imméritées" une compensation humaine.

Sommes-nous si loin de tout cela que nous puissions fermer les yeux sans craindre un destin semblable ? Peuple jeune, venu plus tard à la vie économique, ne sera-ce pas aussi notre sort ? Regardons mieux les symptômes qui se dessinent chez nous. Nous avons naguère pour mot d'ordre : "Emparons-nous du sol !" Ce programme a été dépassé sans être tout à fait rempli. Autrefois nous vivions heureux près de la bonne terre, la plus impassible de nos résistances ; et il est à espérer que nous retournerions un jour y puiser un regain de vitalité. Puis, l'industrialisme nous a gagnés. Nous voulons grandir et nous rêvons richesse à notre tour. N'en soyons pas chagrins. L'action est saine, et le désir de progresser, naturel. La fortune impose le respect. C'est une arme dont on nous menace volontiers, non sans morgue : sachons en forger une qui vaille, en éclat et en finesse, celle qu'on nous oppose. Ne nous berçons pas néanmoins d'illusions. Rien ne s'acquiert qui ne se paie de quelque façon. Toute puissance coûte cher, et souvent elle s'écroule sous son propre poids. Ne nous flattons pas d'échapper aux conséquences que l'industrialisme a entraînées ailleurs, et qui sont la rançon de ses bienfaits.

Plus heureux que d'autres, nous avons sous les yeux les leçons de l'histoire. Pour éviter les erreurs où les peuples ont glissé, pour exploiter notre patrimoine avec méthode, écarter les maux dont les sociétés plus anciennes ont souffert, nous n'avons qu'à regarder et à apprendre : la vieille Europe a vécu pour nous. L'avenir, le pensez-y bien de chaque heure, de chaque minute ! Qui refuserait de s'y consacrer tout entier, si le salut de la nation était en jeu ? N'est-ce pas pourtant un peu cela ? Réfléchissons. Le triomphe de nos concurrents sera d'autant plus facile qu'ils nous trouveront désemparés devant le sort, le sort qu'ils nous imposeront.

Pourquoi refuser plus longtemps d'étudier les problèmes économiques si la nécessité, plus encore, si le devoir de l'heure nous l'ordonne ? Pourquoi ne pas demander à la science économique de satisfaire nos curiosités ; de secouer nos indolences ; de nous donner la culture générale qui nous manque, les connaissances spéciales qui nous permettront de mener à bien notre tâche ordinaire ; de nous fournir enfin, à bon compte, un moyen sûr, éprouvé déjà, de servir notre pays quelle que soit la sphère de notre activité, le rayon de notre influence ? Un tel profit vaut, certes, que l'on se donne un peu de peine.

Pour nos industriels et nos commerçants cela paraît évident. Ils sont du mouvement ; ils en vivent. Il ne leur suffira pas cependant de savoir calculer un prix de revient, vérifier une comptabilité, clore un inventaire. Leur entreprise, si peu considérable qu'elle soit, offre des aspects variés, instructifs. Qu'ils sortent de leurs bureaux, qu'ils laissent un instant leurs livres pour regarder cette large vie dont ils sont une parcelle et qui bouillonne autour

d'eux. Sans aucun doute, leur connaissance des affaires et leur honnêteté sont de précieux apports dont la collectivité bénéficie ; mais elle est en droit d'exiger davantage. Nul effort, nulle bonne volonté qui ne porte ses fruits. Le succès de tous dépend des énergies individuelles qu'il synthétise. Nous disons volontiers qu'il nous reste beaucoup à faire : c'est une piètre consolation de le reconnaître, sans plus. Agissons. Notre commerce est-il bien organisé ? Avons-nous notre part dans l'ensemble des tractations journalières, annuelles ? Nous somme-nous "emparés de l'industrie" ? Notre finance a-t-elle un plan d'action défini ? N'est-elle pas hésitante, craintive ? Donnons-nous satisfaction à ceux qui se font un devoir de nous encourager ? Nous aidons-nous seulement les uns les autres ; et ne sacrifions-nous pas à un égoïsme funeste, chronique, à un besoin de dénigrement où s'épuise notre esprit, où s'assèche notre cœur ? Si tout est à refaire, recommençons ! Si les guides nous manquent et si les organes font défaut, sachons créer des autorités et déterminer des initiatives. Ce n'est pas tout. Au sortir de l'usine et de la boutique, il y a le vaste domaine politique où nos hommes d'affaires s'aventurent trop peu. Qui donc contribuerait mieux au relèvement de nos finances, à l'administration de notre fortune nationale ? C'est le fait de l'apathie générale, de la routine satisfaite. C'est aussi que nous manquons d'hommes alliant à la volonté une culture suffisante. Ces défauts peuvent s'atténuer, cette pénurie disparaître. Travaillons.

Frédéric LePlay a classé les professions libérales "selon la résistance à la corruption". Il mentionne, en premier lieu, les ingénieurs. Il écrit, dans sa Réforme sociale en France : "Je place d'abord ici, pour ordre, et sans qu'il soit besoin d'une justification spéciale, un groupe nombreux de personnes établissant la transition des arts usuels aux arts libéraux ; je veux parler des ingénieurs et des architectes qui, s'inspirant de la science ou de l'art, dirigent, avec un caractère privé, les constructions et les travaux réclamés par les particuliers et par l'État. Ce sont, à vrai dire, des chefs d'industrie, et, comme ceux-ci, ils ne prospèrent que par l'ordre et le travail. La concurrence fait bientôt justice de ceux qui manquent à leur devoir : elle punit immédiatement la paresse et les autres vices dont pourrait souffrir le public." De tous les producteurs, l'ingénieur est celui qui donne le mieux l'impression de créer quelque chose. C'est une force dirigeante, un metteur en oeuvre, que stimulent de lourdes responsabilités et le souci d'améliorer. Il conçoit et il exécute. Il donne d'abord à ses ouvrages la forme d'une mathématique ; puis les ayant ainsi schématisés, il les lance dans la réalité, où ils servent à l'usage commun et demeurent comme la marque de son génie, Il est, à la fois, industriel et artiste, patron et ouvrier, quand il n'est pas aussi financier : c'est un praticien. A ces titres, l'économique ne peut que lui servir. Elle ne lui suggérera peut-être rien qu'il ne sache sur son art ; mais elle lui apportera des clartés qui lui feront apercevoir, dans un prolongement, les conséquences de son travail. Agent de production, n'est-il pas bon qu'il connaisse les causes de la productivité du travail et les avantages de la division des tâches ; les formes et les caractères des capitaux publics ou privés, fixes ou circulants ; les facilités que le crédit accorde ; les modes de répartition des revenus ? Esprit merveilleusement préparé à l'étude de ces questions, qui sont connexes à ses entreprises,

je n'en connais pas qui soit plus apte à dégager des phénomènes, qui sont dus à son action directe, la loi qui les domine, le principe qui les explique.

S'il s'occupe des transports, son attention ne portera pas seulement sur le fait de la construction, sur l'ensemble des conditions techniques de la mise en place. Il appréciera les résultats économiques des travaux qu'il a assumés, qu'il dirige, qu'il a peut-être proposés. Pour cela, il aura compulsé des statistiques, établi les aléas du trafic, étudié les ressources du pays à traverser en ne perdant de vue ni le taux normal de la tarification<sup>1</sup> ni la quotité de l'impôt ; il aura tenu compte de la concurrence, supputé le rendement des premières années, prévu les bénéfices ultérieurs suivant un calcul de base acceptable. S'il entre à l'usine ou même si-pionnier du progrès-son art le conduit dans quelque région reculée, il s'intéressera au sort des ouvriers, de "ses hommes" comme on dit, aux conditions du travail, à la sécurité des ateliers et des chantiers. Des mots nouveaux sont apparus dans les programmes de nos partis politiques : nous aurons peut-être à créer, bientôt, tout un système d'assurances sociales, d'oeuvres patronales. Il faut prévoir le moment où l'ingénieur, suivant l'expression d'Émile Cheysson, devra, sans abandonner la technique, faire oeuvre sociale, "c'est-à-dire joindre à de fortes connaissances professionnelles celles qui concernent les institutions destinées à asseoir la prospérité de l'entreprise sur le bien-être des ouvriers qu'elle emploie". Enfin, chaque jour, l'ingénieur rédige des rapports. Il peut se borner à des indications pratiques ; mais, pour faire saisir l'ensemble du sujet qu'il traite, il joindra aux données de métier des considérations d'un ordre plus étendu. Il arrive même qu'il y soit contraint par la nature des opinions qu'il exprime et que, pour ne citer qu'un exemple, il soit amené à déterminer, d'après des recherches sérieuses, la valeur d'une entreprise ; et l'on sait que ce terme valeur est par lui-même abstrait, et combien il y entre d'éléments souvent contradictoires, parfois douteux, sinon obscurs. L'économie politique lui prêtera sa lanterne, que dis-je ? son flambeau !

Et l'avocat ? Quels avantages la science des intérêts matériels lui donnera-t-elle ? Dans un discours qu'il prononçait, en 1906, à la Chambre des députés, M. Paul Deschanel faisait allusion "à une justice nouvelle, la justice économique". De fait, l'évolution industrielle a ébranlé les assises du droit, qui est, le plus souvent, la consécration officielle et uniforme d'une réalité sociale. La loi reconnaît ce qui est et l'impose ; elle s'adapte à quelque chose d'antérieur ; elle définit étroitement la coutume et l'enferme dans un texte. C'est ainsi que, sous l'influence des événements, l'ancien principe de la liberté individuelle a, sur quelques points, cédé devant le principe du bien général et de la solidarité. Le législateur a dû protéger les humbles, les faibles. Il a exigé des patrons qu'ils prissent dans leurs usines des mesures d'hygiène ; il a veillé sur l'ouvrier en réglementant l'atelier et en limitant la durée du travail ; il a corrigé le jeu de l'offre et de la demande en fixant un minimum de salaire dont il a, par surcroît, garanti la disposition au travailleur en restreignant le droit de saisie. Le contrat, source des obligations, a été interprété dans un sens plus large et en

<sup>1</sup> Tel quel dans l'ouvrage. Aujourd'hui, nous dirions : "tarification". [JMT]

tenant compte de ses conséquences sociales. Une doctrine -non pas nouvelle, il est vrai, mais renouvelée -s'est dessinée et affermie, celle de l'abus du droit : elle interdit aux contractants de rompre une convention sans se soucier des dommages que cette rupture, fût-elle légale, entraînerait. Ainsi se constitue, par approches, la législation *industrielle*, dont certaines dispositions ont attiré l'attention des diplomates et ont trouvé une expression plus solennelle et une portée plus étendue dans des conventions internationales. Or, les arguments de l'avocat seront d'autant plus éclairés, plus convaincants, qu'il les aura tirés des faits, de la substance réelle ramassée dans la loi. Il recherchera les sources vives de la coutume pour savoir comment elle se forme, comment elle se cristallise, et par son effort personnel il la fera passer dans la jurisprudence, devenant ainsi un véritable législateur, un créateur de justice, après avoir été un observateur attentif - et je dirais volontiers : attendri - de la vie.

Il en va de même des législations qui ont un caractère encore plus rigoureux : la législation commerciale, par exemple. Les modalités et les conditions essentielles du contrat de change sont arrêtées, au Canada, par une loi fédérale, la loi "des lettres de change". Elle est excessivement compliquée. Il est à peu près impossible de la posséder sans en faire une étude approfondie à la lumière de la pratique courante. Et cela ne suffit pas. Pour comprendre ces dispositions, tout d'abord déconcertantes, il faut connaître les principes économiques qu'elles ont pour objet de sauvegarder et les éléments de la circulation des richesses. Des étudiants arrivent à l'université sans savoir ce que c'est qu'un chèque. Allez donc leur confier la loi sur les lettres de change ? Il n'y verront goutte. Au contraire, familiarisez-les peu à peu avec les transactions commerciales, le mécanisme de l'achat-vente, la nécessité et le rôle du crédit, les détails en apparence insignifiants de la vie économique ; en leur révélant le monde des affaires, vous les préparerez à saisir le sens exact et la raison prudente de la loi.

Qu'est-ce à dire sinon que l'avocat ne doit pas s'en tenir aux textes ni se laisser fasciner par eux. Il cherchera dans les origines de la loi, dans son application immédiate, et aussi dans les conséquences qu'elle peut avoir si on ne sait pas lui donner son sens plein, les motifs d'une interprétation nouvelle, moins étroite, plus conforme aux données de l'expérience et aux commandements de la justice. Sous la rigidité de ces textes, il découvrira ainsi la vie du droit et ce qui en détermine la lente évolution à mesure que les événements économiques et sociaux se coordonnent. On connaît ces pages du *Carnet d'un stagiaire* que M. Henry Bordeaux a intitulées : *La dernière leçon de droit*. Maître Rameau conduit le futur romancier sur une hauteur qui domine la ville. Poète, celui-ci se perd volontiers dans les lointains et ses yeux cherchent, vers les limites imprécises et vaporeuses de l'horizon, l'âme de toutes ces choses qui vont se reposer dans le soir. Regardez plus près de vous, lui dit doucement le vieil avocat, voyez ces paysans au labour et comprenez la leçon qu'ils nous donnent. "Un Maistre, un Bonald, un LePlay, un Fustel de Coulanges- tous ceux-là dont vous avez vu les ouvrages au premier rang dans ma bibliothèque, et reliés plus précieusement que les recueils de jurisprudence,- ont connu et aimé la terre. Ils n'ont pas cessé de penser à elle. Ils ont raisonné sur des

réalités, non point sur des livres ou des leçons d'école. C'est pourquoi il n'y a point chez eux de vagues abstractions, ni de fausse sensiblerie. Mettez des figures sur les dossiers, sur les chiffres, sur les mots, sur les idées. Ce partage de succession, que vous étudiez tout à l'heure quand je vous ai enlevé, c'est le patrimoine fondé par un homme, maintenu ou agrandi par une série de générations, émiété systématiquement entre les enfants. Un domaine qui a vécu, une famille qui se divise, ce sont aussi des romans ou des tragédies.

J'admire, disait un avocat, que, pour faire appliquer la loi, il faille avoir étudié le droit et que, pour l'élaborer, cela ne soit plus requis. Il y a du vrai ; mais la tâche du député-législateur est déjà assez lourde. Quel homme embe-sogné ! On lui demande de tout savoir, ou guère moins ; d'être de tous les métiers, tour à tour cultivateur, industriel, négociant, avocat, médecin, voire humaniste et poète, quand les années sont bonnes ; d'être tous ces hommes ou de les comprendre tous, ce qui revient à peu près au même ; de savoir les mille besoins d'un pays, quand en connaître un seul et y satisfaire serait déjà considérable.

Ceux qui sont appelés à exercer un pareil empire et à conduire autant de destinées trouveront dans l'économie politique une méthode, et davantage. Elle leur révélera, dans ses aspects parfois déroutants, la vie matérielle de la nation, ses difficultés, ses soubresauts, les dangers qui la menacent. Science d'analyse et science sociale, elle décompose les éléments dont la somme explique l'activité d'un pays. On eut raison de la définir : la science ménagère des peuples, car elle enseigne comment garder la maison commune,- et c'est déjà quelque chose, si modeste que cela paraisse.

Voilà pourquoi cette science est utile et actuelle, et pourquoi elle devrait être plus répandue. Commencez par éclairer le suffrage populaire, disent ceux qui demeurent assez optimistes pour croire que le suffrage populaire puisse être éclairé. C'est fort bien ; mais a-t-on imaginé comment l'instruire et le guider ? Ce ne sera pas, je suppose - ou du moins pas absolument - en lui inculquant les hautes mathématiques, ni l'astronomie. C'est beaucoup plus simple, en vérité. Le suffrage, exercice d'un droit politique, réclame un enseignement de nature politique. Apprenons au peuple ce que c'est qu'un gouvernement, quels sont les origines historiques et les principes premiers de la constitution, quelles sont les lois fondamentales de l'économie nationale. Apprenons-lui à gouverner, puisque, aussi bien, c'est à lui que revient cet honneur ; et ne permettons pas que la jeunesse atteigne l'âge de voter, sans avoir compris l'importance de l'acte qu'elle pose.

Ne nous laissons pas de relire, à ce propos, la belle préface des *Origines de la France contemporaine*, dont il serait plaisant de rapprocher telle page d'une conférence de M. Aulard. "En 1849, écrit Hippolyte Taine, ayant vingt-et-un ans, j'étais électeur et fort embarrassé, car j'avais à nommer quinze ou vingt députés, et de plus, selon l'usage français, je devais non seulement choisir des hommes, mais opter entre des théories. On me proposait d'être royaliste ou républicain, démocrate ou conservateur, socialiste ou bonapartiste ; je n'étais

rien de tout cela, ni même rien du tout, et parfois j'enviais tant de gens convaincus qui avaient le bonheur d'être quelque chose. Après avoir écouté les diverses doctrines, je reconnus qu'il y avait sans doute une lacune dans mon esprit. Des motifs valables pour d'autres ne l'étaient pas pour moi ; je ne pouvais comprendre qu'en politique on pût se décider d'après ses préférences". Et s'il n'y avait que le suffrage ; mais l'individu, quelle que soit sa situation, exerce une action sociale. Comment veut-on qu'il s'y prenne, s'il n'a pas appris, s'il n'apprécie pas sa propre valeur, s'il vit isolé dans l'ignorance de ses devoirs et dans la satisfaction de son égoïsme ? Pourra-t-il assumer les responsabilités de son état et arrêter les répercussions, souvent irréparables, de ses actes ? Ainsi, quelque chemin que nous prenions, nous revenons toujours au même point : le peuple, la nation, la maison commune.

## VI - Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Celui qui écrira la philosophie de notre histoire y verra trois étapes bien tranchées et que caractérisent, de notre part, des attitudes différentes. Nous avons lutté,- ce fut là notre sort constant - mais avec des armes qui ne furent pas toujours les mêmes. Nous avons lutté d'abord sur le champ de bataille pour que la France conservât sur cette terre son empire et ses droits. Nous avons lutté ensuite à la tribune, trouvant dans la constitution anglaise la revanche inattendue de nos défaites. Aujourd'hui, la bataille est devenue pratique, intéressée ; elle est plus terre à terre, mais non moins périlleuse. Elle a quitté le domaine du droit et des libertés essentielles pour celui, plus aride, des affaires ; elle est devenue économique.

C'est la pensée dirigeante du livre si substantiel de M. Errol Bouchette, qui porte un titre d'allure prophétique : *L'Indépendance économique du Canada français*. "L'esprit envahisseur moderne, écrit cet auteur, cette manifestation sociale qu'on voudrait confondre avec le patriotisme, est né de l'industrialisme débordant qui s'est emparé des vieilles civilisations. Or, *comme il faut combattre avec les armes de son siècle*, c'est aussi par l'expansion industrielle, tant manufacturière qu'agricole, que les peuples situés comme nous le sommes, qui possèdent de vastes territoires qu'ils peuvent difficilement défendre par les armes, échapperont peut-être à la conquête. Il reste donc acquis que, si nous voulons accomplir nos destinées, il nous faut chercher, pour les appliquer à notre pays, les meilleures solutions industrielles et sociales."

C'est ce qui formera le noyau de la politique dont nous sentons déjà la pressante nécessité. Une société qui veut agir doit obéir à une discipline ; une

minorité doit avoir une doctrine qui dirige avec certitude son activité. Notre doctrine sera conforme à nos origines, respectueuse de notre lignée française ; elle prendra son point d'appui dans nos traditions, seule raison de nos résistances. Pour citer de nouveau M. Taine, "l'histoire a décidé pour nous" et, puisque nous avons autrefois choisi d'exister, nous resterons coûte que coûte dans la logique de notre passé. La question est de savoir comment nous y parviendrons, et si nous négligerons volontairement de faire servir au triomphe de notre race les moyens puissants qu'une civilisation plus développée nous apporte. Un peuple, c'est sans doute une pensée commune, mais c'est aussi une énergie collective. M. Émile Boutroux, dans la magnifique conférence qu'il a prononcée, en novembre 1912, sous les auspices du *Comité France-Amérique*, distingue, d'après un penseur américain, trois philosophies dont l'une, le matérialisme, est un arrêt de la volonté dans la matière ; dont l'autre, l'évolutionnisme, est l'expression d'une force fatale qui entraîne l'humanité soumise ; dont la troisième enfin est un mélange de réalisme et de conscience. "L'homme, d'après cette manière de voir, ne s'adapte pas seulement à son milieu, il adapte son milieu à ses volontés, il change la face de la terre, il crée, il se crée." Est-ce trop présumer que de reconnaître, dans cette philosophie raisonnée de l'action, le principe fécond de notre conduite future ? Et si cette action doit être économique, si elle doit nous porter du côté des intérêts matériels - garantie de notre vie intellectuelle de demain - n'est-ce pas précisément dans la science économique qu'il convient de chercher, au premier chef, les moyens actuels d'assurer notre survivance ?

*(Pour une doctrine, 1931)*



La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

## III

# Nos forces économiques

[Retour à la table des matières](#)

Celui qui par l'imperceptible toucher des âmes a formé une partie de la jeunesse de France et donné à nombre de ses combattants une raison divine d'accepter la mort, Ferdinand Brunetière, parlant des guerres à venir et, incidemment, de la Guerre unique et universelle que d'aucuns prévoient, les ramenait à leur principe déterminant lorsqu'il affirmait, en rejetant vers le passé les prétextes d'ordre religieux et politique : "Je dirais aujourd'hui, volontiers, que la cause des grandes guerres est et sera longtemps "économique", et je ne dirais rien de si ridicule, et même rien de très difficile à prouver". Quels arguments n'eût-il pas tirés de la situation d'avant-guerre, des ambitions de pays parvenus au point de saturation, ayant jeté tous leurs capitaux dans l'industrie et forcés, pour justifier les audaces de leur crédit, de tenter la domination du monde par un coup décisif ?

L'attaque de 1914 interrompt les travaux de paix, la mobilisation ayant désorganisé l'industrie. Ce ne fut qu'un moment. Les peuples alliés se ressaisirent et la vie continua parmi d'extrêmes difficultés. On distingua des centres de résistance. Le facteur économique prit, dans la guerre prolongée, une importance primordiale. L'arrière comprit toute la nation tendue vers la

victoire ; car la population servit. La finance nécessaire à ce gigantesque effort de destruction et de production fut facilitée par le crédit étroitement surveillé. Les usines se plièrent aux exigences nouvelles ; elles accumulèrent les munitions et assurèrent les subsistances. L'agriculture, le commerce, les transports, furent réquisitionnés. La collaboration de la défense militaire et de l'organisation économique réalisa l'adaptation des forces.

Si la guerre exige l'union des volontés et l'efficacité des méthodes, pourquoi la concurrence d'après-guerre serait-elle laissée au hasard ? La lutte, de nombreux auteurs l'ont affirmé, sera d'abord économique. L'adversaire, qui s'y prépare, emploiera ses procédés ordinaires. Que ne lui oppose-t-on, dès aujourd'hui, une organisation scientifique de la production, de la circulation, de la répartition ? Que ne forme-t-on des compétences pour leur confier d'élaborer la discipline qui portera le peuple vers la conquête ?

L'origine, la nature, les conséquences de la guerre, manifestent donc la prépondérance des phénomènes économiques. Cela n'a pas été sans exciter notre attention. Nous en avons porté plus d'intérêt à ce que nos hommes publics ont appelé, à leur tour, "le point de vue économique". Malgré un mandarinisme prononcé, nous avons reconnu la valeur de la richesse, que nous n'admettions pas parce que nous y voyions une fin, alors que les économistes ont soin de n'y chercher qu'un moyen. Erreur explicable, si le mot richesse revêt deux sens. Dans le langage courant, il signifie l'abondance des biens ; en économie politique, l'ensemble des utilités. On le définit généralement ainsi : "Tout ce qui est propre à satisfaire les besoins humains." Les produits de la terre, les articles fabriqués, sont des richesses puisque l'homme les applique à la satisfaction de ses besoins, soit de première nécessité, soit de luxe. Les services rendus par les travailleurs sont encore des richesses puisqu'ils répondent aux besoins intellectuels ou mixtes. Un morceau de fer est donc une richesse ? Oui, car c'est une utilité. On voit quel parti on tirera des richesses en les accumulant. La richesse suivra son évolution ; elle se transformera en puissance, puis en idéal. Sa fonction n'aura pas changé. Les peuples riches sont forts, et les peuples forts s'intellectualisent. N'est-ce pas l'histoire des États-Unis ? La science du matériel germera ainsi en une production intellectuelle : art et pensée.

Or, les richesses résultent de l'action combinée de trois facteurs : la nature, le capital et le travail. Disposons-nous de ces forces ? Les avons-nous réduites à notre service ? Toute la question est là. Je n'entrerai pas, en y répondant, dans des précisions de détail ; il y faudrait un volume. Je me contenterai de tracer, en me servant de la théorie comme d'un fil conducteur parmi la complexité des faits, un aperçu d'ensemble ; je fixerai quelques sommets, tout en me réservant de montrer pour conclure ce que la puissance économique représente pour nous, à cette heure de notre histoire.

- I -

[Retour à la table des matières](#)

La nature, c'est la table dressée, qui offre avec libéralité, sinon gratuitement, son abondance. Elle apporte les matières premières, les forces physiques, l'influence du milieu géographique, du climat notamment. En tout cela, nous sommes riches, à un point que nous ne soupçonnons pas et pour un temps que nous croyons infini. La nation doit savoir l'étendue de son domaine et ses possibilités, comme on dit aujourd'hui, ses promesses. Sur ce point, l'accord semble parfait ; il ne manque que l'action. Trois idées, dégagées déjà dans une délibération de la commission fédérale chargée de surveiller notre patrimoine, sont acceptées : il faut dénombrer, conserver et exploiter nos richesses. La contradiction entre les deux derniers verbes n'est qu'apparente.

Dénombrer, voilà le premier acte de bonne administration qui établira la statistique de nos valeurs domaniales, et inscrira à l'actif de notre bilan des chiffres suffisamment exacts. Cette opération est nécessaire et urgente. Il est bien de vouloir exploiter nos richesses ; mais comment y arriver si nous ne savons pas à quoi appliquer notre initiative ? D'ailleurs nous l'avons compris. Une bonne part du travail est faite.

Les publications officielles ne manquent pas ; quelques-unes sont de premier ordre. Il reste à coordonner les monographies et à poursuivre l'enquête suivant un plan qui aura une importance extrême. Déjà quelques personnes, que l'on consulterait avec profit, en ont fixé les divisions. Elles assumeraient même toute la tâche, si la chose était possible ; mais le gouvernement fédéral, avec la collaboration des gouvernements provinciaux, est seul en mesure de l'entreprendre en la confiant à une commission qui, après des recherches minutieuses, dressera un état de notre avoir et indiquera lesquelles de nos richesses, livrées à l'industrie, ont chance de rayonner, une fois transformées, sur un marché suffisant.

Conserver nos richesses est le second devoir. Des expériences désastreuses nous ont enseigné que la nature n'est pas inépuisable. Pour tant de richesses qu'elle reproduit, combien en est-il que l'homme est impuissant à faire renaître ? Nous avons taillé en plein drap. Les répercussions de la guerre nous ont appris la valeur des choses, faite d'utilité et de rareté. On ramasse les morceaux de verre ; on se recueille devant un tas de charbon ; on ne touche plus aux produits exotiques sans un sentiment semblable à la vive satisfaction mêlée d'une pointe de regret qu'éprouve le propriétaire d'une cave à manipuler une bouteille ancienne couchée dans un panier d'osier. Nous apprenons l'économie. N'exagérons pas cependant car la conservation n'est avantageuse

que si elle est intelligente. Il ne s'agit pas, comme dans ces salons où l'on n'entre jamais, de tout enfouir sous des housses, de se condamner à ne rien toucher. Une conservation méthodique veut dire une exploitation rationnelle. Et cette affirmation trouve une double application pratique. L'État reçoit la mission de sauvegarder les richesses qui se reconstituent, en réglementant la pêche par exemple. Les industriels qui utilisent une matière première tirée du sol ont, de leur côté, intérêt à protéger, sinon à renouveler la source de leurs approvisionnements. M. Dubuc, directeur de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, n'agit pas autrement. "Nous cultivons la forêt, me disait-il, nous la réintégrons par des plantations successives. Elle constitue un capital dont nous ne touchons que les intérêts."

Il n'est pas besoin d'insister sur le troisième commandement : exploiter. Ceux qui préconisent le dénombrement de nos richesses naturelles et leur conservation veulent autre chose que l'intégrité du territoire exploitable. Un pays n'est pas un jardin d'acclimation bordé de grilles et constellé de pancartes. La nature invite l'industrie et, si elle a droit au respect, elle n'en reste pas moins la source de nos biens. L'avons-nous toujours considérée ainsi ? N'avons-nous pas plutôt rêvé devant elle ? C'est, sans doute, la meilleure part ; est-ce la plus profitable ?

Persuadons-nous de sa force et demandons-lui un point d'appui. Mais elle ne se livre pas facilement ; elle exige l'effort. Les deux autres agents de la production seront, pour nous, de solides instruments.

\* \* \*

Le capital est un levier. Or, on répète que les Canadiens français ne possèdent pas ce moyen d'action : "*Si nous avons de l'argent !*" est notre constant soupir. Voyons si nous avons lieu de nous plaindre à ce point.

Capital, encore un mot que les économistes ont tiré à eux et dont ils ont modifié le sens. De *l'argent*, disons-nous couramment ; et nous entendons par là du *capital*. C'est à moitié cela. Les espèces métalliques, les valeurs mobilières sont souvent du capital, mais pas nécessairement ; et elles ne sont pas tout le capital. Pour produire, l'homme façonne des outils et des machines, il entasse des approvisionnements. C'est le vrai capital. Un pêcheur creuse un canot et fabrique un filet : il crée un capital. Afin de rendre possible ce travail préparatoire, il a accumulé des aliments qui sont encore du capital. Il se peut parfaitement que ce pêcheur ignore l'argent. Le capital est donc un instrument de production imaginé par l'homme et qui a, en dehors de l'homme, une action propre. Retenons la définition souvent reprise : "le capital est une mise de côté en vue d'une production ultérieure". Quelle différence fera-t-on entre le capital et l'épargne ? L'épargne est une réserve *improductrice*, si l'on me passe le mot, qui gît, inactive. Sitôt que l'épargne produit, elle devient du capital. Entrons dans une usine. L'édifice, les machines, les approvisionnements, le matériel, les voitures de livraison, les espèces, les valeurs en portefeuille, tout a été accumulé en vue de la production. Rien de cela n'est la nature, car les

matières premières et les approvisionnements ont été détachés de la nature ; et rien de cela n'est le travail proprement dit, force de l'homme.

Ces distinctions ne satisfaisaient pas Errol Bouchette. Il avait une autre conception du capital, tout au moins du capital national qu'il avait tendance à confondre avec la nature. Un individu qui a découvert une mine n'est-il pas possesseur d'un capital ? Le capital national devient ainsi "l'ensemble des richesses exploitables d'un pays". Pour appuyer cette opinion, Errol Bouchette n'a guère rencontré, parmi les économistes, que Rodbertus Jaketzow, mais serait-il seul qu'il demeurerait intéressant. Si nous acceptons sa définition, les Canadiens français ont à portée de leurs ambitions un capital considérable, *in potentia* comme disent les scolastiques ; et c'est ce que j'ai écrit de la nature qu'il faut répéter ici. Si nous nous en tenons à l'explication que j'ai donnée du caractère et du rôle du capital, les Canadiens français ont tout de même accumulé, en vue de la production, des capitaux dont l'expression statistique impressionnerait. L'évaluation de nos champs cultivés, de nos instruments agricoles, de nos usines, de nos machines, de notre matériel, atteindrait des millions et nous verrions que nous ne sommes pas dépourvus.

Mais la question n'est pas épuisée. Que le capital soit l'abondance des ressources du pays, donc une promesse de puissance, n'empêche pas que l'homme ait besoin d'une force pour en tirer parti. Nos pères, en arrivant au Canada, acquéraient un vaste capital. Ils n'en avaient que faire ne possédant pas d'instruments pour l'exploiter. Les deux théories se joignent à ce rond-point. Pour asservir la nature, il faut un capital constitué, que Bouchette appelle le capital *médiat*, et d'autres économistes, le capital tout court. Or nous avons amassé une bonne part de ce capital. Les Canadiens français ne manquent pas totalement de capital liquide, de capital-espèces, de capital-valeurs mobilières, ainsi que le montre la statistique de l'épargne, capital en formation, des assurances qui sont des réservoirs d'épargne et de capital, des souscriptions aux fonds patriotiques ou aux emprunts nationaux, des émissions d'obligations industrielles.

Un village d'apparence modeste a versé, à la sollicitation d'un seul homme, une somme de trente-trois mille dollars à l'État emprunteur. Ceux qui s'occupent du placement des valeurs mobilières ont fait des expériences analogues là où nulle manifestation extérieure ne laissait prévoir de forte richesse, et dans de plus grands centres où, malheureusement, des crises ont arrêté un mouvement déjà sensible.

Ce n'est pas étonnant. Nous touchons là un des traits éternels de la race. L'épargne est un même geste, un recommencement. Le progrès est dans la manière de l'utiliser. Facilitons son épanouissement, et nous réaliserons *l'adaptation, à des conditions nécessairement nouvelles, de nos qualités fondamentales*. N'est-ce pas notre première préoccupation ? Deux vérités reçoivent donc une confirmation heureuse depuis peu, et nous en tirerons une règle de conduite : le capital existe chez nous, et il est possible de l'accroître.

Le capital est, comme on a dit, enfant du travail et de l'épargne. Si les Anglais ont de *l'argent*, ce n'est pas parce qu'ils l'ont ramassé au hasard des chemins. Ils l'ont *fait*, suivant l'expression caractéristique de la langue populaire. Le capital est un résultat, le fruit d'un effort patient. Tâchons de le multiplier. Le premier moyen est la production. On peut se représenter la masse des capitaux additionnés par le labeur des siècles et puiser, dans cette image, une certitude. Inciter notre population à produire davantage aura le triple effet de satisfaire nos besoins, de grossir le courant commercial et de constituer le capital par l'épargne.

À côté du progrès que nous constatons, tout à l'heure, il y a un point faible. Nous épargnons, mais insuffisamment, sans méthode, sans volonté constructive. Tous les économistes qui ont étudié ce problème ont déploré notre propension à la dépense futile, voire à un luxe naïf, et ont souligné que, en cela, nous différons tout de même des provinces françaises. Est-il besoin d'ajouter que la saine économie n'a rien à voir avec la ladrerie, non plus qu'avec l'avarice. Nous parlons ici d'épargne bâtitresse, intelligente et sobre.

Le capital créé, et facilité dans son élaboration par la comptabilité, il y a un deuxième pas à faire. L'épargne n'est féconde que si elle s'unit à l'industrie. Il faudra donc drainer, canaliser les capitaux vers nos champs d'action. C'est l'affaire d'institutions spéciales. Les banques d'émission ou d'épargne recueillent des dépôts et les prêtent au commerce ou aux administrations. Les sociétés de crédit, encore trop peu nombreuses, les caisses populaires, les banques d'affaires qui s'appellent au Canada des Trust Companies, les compagnies d'assurance qui placent une large part des fonds qu'elles encaissent, les organisations de toute sorte qui sollicitent, soit par des actions soit par des obligations, la participation du public, grouperont les ressources des particuliers et les répandront pour le bien de la collectivité, pourvu que l'on continue d'appliquer le principe de morcellement qui réduit à un minimum l'unité d'emprunt. L'initiative libre trouve là une tâche merveilleuse. Puisse l'appel de nos institutions être entendu par les nôtres ! La est la force dont nous avons tant besoin et qui solidifiera et nos familles et notre race.

\* \* \*

Le travail est l'agent actif de la production, et sans doute le plus intéressant, parce qu'il est le metteur en œuvre initial. Sans lui, la nature durerait dans une splendide sauvagerie, et le capital ne serait pas. Le travail est l'application des puissances humaines à la création des utilités. Comment le considérer ? Il est tour à tour d'invention, de direction, d'exécution. Trois mots qui vont nous permettre de voir si nos forces sont bien alignées.

Le travail d'invention, c'est la science dans l'industrie. Pour accentuer la différence entre notre époque et celle où les chercheurs agitaient leurs chapeaux pointus autour de la cabalistique des alchimies, on a dit que l'homme de science avait quitté son laboratoire pour l'usine. Le déménagement ne fut pas aussi brusque. Il est vrai, cependant, que le savant a transporté son

laboratoire et une partie de ses études à la fabrique, pour alimenter de plus près la réalité. Il s'est fait inventeur. Qu'il ait réussi, un siècle le proclame.

Encore que nous sachions cela, et que la guerre nous ait montré une fois de plus les avantages de l'union de la matière et de l'esprit, nous ne nous y sommes pas résolument pliés. Le jour point, toutefois, où nous recourrons enfin à l'organisation scientifique. Il nous faut des compétences spécialisées, des chimistes et des aides-chimistes par exemple. L'opinion paraît faite autour de cette vérité et l'idée bouge vers sa réalisation. Le cours de chimie industrielle institué à l'École polytechnique a donné des résultats dès la première année ; et les difficultés que nous traversons ont, seules, gêné une action si bien amorcée. Nous avons donc une école à qui demander des praticiens. L'objet de cet enseignement n'est pas de pousser à la sécheresse d'une spécialisation à outrance, mais de donner aux élèves, avec une forte culture technique, ce qui constitue pour eux, étant donné leur fonction d'ingénieur, une culture additionnelle et plus générale. Il n'est pas question d'en faire des savants car les savants ne se forment que longtemps après l'école, dans la solitude et la réflexion ; mais de les livrer à l'action, suffisamment armés, munis de leur art, et capables de faire valoir les intérêts qui leur seront confiés.

Ces jeunes gens ont passé à l'école quatre ou cinq ans pour devenir ingénieurs. Mais les autres ? Ceux qui ne disposent que d'un nombre plus restreint d'années et qui désirent simplement devenir chimistes ? Où iront-ils ? Où obtiendront-ils un diplôme ? Nulle part. Voilà pourquoi il paraît opportun de créer une faculté des sciences. Il en est d'abord d'excellentes raisons de principe ; et puis, il y a ce fait brutal que nous n'avons pas d'institution où l'on puisse étudier une science et l'approfondir.

Les hommes de laboratoire poursuivent des travaux pour améliorer les procédés, arrêter les fuites, récupérer les sous-produits, corriger les erreurs de fabrication, réduire le prix de revient. La recherche scientifique est à l'ordre du jour dans tous les grands pays du monde. Une commission nommée récemment par le gouvernement fédéral a déjà examiné des problèmes d'actualité et publié des mémoires en même temps qu'elle subventionnait les recherches de laboratoire auxquelles les professeurs de science se livreront davantage lorsqu'on aura allégé, pour eux, le fardeau d'un enseignement à jet répété. On considère en France, aux États-Unis et même en Angleterre, que la découverte scientifique est l'épanouissement du professorat. Comment voudrait-on qu'un professeur, chez nous, donne trois cours par jour, continue parfois l'exercice d'une profession, et rédige en plus des notes sur un problème de théorie, sur une démonstration expérimentale ? N'est-ce pas pourtant à l'avancement de la science, au développement normal de son cours que le professeur renonce ? La communauté est privée de mille progrès, faciles à réaliser ; et l'Université désespère de voir les siens apporter aux congrès, aux conférences, aux réunions d'études, des communications qui jetteraient sur elle de l'éclat. Le professeur est un condamné à la peine de vie.

On ne saurait trop insister sur le travail de direction dont dépend la prospérité de l'usine. Tel chef, telle entreprise. Le docteur Gustave Le Bon l'a maintes fois observé. "Les hommes aptes à diriger les grandes industries, écrit-il, sont rares, et dès que la capacité du chef diminue, les bénéfices s'effondrent. Vérité éclatante que les socialistes ne veulent pas comprendre. Dans l'état actuel de l'industrie, l'homme capable devient un instrument si précieux qu'il est toujours économique de le payer fort cher." Nous nous éloignons peu de ce que je viens de dire des inventeurs. Le directeur est encore une compétence spécialisée. Il sera technicien, financier ou négociant, suivant les services qu'il conduira ; mais il le sera en parfaite connaissance des causes et des effets.

Comment dresser ces chefs ? La culture générale donnée à nos hommes de profession y aidera beaucoup. Avec une connaissance suffisante des affaires, du droit commercial, de l'organisation des entreprises modernes, ils pourront, après avoir pris contact avec la pratique, diriger. L'École des Hautes Études commerciales prépare ceux qui veulent étudier les services de vente, l'administration financière, la conduite commerciale, la comptabilité. On n'a pas encore compris toute sa valeur. Le public ne résiste plus comme au début, mais il garde un reste de scepticisme, car il fonde sur la seule pratique le succès des affaires. La pratique est, sans doute, une grande école, nécessaire comme une leçon de choses, mais elle n'est pas tout. L'empirisme a sombré dans la guerre. Le peuple le plus porté à ne priser que les faits, à ne bâtir que sur les faits, est obligé aujourd'hui de se soumettre à l'idée ; et la théorie prend place partout.

Si nous réussissons à unir dans un même souci de l'expression les forces qui formeront une élite du travail, quel pas n'aurons-nous pas fait vers la supériorité, affirmation suprême de notre peuple ? Rares sont ceux qui expriment leur pensée, qui font profiter les autres du résultat de leurs efforts ! A qui demanderions-nous des articles sur les finances de guerre, sur les déviations du change, sur l'organisation des usines ? À quelques-uns peut-être, mais ils nous répondraient qu'ils n'ont pas le temps de les écrire. Qui ne voit le profit de posséder au milieu de nous des professeurs de pratique qui prêcheraient autrement que par l'exemple, ce qui n'est déjà pas négligeable. Combien d'autorités formées dans le mérite d'une vie consacrée à l'étude n'ont rien laissé, la mort venue, rien si ce n'est l'amer regret de se voir disparaître aussi complètement !

\* \* \*

Le travail d'exécution est réservé à la main-d'œuvre. On aperçoit tout de suite la valeur de cette force économique dont l'existence même et la fonction posent de difficiles problèmes.

Le travailleur a des qualités natives. La race, le moment et le milieu, dont il ne faut pas exagérer l'influence, contribuent à donner au travail d'exécution ses premiers caractères. D'origine française, notre ouvrier habite un pays qui



fut bâti par l'initiative individuelle, source d'une vie intense. Il tire de ces circonstances favorables sa débrouillardise, la rapidité de sa décision, son habileté, sa vigueur, son goût qui ne demande qu'à être relevé, son attrait pour "la belle ouvrage". Tout cela ne se manifeste pas avec évidence, mais il existe en chaque individu quelque chose de tout cela ; des enquêtes conduites en France, un article typique d'Hippolyte Taine et de nombreux témoignages rendus, ici même, par ceux qui embauchent la main-d'œuvre canadienne-française m'aideraient à le démontrer. Questionnez les constructeurs, les usiniers et les patrons qui requièrent des exécutants minutieux. N'est-ce pas le directeur de la maison Birks qui s'en est ouvert très nettement dans un catalogue qu'il a publié en français ?

Ces aptitudes fondamentales se développent par des actions diverses émanant des ouvriers eux-mêmes, des chefs de fabrique ou du législateur. Le travail s'organise ; la loi facilite et protège l'association ouvrière. Le travail a des limites de durée : la loi les fixe et régleme l'emploi des femmes et des enfants. L'alimentation et la division rationnelle des tâches assurent l'intensité du travail : la loi peut aider à la diffusion des notions d'hygiène alimentaire, mais c'est aux industries surtout de répartir le travail, d'instituer des méthodes pratiques, d'augmenter le rendement par l'étude des mouvements, de régler la capacité du producteur-homme par l'application modérée du taylorisme. Le travail effectué dans des conditions de salubrité se traduit, en définitive, par une économie de forces. Le patron a donc intérêt à obéir aux lois. Le travail enfin, né à la liberté depuis le siècle dernier, réclame la sécurité d'un régime maintenu par un réseau de dispositions législatives.

Avons-nous appliqué ce programme, tiré des contributions de spécialistes ? Ceux qui étudient de près ces questions pensent que nous avons encore à faire pour établir sur une base scientifique l'efficacité du travail ; et que, si nous avons un ensemble de textes de lois plus ou moins coordonné, nous aurions avantage à légiférer sur le contrat de travail et l'apprentissage, et à étendre le domaine du droit industriel.

L'énergie innée de l'ouvrier est aussi affermie par l'instruction. Que n'a-t-on pas écrit sur la "crise de l'apprentissage" ? L'industrialisme moderne exige une abondante main-d'œuvre ; et les conditions sociales poussent souvent vers l'usine les travailleurs de tout âge, préoccupés de gagner leur subsistance ou d'aider leur famille. Ils n'ont pas le temps d'apprendre un métier. Jusqu'à quel point cette conséquence du régime que subit le monde entier s'est fait sentir au Canada, nous ne pouvons que le présumer, faute de données exactes.

Quoi qu'il en soit, le plus sûr remède que l'on ait préconisé demeure l'enseignement technique. Nous y recourons donc pour procurer à nos travailleurs des situations plus rémunératrices, pour mettre notre population ouvrière en état de jouer un rôle plus élevé. La valeur du travail d'exécution comme celle du travail d'invention ou de direction se ramène à une question d'instruction, de relèvement. Pourquoi les nôtres seraient-ils chargés de ce que Ferdinand Brunetière appelle "le gros œuvre de l'humanité" ? Laissons à

d'autres les travaux des rues. Gagnons la grande industrie, c'est-à-dire les forts salaires, l'épargne, et, finalement, le capital ; ou restons dans les métiers d'art en cherchant à y exercer nos talents.

Des discussions récentes sur notre enseignement primaire ont abouti, par des voies différentes, à une conclusion identique : spécialiser dans une certaine mesure cet enseignement, soit au moyen d'écoles complémentaires, soit par la création d'un cycle spécial, sans abandonner bien entendu la culture générale. À ce premier anneau se rattache l'enseignement technique que répandent les écoles d'arts et métiers. Instrument d'une remarquable souplesse, nous n'aurons que bénéfice à l'employer. Les tâches de mérite demandent une préparation intellectuelle qui en rende digne. Multiplions les écoles professionnelles où l'ouvrier trouvera l'amour de son métier, du travail bien fait, un savoir qui le spécialisera, le moyen de défendre ses intérêts et de servir, à sa place, avec supériorité.

## - II -

[Retour à la table des matières](#)

L'activité revêt plusieurs formes et se ramifie à l'infini. Pour s'y reconnaître, on a fixé des types. On distingue l'industrie agricole, l'industrie manufacturière, l'industrie du commerce et de la finance, l'industrie des transports. Ces forces productrices, les avons-nous ? Nous n'en sommes pas dépourvus et nous ne sommes pas aussi gueux qu'on le prétend. Mais avons-nous notre part ? Non. Il reste à conquérir, à élargir. Un principe guidera désormais le monde : l'organisation. Non seulement dans la province de Québec, mais ailleurs, en France comme en Italie, au Japon comme en Angleterre, il faudra, pour profiter de la paix, pour triompher dans la paix, sinon pour vivre et durer, *organiser*.

C'est une tâche difficile et qui ne se fera pas en un jour ; mais j'indique des tentatives dont quelques-unes ont déjà été réclamées et paraissent, malgré leur forme encore hésitante, recueillir des suffrages.

Le sol est notre plus sûre richesse. Il a été notre refuge, et il est devenu, par le travail des siècles, une fortune fidèle. Le rôle du paysan prête à la poésie. Nous admirons le calme de sa tâche, la résistance de son geste. Il a su conserver les mœurs anciennes, beaucoup de la pureté de sa langue et nous sommes heureux de conduire vers lui les étrangers curieux de choses canadiennes : il est notre plus fort argument. Rien à changer là. Mais y changerait-on quelque chose en dorant un peu le sort de ce laborieux témoin ? La routine

est une mauvaise tradition. Partout un gigantesque progrès se poursuit, auquel nous ne pouvons pas rester fermés.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Malthus, dans un livre qui devait être le point de départ du darwinisme, posait le problème des subsistances. Combien de temps la terre suffirait-elle à nourrir l'homme ? Il s'inquiétait et prêchait la contrainte morale pour éloigner la terrible échéance. L'expérience s'est jouée de ses dires. L'agriculture, par ses renouvellements, a continué d'alimenter le monde. Aujourd'hui, elle est une science, et féconde ; une science que l'on enseigne et qui utilise les autres sciences et, en particulier, l'économie politique. L'agriculteur n'est plus le même homme. Il produit, il calcule, il vend, il expédie, il emprunte, il devient un homme d'affaires ; en politique, il va commander, il ordonne déjà. Il faut donc, en tout premier lieu, diffuser l'enseignement agricole. Si l'école n'atteint pas les agriculteurs qui sont la masse, les stations expérimentales, les fermes modèles et surtout les agronomes, plus nombreux et mieux rémunérés qu'ils ne sont, y suppléeront.

À quoi faut-il pousser d'abord ? À la production, comme on a déjà commencé de le faire. Rien ne sort de rien, et la richesse pas plus qu'autre chose. Il faut ensuite augmenter les rendements. Et si, à ce sujet, nous ne sommes pas prêts à admettre, malgré la statistique, l'infériorité de la province de Québec, ne refusons pas du moins de chercher dans les succès des autres des motifs de stimuler nos volontés. Il y a des millions à gagner. Enfin, si l'on considère les autres manifestations de la vie agricole, on constate tout le bien qui résulterait du développement de l'association sous toutes ses formes, de la mise en culture maraîchère des terres voisines des villes, de l'augmentation des facilités de transport, de l'organisation du crédit, qui apporterait à l'agriculteur, muni du capital foncier, le capital d'exploitation. On a déjà fait beaucoup ; mais des améliorations attendent que nous regardions un peu plus vers l'avenir.

L'industrie manufacturière du Canada évolue avec rapidité depuis une trentaine d'années. Chaque recensement montre l'accentuation de ce phénomène économique qui a, depuis l'est jusqu'à l'extrême ouest de notre pays, les mêmes conséquences sociales. En 1917, un journal de Toronto, en belle humeur, estimait à deux milliards les produits de nos usines. La province de Québec réclamerait de ce chiffre, peut-être exagéré, le quart, soit cinq cent millions. Est-ce trop insister que de revenir sur ce qu'une pareille situation révèle de travail accompli, de force acquise ? On répliquera que ces entreprises appartiennent à nos compatriotes d'origine anglaise, sinon à des Américains. Si cela est, et j'admets que c'est le cas le plus fréquent, n'est-ce pas l'occasion de demander aux nôtres un effort pour créer des industries et utiliser les matières premières qui forment la plus forte part de nos *exportations* alors que nous *importons* surtout des marchandises ouvrées, ce qui est un non-sens ?

Des difficultés existent, mais elles ne sont pas irréductibles. Quelles industries développerons-nous ? On peut, après avoir étudié les statistiques du

commerce extérieur et les recensements, exprimer dans des cas particuliers une opinion plus ou moins précise, indiquer des probabilités de réussite, délimiter un domaine moins exploité. Mais aussi longtemps que nous n'aurons pas fait l'inventaire de nos ressources naturelles, la réponse restera vague et n'aura qu'une valeur de théorie. Suffira-t-il même de s'arrêter au relevé de nos richesses ? Il faudra prévoir des débouchés pour les articles que nous produirons. Nous n'établirons pas, par exemple, les États-Unis nous ayant devancés, une industrie des colorants qui engouffrerait un capital énorme et serait réduite à notre marché.

Pour choisir, nous pèserons donc les facilités de production et d'écoulement. L'initiative individuelle, compétente et à l'affût du gain, jouera sa partie. L'État, enfin, aura intérêt, à cause de la situation budgétaire, à stimuler l'industrie manufacturière par une politique qui aura pour seul objet d'aider les énergies sans se substituer à elles, de crainte de désastres dont, heureusement, nous avons toujours été gardés dans cette province. Le pouvoir aurait-il besoin, pour exercer son action, d'un organe administratif qu'il serait expédient de créer un ministère de l'industrie, du travail et de la statistique, analogue à ceux que la guerre a fait naître ailleurs, et que ne gênerait guère l'article 91 de la Constitution ? Placé au centre de nos comités d'initiatives, acceptant la collaboration des associations de manufacturiers et des chambres de commerce, tirant des indications des documents venus de partout, il remplirait le rôle d'office industriel et prendrait vite une importance de premier plan.

Le commerce complète la production. On le dit extérieur lorsqu'il se dirige vers l'étranger ou en arrive, et intérieur lorsqu'il se borne au pays. La politique commerciale du Canada est protectionniste avec modération. Le principe est excellent et convient aux pays neufs, du moins pour l'industrie manufacturière. Tout en le respectant, on songe à l'adoucir par des réductions de droits. Souhaitons qu'une telle décision, en nous faisant concéder des traités de commerce, nous permette d'exporter plus largement nos produits.

Nous ne détacherons cependant pas notre attention du commerce intérieur qui est beaucoup plus considérable. Nul ne songe à abandonner le marché national aux seuls concurrents du dehors, quoique fort peu y prennent garde. Depuis la guerre, la clientèle s'est portée vers les marchandises canadiennes. Il n'y a qu'à profiter de ce mouvement qui grossit la demande. On y parviendra en organisant de très près le commerce de gros et le commerce de détail ; en rajeunissant les méthodes ; en abandonnant des procédés qui ont peut-être le charme mais à coup sûr le désavantage de l'ancienneté ; en fondant l'entreprise entière sur la comptabilité ; en n'ayant pas peur du progrès mais en l'aguisant, si on peut dire ; en bannissant l'esprit que manifeste cette parole d'un gérant à qui on conseillait de liquider des articles de prix devenus des rossignols : "Mais si nous les vendons, nous n'en aurons plus". Non, et ce sera tant mieux. Quand il n'y en aura plus, il y aura juste ce qu'il faut pour recommencer. Et, au besoin, avec l'appui d'une banque, que l'on obtiendra d'autant mieux que l'on fera valoir l'argument d'un bilan bien assis.

Les banques aident le commerce, c'est la limite légale de leur action. Elles opèrent avec les dépôts du public. Pour prêter, il faut avoir accumulé des fonds ; et les avances des banques sont bornées par les disponibilités. Les épargnants, de leur côté, refusent parfois de porter leur avoir à des caisses qui restent fermées à leurs demandes. Cercle vicieux qu'une volonté éclairée peut dérouler. Des personnes qui ont étudié les modes de crédit imaginés à l'étranger préconisent la création d'institutions qui prêteraient à l'industrie. Projet alléchant, dont les complexités ne doivent pas nous rebuter. On y viendra peut-être quoique d'une façon détournée si, la concentration de nos banques y poussant déjà, Ottawa établit une caisse centrale, une *Reserve Bank* fédérale, qui réescomptera les effets de commerce et augmentera les tractations financières.

Les transports sont les voies du commerce. L'étatisation des chemins de fer est du ressort fédéral et il en est ainsi de la marine marchande. Les statistiques de nos principaux ports montrent quels bénéfices nous ferions en prenant en main nos affaires. Ne trouverons-nous pas à employer nos forces de travail dans les chantiers maritimes dont le nombre va grandir encore ? Nous y étions maîtres autrefois ; et c'est pour qu'une aussi vaillante tradition ne tombe pas qu'un Canadien français a surveillé les travaux de construction du premier navire lancé à Montréal, l'année dernière. Les routes sont du domaine provincial. Le réseau se dessine et atteint les centres de colonisation. Bientôt la province sera ouverte, non seulement au tourisme, ce qui est loin d'être à dédaigner, mais au trafic. La production aura des chemins vers les marchés. En accélérant la circulation, on aura hâté la transformation du travail en capital : point où le cycle s'achève pour renaître aussitôt.

\* \* \*

Marquons deux conclusions.

On arguera peut-être du caractère de notre race pour douter qu'elle "s'affectionne aux affaires", comme on disait joliment au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais, outre que la France est le pays le plus riche du monde, et non pas heureusement le plus pratique, ne découvrirait-on pas des preuves, et vivantes, du succès de Canadiens français ? Aux exemples que citait M. Alfred Lambert, en 1917, combien n'en ajouterait-on pas si on regardait autour de soi, et si on prenait soin de soulever les lettres de raisons sociales d'allure étrangère pour découvrir des hommes qui nous ressemblent comme des frères ? Sait-on que la *Canadian Rubber Company*, la *Dominion Oil Cloth*, la *North West Buffalo Robes Company*, la *Dominion Glass Company* ont été conçues et organisées avec le concours de M. Joseph Barsalou, dont le nom n'a rien de japonais, et qui, de plus, a fondé la maison *Joseph Barsalou et Compagnie* ? Est-il même besoin du passé ? La liste des membres de nos chambres de commerce nous instruirait singulièrement si nous y cherchions les éléments d'une addition d'un genre nouveau et qui aurait son poids. Cela ne veut pas dire qu'il faille crier :

"Honneur à la province de Québec" ; mais bien que la province de Québec peut être à l'honneur.

Qui n'admettra, à ce dernier trait, que les forces économiques ne soient des forces nationales ? Notre vie fut une lutte. Comment y persévérerons-nous si nous négligeons ce que notre temps nous apporte de valeur ? La richesse nous rendra puissants. Non pas, je le répète, pour ce qu'elle est. Que ceux qui en sont détachés lui jettent un premier dédain, et nous ne serons pas loin de leur donner raison. Des millionnaires imbéciles - quelle joie dans cette union - n'achèteraient pas un mot d'esprit. Le thème est connu, trop sans doute, et jamais pour nous, il ne sera usé. Mais il ne s'agit pas uniquement d'esprit, ni même de sentiment. Ne soyons ni des pauvres ni des parvenus. La thèse ne va pas sans contrariété. La richesse est un moyen, et un moyen de développer notre innéité, nos qualités ethniques. Ce mot élague l'idée de quantité, de production à outrance, du *business is business* envers et contre tout. Nous emploierons la fortune à bâtir la cité, à fortifier notre intelligence, à faire rayonner l'art, à forger nos volontés, à apprendre la maîtrise de soi.

Car il faut que la cité demeure. "Malheureux, a-t-on dit, qui voulaient être citoyens sans qu'il y eût de cité, et tenir leurs richesses de la main de leurs destructeurs". Et cette phrase est vieille comme Montesquieu et vraie toujours. Si les forces matérielles sont inférieures, qu'elles soient le fondement et l'armature ; qu'elles soutiennent l'édifice que dominera toute la hauteur du coq gaulois. Hâtons-nous vers ce progrès sans le mépriser. Ne disons pas que nous sommes trop jeunes. Au fait, quand donc serons-nous prêts ? Il ne nous manque plus que la richesse ainsi entendue pour que se perpétue ce que, bien des années avant Maurice Barrès, le Père M.-A. Lamarche appelait, depuis la chaire de Saint-Jacques, "le miracle canadien".

La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

# IV

## L'indépendance économique

*(Janvier 1921)*

[Retour à la table des matières](#)

On reconnaît aujourd'hui que la question économique importe. La guerre y a été pour beaucoup. Le peuple a touché la réalité qu'il ignorait, porté le coût de la vie, rendu la monnaie des changes internationaux. Il a surpris et mis en mouvement le mécanisme des emprunts d'État. Ce fait a eu d'importantes répercussions. À l'appel des gouvernants, la puissance de l'épargne s'est révélée et ce que nous soupçonnions a été démontré : nous avons du bien, plus que nous ne pensions ; nous pouvions être capitalistes et, en fait, nous l'étions. La réserve de chacun, ajoutée à celle du voisin, formait un total impressionnant. Et nous avons compris la force de cette revanche, le bienfait de ce pouvoir, désormais partagé plutôt que subi.

L'événement a fait plus que les phrases alignées dans les revues sévères par des spécialistes habitués aux horizons sans écho, et qui, vivant loin des comices, n'étaient pas entendus. On traitait de rêveurs ceux qui rattachaient à la solidité des champs et de l'usine une libération prochaine. Ils viennent redire une leçon, si familière à leur pensée que, peut-être, ils ont fini par en

douter. La confirmation des faits leur est douce. La doctrine et la vie se rapprochent ; le problème économique intéresse et retient. On le pose, et cette fois dans son ensemble et dans ses aboutissements ; on le pose, il est vrai, avec précaution, et si on consent à lui accorder un excès d'honneur, c'est en le couvrant de quelque indignité. Enfin, on le pose et c'est beaucoup.

\* \* \*

Qu'est-ce qui nous a retenus loin des préoccupations économiques ? Deux objections, fondées sur les droits de l'intelligence et de la morale, et qui exigent l'entente d'une définition.

L'économie politique étudie l'ensemble de l'activité humaine qui produit et distribue les richesses. Ce dernier mot, d'où vient tout le mal, fut ramassé dans la langue populaire par les fondateurs qui lui donnèrent un sens nouveau. Les richesses sont-elles uniquement l'or et l'argent ? Pas un économiste qui le prétende, fût-ce le libéral le plus pur. Seule l'école des bullionnistes, qui touche au moyen âge, l'a cru ; et déjà les mercantilistes le niaient. On admet depuis longtemps que l'argent et l'or, s'ils possèdent une valeur propre, ne sont qu'un signe, une mesure. Les richesses sont les utilités qui satisfont les besoins de l'homme. Ces besoins déclenchent l'initiative ; ils ne sont pas tous de première nécessité et l'économiste rêve de satisfaire des besoins intellectuels ou moraux. Pour l'économiste, ce sont des truismes. Un livre, une oeuvre d'art, une bibliothèque, un musée, sont, aussi bien qu'une denrée, un combustible, un vêtement ou une habitation, des richesses parce que ce sont des utilités, c'est-à-dire, à des degrés divers, des moyens de satisfaction. Je l'entends ainsi avec bien d'autres. Dès lors, l'accord paraît facile à ceux que n'aveugle pas le parti pris.

On ne sacrifiera pas l'intelligence à la matière. Les richesses, dans un ensemble ordonné, ne sont qu'un acheminement, une amorce, un moyen. La construction d'une université ou d'un hôpital est une question d'argent. L'oeuvre d'enseignement ou l'oeuvre d'assistance s'érigent sur la matière. Certes, le sacrifice a fait beaucoup autrefois pour entasser des matériaux, dresser des murs, déployer des toits, lancer des flèches ; mais nous vivons dans notre siècle. Le mal est fait.

Placé au sortir de l'enseignement français en face d'une tâche, j'écrivais en 1910 : "Le sens pratique a créé des peuples comme l'idéal, jadis, en a formé ; mais les nations qui ont connu d'abord la vie économique éprouvent, une fois grandi, le désir, le besoin, de chercher dans la culture intellectuelle un élément qui les complète, fussent-elles nées dans une époque d'égoïsme et eussent-elles fondé sur les affaires un empire dont la grandeur bientôt ne leur a plus suffi. Ce sera le mérite de l'industrialisme d'avoir permis à l'homme de vivre un peu plus la vie de l'esprit et du cœur en assurant un peu mieux chaque jour la vie du corps. À côté du sillon, nos usines ont grandi. Nous avons fait de merveilleux progrès et nous sommes devenus une nation productrice qui compte et qui prend place dans les préoccupations politiques et économiques



du monde contemporain. L'heure de l'idée est donc venue pour nous. Qu'une vie intellectuelle plus intense naisse de notre existence matérielle assurée. On disait autrefois : *Emparons-nous du sol* ; on a écrit hier : *Emparons-nous de l'industrie* ; disons à notre tour : *Emparons-nous de la science et de l'art*. Illuminons de ce rayon notre histoire, où, suivant la belle expression de M. Hector Fabre, "pas un recul ne se trouve".

On me pardonnera de rappeler ces paroles, inspirées par le retour au pays et par la création d'une école supérieure. Bien souvent je les ai répétées et je les reprends aujourd'hui sans y rien changer. La richesse accumulée a pour fin la civilisation. La France, notre patrie d'origine, y a dès longtemps consenti. Elle ne s'est pas désintéressée de la fortune qui est une des raisons de son succès dans la pensée et dans l'art. Les Croisades et la Renaissance ont, par l'industrie et le commerce qu'elles ont fait fleurir, préparé l'ensoleillement des grands siècles. Henri IV et Sully ont regardé au delà de l'économie nationale qu'ils fondaient sur l'agriculture ; Louis XIV et Colbert, en créant la manufacture royale, en animant les métiers, en inaugurant une politique industrielle encore maladroite, ont voulu asseoir sur une base solide la supériorité française. Les Flandres opulentes ont produit l'école d'art la plus belle. L'Angleterre, livrée aux puissances d'argent, doit tout de même une part de sa renommée à ses poètes et à ses savants. Les États-Unis, encore enlisés dans les sables d'or, construisent des monuments, multiplient des enseignements où, parmi des naïvetés de parvenu, on perçoit la recherche de satisfactions intellectuelles.

L'intelligence créatrice garde ainsi ses droits sur la richesse dont elle se sert pour aller vers des fécondités nouvelles. Le chercheur, l'inventeur, le penseur, l'artiste, vivent et agissent. Le peuple, qui apprécie ses loisirs, proclame ses véritables chefs et les suit. Vision trop optimiste ? Sans doute, et irréalisable. Est-ce une raison pour ne pas l'indiquer ? On craindra encore que la richesse ne se tourne contre l'intelligence. Il se peut, si l'histoire des décadences le démontre. Le peuple qui s'enrichit est perdu s'il ne prend de la fortune que son culte. La modération est le point difficile. Est-ce une raison pour ne pas le prévoir ni le fixer, pour s'abandonner aux forces aveugles ? Pour éloigner le danger, nous userons d'une surveillance constante sur nous-mêmes, nous repousserons le matérialisme, nous nous rappellerons la pondération de notre génie, nous instruirons le riche, qui ne sait jamais trop ses devoirs et toujours assez ses droits, nous ne sacrifierons au sens pratique que juste ce qu'il faut pour révéler nos qualités, nous vivrons et nous progresserons par nous-mêmes et nous nous refuserons à servir les autres. Il y aura des victimes ? Combien y en aura-t-il sans cela ?

\* \* \*

Ne faisons pas céder la préoccupation morale devant la poursuite des avantages pécuniaires. La moralité est un élément de la science économique. En veut-on des exemples ? Sur quoi repose la production ? Sur l'ordre. Que demande-t-on aux pays producteurs ? Des hommes ; et le principe de

population est un principe moral. Qu'est-ce que l'homme même, moteur initial de l'activité économique ? - Un être raisonnable. Que réclame-t-on de l'ouvrier, outre l'habileté ? - La conscience. Pourquoi supprime-t-on les industries nocives ? Sur quoi se fonde la lutte contre le monopole, sinon sur la déloyauté d'une concurrence ? Qu'est-ce qu'un juste salaire, un bénéfice raisonnable, des intérêts sans usure, un prix maximum ? Et si les producteurs oublient volontiers toutes ces choses, cela démontre-t-il que le bon fonctionnement de l'ensemble économique n'en exige pas le respect ? La circulation ordonne d'assainir la monnaie. Le protectionnisme est la mise en oeuvre d'un sentiment puissant sur les foules. Il n'est pas jusqu'au prix de vente qu'une moralité de la consommation ne se charge de ramener dans des limites normales. Le luxe exagéré n'est qu'une brillante inutilité, une perte condamnée par les économistes.

C'est un aspect seulement de la question. La richesse, ai-je dit, n'est qu'un moyen ; la satisfaction morale dans la paix et le bien-être est le but suprême. Que ce ne soit pas pour demain ne légitime pas la reculade devant le reproche d'utopie. L'intérêt guide le monde économique. Sans aucun doute, mais est-ce une raison pour n'y rien faire ? Piètre science, qui, établissant la nécessité de l'ordre, ne reconnaît pas que les abus engendrent la révolution. La législation a précisément pour objet d'opposer le bien de tous à la volonté de chacun. Les lois supérieures de la moralité contraignent à de justes limites les lois économiques.

Jamais les économistes n'ont dit cela ? Il y a d'abord économistes et économistes et, chez nous, on a tendance à l'ignorer. Des ouvrages honnissent les *orthodoxes*, qui sont confondus avec les économistes, sans qualificatif ; et cela suffit pour que l'étiquette serve à tous. Ici, l'École libérale engouffre tous ceux qui s'efforcent d'écrire sur l'économie avec quelque indépendance et, comme elle effraie - on oublie qu'il y a une école libérale catholique - on y a vite ramené tous les suspects. Les libéraux nous ont donné d'excellentes leçons et des arguments ; mais, en matière de répartition des richesses, ils ont formulé la doctrine déplorable du *laissez faire* qui, d'ailleurs, les a tués. Partout la réaction est vive. Il n'est plus *d'inhumains*, s'il est encore des économistes qui croient à la liberté.

L'effort vers la moralisation vaut qu'on le tente. Les besoins humains sont à la base de l'économie ; plus ils se développent, plus les complexités de la vie économique s'accroissent. Nous subissons la loi de l'extensibilité des besoins, n'étant pas autrement faits que le reste des hommes. Nous la subissons déjà : nos villes attirent chaque jour davantage l'homme que la terre ne satisfait plus, et ce qu'on appelle le *centre urbain* se modifie à vue d'œil dans un sens qui n'est pas toujours heureux, La misère monte à côté de la fortune. Richesse ou dénuement, il arrive que l'on ait à choisir. Nous touchons au problème individuel dont l'angoisse est souvent la source des pires faiblesses. Les forces agissent. Il est temps que l'on accepte le mouvement économique pour le diriger en respectant les principes sains de la production. Ce qui ne se fera pas avec nous se fera sûrement sans nous et, peut-être, contre nous.

\* \* \*

La question économique se pose donc pour les Canadiens français, historiquement. Dès 1912, j'indiquais cette nouvelle étape de notre vie nationale, qui demeure une longue défense. Nos ancêtres, en fondant ce pays, ont créé un de nos titres de noblesse. Maîtres d'un domaine de royale étendue, ils ne subissaient que leur destinée et n'avaient pas à s'interroger pour demeurer français. Après la conquête, la terre fut leur première résistance. Ils prisait le salut plus que la richesse. L'ambition eût détourné leur énergie et amoindri leur obstination. Paysans, ils comprirent qu'ils avaient le temps avec eux : ils ont duré. Leur volonté, tapie jusque-là, passa à la tribune. Servis par leur intelligence, préparés par l'étude des principes constitutionnels anglais, ils obtinrent que la loi consacraît leur attitude et que, désormais, le droit à la justice fût le droit de chacun. Depuis, l'essor économique s'est produit. Cinquante années ont transformé notre pays et nos habitudes ; aux anciennes luttes politiques s'ajoute la menace d'une domination aux aspects pacifiques, tentée par des intérêts puissants.

Un peuple doit s'adapter aux conditions qui l'entourent ; et une minorité meurt qui n'agit pas. Vivre, c'est réagir, c'est combattre, c'est rétablir un équilibre. Nous n'avons pas de sort à subir, mais une histoire à poursuivre. Les forces que l'on met en action parmi nous et grâce à nous, nous les possédons si nous en détenons la source. Attendrons-nous que l'on nous ait dépouillés d'un gain dont nous pourrions tirer parti ? Négligerons-nous, par un ascétisme dangereux, le vaste champ qui fut notre partage ? Renoncerons-nous à l'indépendance économique, possible actuellement dans de modestes limites que les années élargiront et qui, avec un peu de ténacité, grandira jusqu'à la conquête ? Le passé nous commande le progrès. L'action disciplinée n'est pas une renonciation mais une continuité vers le mieux. Nous avons beaucoup à faire : affermir, instruire, secourir, produire, manifester, vaincre, rayonner. Une étude superficielle de notre situation révèle des insuffisances périlleuses, et qui ont presque toujours pour cause une misérable question d'argent, de cet argent que d'autres empochent et que notre travail frappe à l'effigie des princes. L'enrichissement progressif, disséminé plutôt qu'accumulé en quelques mains, la fortune et non le *milliardisme*, sont, dans les bornes que ces lignes marquent, un devoir de l'heure.

\* \* \*

C'est chose faite, pour une bonne part. Nous sommes déjà plus riches que nous ne croyons ; mais pas assez, pas assez pour nous. Notre avoir s'est constitué au petit bonheur, sans directives, sans souci des pertes, sans préoccupation de l'avantage commun. Il y a mieux à faire : mettre de l'ordre dans une honnête maison.

Nous voici aux moyens pratiques, où nombre de lecteurs nous attendent : médecin, guéris-toi d'abord. Évidemment, il est malheureux que je n'apporte

pas l'argument d'une fortune ; mais le conseil en vaudra-t-il moins, si ceux qui sont le mieux partagés, liés à l'action quotidienne, n'ont ni le loisir, ni le goût de philosopher ?

Notre progrès économique est d'abord une question de méthode ou, si l'on veut, d'organisation. Si le problème est attachant, l'école ni la chaire ne s'en désintéresseront plus. Je n'ai pas l'intention de glisser une matière nouvelle dans le programme de l'école primaire : les principes de notre économie trouveront place dans l'histoire et la géographie. L'enseignement technique formera nos ouvriers et nos artisans. Nous aurons toujours besoin d'une main-d'œuvre adroite ; c'est un des éléments de toute entreprise. Sans doute ne négligerons-nous pas l'art, en particulier l'art décoratif. Sur ce point, nous reculons, nos talents se perdent. Plusieurs métiers d'art renaîtraient et prospéreraient à la longue. Le meuble et les objets qui agrémentent la vie domestique et l'enrichissent d'impressions inépuisables seraient fabriqués ici plutôt que de venir d'Italie, d'Angleterre, des États-Unis ou du Japon. Si l'on désire aujourd'hui offrir à quelque voyageur un souvenir du terroir, on n'a de choix qu'entre un cendrier à tête d'Indien ou une paire de pantoufles agrémentée de passementerie, qui permettra au noble étranger d'évoquer, plus tard, près de ses chenets, l'indéracinable légende du peau-rouge. C'est ainsi.

L'école supérieure façonne le spécialiste. Rien n'est appréciable comme une compétence, et dans tous les domaines. L'agriculture, l'industrie, le commerce, en exigent plus que jamais ; et la nation en réclame à son tour. Un enseignement scientifique efficace, voilà le mot d'ordre. Nous avons un vif intérêt à augmenter ce qu'on peut appeler, en dépit des discussions théoriques, notre capital intellectuel, issu comme l'autre du travail et d'une lente évolution, mis à part, comme l'autre, sous la forme de principes. Un type d'homme surtout est à créer : le producteur. Le mot inventeur ne suffit pas à qualifier celui qui, tel l'artiste dans sa sphère, imagine une entreprise, la fait jaillir d'une observation, l'élève dans son esprit et la campe dans la réalité. Ce type, que nous avons déjà connu ici et là - un Masson, un Barsalou, un Dubuc, d'autres encore - sera multiplié par l'influence du milieu, nécessaire aux affaires comme il l'est à la littérature.

L'enseignement supérieur prépare encore à la vie. Une élite n'est pas un ensemble amorphe d'hommes de profession ; elle joue un rôle. Nos jeunes gens continueront-ils à partir vers les responsabilités sociales sans préparation ? Parlez donc à quelques-uns de la réciprocité ou de la participation aux bénéfiques ! Heureusement, un mouvement se dessine ; et des écoles s'en prennent à l'actualité, qu'elles fondent sur l'histoire et la philosophie. Il en sortira plus de bien qu'un public inattentif ne présume. Mais il faut faire naître des vocations, porter les curiosités vers la sociologie, l'économique, la haute politique, orienter une partie des études secondaires vers les questions du jour, éveiller des chercheurs.

L'opinion, ainsi mûrie et rendue unanime, facilitera la poursuite du succès. Que l'idée de l'expansion économique devienne sentiment, et la cause est

gagnée. Ce sera l'heure de la politique ; l'organisation descendra des parlements vers la foule. Les gouvernants écouteront les associations, les comités d'initiative, les chambres syndicales et nous donneront les organes nécessaires au fonctionnement de la machine économique. Un ministère du commerce et de l'industrie étendrait les relations d'affaires, encouragerait les débuts, pousserait à la constitution des capitaux, affermirait les réussites. Laisser les choses s'arranger d'elles-mêmes serait malhabile quand des pays, plus avancés que le nôtre, fondent leur espoir sur l'organisation. Laisser faire, c'est dorer la routine ou libérer l'anarchie. Organiser, c'est savoir et prévoir ; c'est créer l'ordre.

\* \* \*

L'essor économique dépend, en second lieu, de l'application de l'activité à la mise en valeur du domaine national. La production résulte de l'action de l'homme sur le milieu. L'homme, intelligence et force, crée le capital. Le capital, germé du travail, accumulé dans la suite des années, devient un merveilleux instrument de progrès.

La nature canadienne est généreuse. Nous possédons des richesses que nous gagnerions à connaître mieux. Établissons ce que nous avons et ce que nous n'avons pas. Nous devons certes utiliser toutes nos richesses, mais n'est-ce pas un peu trop dire pour le moment ? Cultiver le sol, notre principale ressource, est facile ; faire valoir le sous-sol, les chutes d'eau et même les forêts pose la question des grandes entreprises. Elles sont possibles, puisque quelques uns des nôtres y ont réussi, mais elles exigent de forts capitaux et des études, et cela ne nous permet d'avancer qu'avec prudence.

Nous avons la main-d'œuvre. La population d'origine française progresse encore d'une manière normale. Elle est pourtant décimée par la maladie et perd inutilement des forces. Nous ne sommes pas pénétrés de ce que représente l'être humain pour une minorité. Une action vigoureuse combattra le mal.

Nous avons l'intelligence. C'est une source de laisser aller et de propension au moindre effort. Nous ne travaillons pas assez ; et le travail seul enrichit. Il asservit la nature, permet l'épargne, met en réserve le capital, distribue les biens. La culture augmente ses bienfaits. Il est pressant de grossir notre avoir intellectuel et de former des producteurs.

Avons-nous le capital ? Oui. La confusion que l'on fait de l'or avec la richesse nous empêche, encore ici, d'y voir clair. Le capital, c'est le travail incorporé dans les instruments qui servent à produire, tels les bâtiments, les terres cultivées, les matières premières, les approvisionnements. Le fonds de consommation s'y ajoute : habitations, ameublements, réserves individuelles. Des sommes, placées à la suite de chacun de ces mots et totalisées, dépasseraient le milliard. Avons-nous ce que Bouchette appelait le capital médiat, le capital espèces ? Cela ne se discute plus. Nous avons versé des millions aux

emprunts de guerre. La preuve est faite. Il n'y a qu'à diriger, à utiliser avec sagesse cette force naissante.

Donc, la base est suffisante ; non pas définitive ni parfaite, mais suffisante. On peut construire, après avoir éprouvé les matériaux. Mais où porterons-nous d'abord notre activité ?- Vers les besoins de notre population.

La nature, le travail et le capital sont les éléments de l'industrie, qui revêt plusieurs formes : agriculture, fabrication, commerce, finance, transports, services professionnels. Que choisirons-nous ?

L'utilisation directe de nos ressources économiques, l'exploitation des mines, des forêts, des chutes d'eau, sont, je le répète, des solutions coûteuses. La comparaison des statistiques d'importation et de fabrication, de ce que nous achetons et de ce que nous ne fabriquons pas, nous donne des indications précieuses mais incomplètes, que ne négligera pas cependant celui qui veut produire. L'analyse de notre consommation nous livre quelque chose de plus précis. Nous sommes deux millions qui avons les mêmes besoins, qui devons nous alimenter, nous vêtir, nous loger. Tenons aussi compte des besoins intellectuels, artistiques, moraux.

Développons d'abord les industries de première nécessité, comme nous avons fait pour une partie de l'alimentation, pour le vêtement et la chaussure, pour les matériaux de construction. Nos besoins sont surtout satisfaits par d'autres que nous ; pourtant, lorsque nous avons voulu nous en donner la peine, nous y avons réussi. Ceux qui désirent s'en convaincre n'ont qu'à visiter la plus modeste épicerie ; la géographie de l'Ontario s'y étale, mais le succès récent de produits canadiens-français leur montrera la réalité d'une première conquête.

Cela implique que nous achèterons des nôtres ; mais à la condition que les articles produits par nos fabricants et les marchandises vendues par nos négociants vailent les produits et les marchandises de leurs concurrents. La moindre négligence sera fatale. Livrons un produit français, sérieux, bien présenté. Il gagnera notre marché et, ce qui sera réjouissant, le marché du voisin. Il y a, là encore, des exemples. A prix moindre et à valeur égale - ce qui est possible au moins lorsque la lutte se fait contre l'importation - le succès est assuré.

Pour le produit de luxe, même méthode. Il naîtra plus lentement. Mais qu'il naisse ! Nous manquons d'art et de beauté. La prospérité aidant, on achètera quelques toiles ; quelques statues de nos artistes, au lieu du léché commercial et du marbre exotique ; quelques jolis morceaux d'ébénisterie, plutôt que des meubles manufacturés ; des objets ou des produits qui ne sortiront pas des maisons à succursales.

Voilà pour les industries secondaires, que l'agriculture alimentera puisqu'elle demeure l'industrie de base. Elle offre un intérêt économique de

premier ordre, et nous la possédons ; c'est d'elle que nous tenons notre avoir. Interrogez les banquiers et les financiers qui placent les valeurs mobilières : les millions viennent du bas de laine paysan. C'est l'épargne française, exactement ; une tradition qu'on retrouve dès qu'il devient utile d'y recourir. Aussi les efforts que l'on fait pour étendre la production agricole sont-ils excellents. Mais tout n'est pas parfait, même dans ce domaine. Là, comme ailleurs, il faut organiser, rompre la routine, enseigner. L'exploitation des centres plus rapprochés, l'extension de la culture maraîchère et de l'élevage, la coopération, demeurent des problèmes essentiels, qui seront résolus dans le sens que j'indique pour le développement industriel. L'agriculture est aussi une force sociale qui permet toutes les résistances. Serions-nous dépourvus du reste qu'elle nous sauverait encore. Les autres industries débutent : elle persiste dans l'ordre, la paix et la vie.

Ces oeuvres, et d'autres qu'il me faut négliger, sont fécondées par le crédit et la finance qui sont d'importants rouages de notre organisation économique. Les produits s'échangent contre les produits par le jeu du crédit, sans que l'or intervienne autrement que comme garantie finale. L'agriculture, l'industrie et le commerce naissent du crédit et en vivent. On voit quel appui la finance, qui règle le crédit, apportera à l'économie nationale.

On doute de nos institutions de crédit. Aident-elles, peuvent-elles aider ? Est-ce timidité devant les risques ou insuffisance des dépôts ? Prêtez-nous et nous vous prêterons, ont répété les banquiers. La désertion d'un grand nombre des nôtres, qui vont vers les banques anglaises, montrent qu'ils ne reçoivent peut-être pas toujours ce qu'ils demandent. S'il y a un malentendu, il est malheureux ; que toutes les bonnes volontés s'emploient à le dissiper. Il faut intensifier la collaboration du public, tâche que les banques accompliront par la publicité. Tenir sa finance, c'est être maître chez soi.

Un marché de valeurs mobilières s'est constitué en dehors de la Bourse. La vente des obligations, facilitée par les banques, a servi les pouvoirs publics et l'industrie. L'obligation, aujourd'hui que le prêt sur hypothèque tend à diminuer, est un placement recherché. Sa solidité dépend de l'entreprise qu'il seconde. Quoi qu'il en soit, le mouvement est intéressant ; il pousse à l'épargne en assurant l'emploi des disponibilités. Il a pris de l'ampleur et donné des résultats ; il pourrait s'étendre encore. Des banques d'affaires, qui étudieraient et mettraient en marche les entreprises nouvelles, rendraient les plus grands services. Il y a là quelque chose à tenter.

\* \* \*

Nous avons de la besogne. Des complexités inattendues - nous ne vivons pas isolés - peuvent exiger que nous décuplions notre effort. Ayons confiance et comptons sur le temps, qui est un auxiliaire, et sur nous qui sommes les artisans de notre avenir. Agissons avec méthode et dans l'harmonie. N'abandonnons pas à elle-même la fortune qui se crée ; apprenons surtout à utiliser la fortune faite. L'obésité dorée nous répugne tout autant que la satisfaction

têtue. Créons pour l'utiliser le premier élément d'un progrès plus lointain. Enrichissons-nous pour faire rayonner notre innéité française, pour qu'une question d'argent ne retarde plus nos volontés et la satisfaction des plus nobles besoins. Ce n'est qu'un moyen, la fin en vaut la peine.

*Janvier 1921*



La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

## V

# Errol Bouchette et l'indépendance économique du Canada Français

*(Janvier 1919)*

[Retour à la table des matières](#)

Errol Bouchette est plus qu'un précurseur. Pour plusieurs, il est un maître ; et qu'il ait prêché dans le désert le grandit à leurs yeux. *L'Action française* lui rend témoignage en plaçant son nom en tête de ceux qui demeurent une incitation au travail. On songe, en réveillant la pensée de ces morts, que nul effort n'est vain. Ils corrigent nos défaillances. Inattentifs aux querelles qui sont chez nous de tradition, ils ont obéi à la vérité ; ils ont bâti et, à cause de cela, ils méritent de vivre. L'avenir, d'ailleurs, leur rendra justice.

Errol Bouchette a passé la dernière partie de sa vie à Ottawa. Il était attaché à la Bibliothèque du Parlement où il poursuivait ses études d'économie politique et de sociologie. Il a publié plusieurs ouvrages, mais l'essentiel de sa pensée vit dans *l'Indépendance économique du Canada français*, où il a jeté les idées jaillies de ses observations, et où se trouve la formule de sa foi. Je ne

fais que dégager les points saillants de sa doctrine là où il l'a laissée ; car la mort a mis fin brutalement à sa carrière. Il n'a pas pu revoir les dernières épreuves de son livre, qu'il avait cependant remanié. Dans la préface, il affirme son intention d'éclairer l'opinion sur le devoir prochain. Cette préface fut composée d'un trait, avec confiance. Elle est brève ; elle montre ce que l'expérience réalise chaque jour ; prévoit le danger et suggère le remède. La lutte n'est pas finie et la richesse qui vient nous apporte, avec des jouissances ignorées jusqu'ici, l'obligation d'accomplir d'autres conquêtes et de nous prêter à de nouvelles générosités. La question nationale devient une question économique : notre avenir ne sera assuré que par un effort vers la possession des industries et l'exploitation méthodique des ressources de notre pays.

\* \* \*

Errol Bouchette divise en trois régions l'immense étendue de notre territoire : le Canada oriental, le Canada central, le Canada occidental.

Le Canada oriental comprend le groupe des provinces maritimes et la province de Québec. C'est dans cette province surtout que la race française a pris racine et s'est développée. En 1901, le Canada oriental renfermait plus du tiers de la population du pays, soit 2.542.326 habitants. L'apport de l'élément français était de 1.462.955. En 1911, le Canada oriental comptait 2.940.667 âmes, soit encore plus du tiers de la population totale, et le groupe français 1.768,815.

"Si la progression numérique est un facteur important dans l'économie d'un peuple, écrit Bouchette, le degré d'instruction ne l'est pas moins." L'enseignement, dans notre province, a-t-il été jusqu'ici suffisamment pratique et méthodique ? A-t-il été adapté à notre situation ? Il ne suffit pas d'enseigner, il faut former. Si le défaut capital des Canadiens français est *le* manque d'initiative et de volonté, on corrigera ce penchant à l'indolence *en* développant le sens de la responsabilité, le souci de l'action ; on fera en sorte que l'éducation exerce sa fonction sociale. Orner l'esprit est bon ; préparer à la vie, à *notre vie*, est mieux. Nous sommes une minorité et nous devons puiser dans l'enseignement pour conserver nos qualités ethniques, défendre nos droits, maintenir nos positions, grandir notre rôle, exercer nos devoirs de citoyens, acquérir plus de force en acquérant plus de valeur.

Ne rejetons surtout pas ce que nous avons accompli jusqu'ici. Notre enseignement supérieur nous a donné des hommes de mérite et qui ont fait triompher notre cause ; ne détruisons pas l'origine de ces énergies. "Détruire, écrit Bouchette, c'est presque toujours rétrograder. Détruire les collèges classiques, ce serait enlever au Canada français son principal élément de supériorité, ce serait le décapiter une seconde fois ; négliger l'école primaire, c'est préparer un autre genre de destruction, celle qui atteindra l'influence qu'exercent aujourd'hui les directeurs de l'enseignement dans notre pays." L'instruction doit, avant tout, dégager les aptitudes d'un peuple, utiliser pour le bien des forces qui peuvent se manifester maladroitement, ajouter à la vigueur

physique de la race plus de vigueur morale, et donner à ceux qui se préparent à la lutte, non seulement pour l'existence mais aussi pour la conquête, des raisons profondes, naturelles et saines qui tiennent en éveil leur volonté, qui forment leur personnalité et déterminent leurs attitudes.

Le Canadien français est resté fidèle à ses origines. Dans le passé, il a fait preuve d'une belle résistance. C'est qu'il a été à l'école de l'adversité, la meilleure qui soit. Il obéissait à une discipline. Mais depuis que l'évolution économique a bouleversé ses conditions d'existence, il semble ne s'être pas bien adapté au milieu nouveau. Il n'a plus les mêmes motifs apparents de se défendre. L'agriculteur est intelligent et bien doué, mais il s'abandonne à la routine, au goût du luxe, à l'insouciance. Sa famille est nombreuse et robuste, elle n'est pas toujours unie, les enfants quittent volontiers la terre et le dépeuplement dévasté nos campagnes.

Quelques esprits d'élite tâchent de résister et de réveiller les énergies, mais ils sont vite las "devant la mortelle apathie publique". Et pourtant, la race canadienne-française a donné des leçons d'endurance et de crânerie ; "elle a donné des preuves éclatantes de patriotisme et d'esprit public, d'audace dans les conceptions politiques, de sagesse, de mesure et de persévérance dans l'exécution des réformes nécessaires à la nation". Elle a fait tout cela, mais "depuis lors, ajoute mélancoliquement Errol Bouchette, elle a un peu trop dormi sur ses lauriers". Il se peut ; mais elle croit encore à ses destinées, et voilà sans doute le grain qui lèvera de nouveau. Instinct de conservation, volonté de survivance, horreur de la disparition, sont les forces latentes de cette nation ; elles reposent au plus profond de son âme. L'éducateur a la tâche magnifique de les recueillir et de les faire servir au salut du peuple.

\* \* \*

N'y a-t-il pas remède au malaise que l'on constate chez le groupe d'origine française ?

Si l'agriculture, grâce au progrès de l'industrie laitière, a pris un essor nouveau, une partie de notre population est encore dans un état d'infériorité. L'industrie manufacturière, la grande industrie, ne s'étant pas encore implantée au Canada, beaucoup de travailleurs ne trouvent pas de champ où déployer leur pleine activité. L'émigration nous a décimés et les centres industriels des États-Unis attirent encore nos ouvriers. Au sein de la richesse et de facilités nombreuses, l'élément français est étouffé, et c'est d'autant plus dangereux que la puissance économique du groupe est une condition de sa survivance.

Il faudrait donc ouvrir des voies nouvelles et multiplier les chances de succès en organisant *l'industrie*. Le Canada oriental est apte à ce développement, si les trois facteurs de l'économie nationale, la nature, le travail et le capital, y jouent en liberté.

Le milieu est riche, le climat favorable à la culture et au travail, le sol recèle des minerais, la terre est fertile, les forêts sont une source abondante de matière première, la force hydraulique est quasi *inépuisable*. Et le territoire exploité gagne sans cesse vers le nord, la civilisation pénètre de nouveaux centres, des terres que l'on croyait sans valeur à cause du froid et des neiges sont, au contraire, fécondes. "Peu de régions au monde, conclut Errol Bouchette, offrent d'aussi grands avantages industriels."

L'ouvrier canadien est probe, intelligent, actif et débrouillard. M. Charles Levêque écrivait naguère : "Les ouvriers canadiens-français sont, de l'aveu de tous, les meilleurs et les plus habiles travailleurs de l'Amérique. Ils sont très *recherchés* par les entrepreneurs. Donnons-leur la culture : cette espèce de patriotisme vaudrait mieux que beaucoup d'autres." L'enseignement professionnel ou technique facilitera la pratique du métier et avivera le goût de l'ouvrier. Il est porté vers les arts industriels, il a de l'imagination, de la facilité, un esprit inventif. Les élèves de nos écoles techniques ont déjà révélé de brillantes aptitudes. Ayant acquis les connaissances indispensables, ils respecteront les traditions d'art et d'élégance que nous impose notre filiation française.

J'ai déjà analysé la théorie que Bouchette a fondée sur cette définition : "Le capital d'une nation est l'ensemble des richesses qu'elle possède et qui peuvent servir à fournir des produits définitifs, *c'est la somme des richesses exploitables*". Des auteurs américains ont énoncé la même doctrine. Ils considèrent que toute richesse est du capital. C'est renoncer à la distinction classique, et réduire la production à ces deux termes : le capital et le travail. Soit, mais à la condition que des mots nouveaux distinguent les fonctions du capital ainsi élargi. M. S.-J. Chapman propose les expressions *capital-nature* et *capital-personnel* (talent et culture). J'y joindrais le capital de *mise en valeur*. Si la statistique officielle nous venait en aide, nous déterminerions la masse de notre patrimoine accumulé en revêtant ces notions d'une forme mathématique.

La définition ci-dessus fait de Robinson dans son île un capitaliste superbe. Il l'était, mais en puissance, comme disent les philosophes. Les moyens de mettre en oeuvre son bien lui manquaient ; il n'avait pas le "capital médiat", le capital d'exploitation. N'est-ce pas notre cas ? La province de Québec possède un capital qui est l'ensemble imposant de ses richesses. Cela ne suffit pas. Les ressources naturelles, si nombreuses soient-elles, demeurent stériles si elles ne sont pas mises en valeur. Propriétaires d'un domaine immense, ne sommes-nous pas empêchés, faute de capital liquide, d'en profiter ? On l'a dit ; on a eu, jusqu'à un certain point, raison de le dire : cependant Bouchette n'admet pas que nous soyons aussi pauvres, aussi dépourvus.

Et d'abord, l'étranger ne nous apportera-t-il pas le capital médiat ? La France, par exemple ? Notre travail, notre épargne, notre crédit organisé, notre prévoyance ne nous le fourniront-ils pas ? De fait, nous en avons déjà beaucoup plus que nous ne croyons. "Voyez, me disait un jour M. Anatole

Poindron, voyez cette carte du Canada : quel ensemble de richesses ! Votre pays est une vérité économique." – Que nous manque-t-il donc pour que nous la démontrions ? - Une méthode.

Bouchette ne dit pas autre chose. Nous posséderons le capital le jour où nous le créerons par une politique industrielle bien orientée.

\* \* \*

L'évolution économique aboutit à la concentration industrielle. Le machinisme, l'application de la science, le développement des moyens de communication, l'organisation du crédit, la nécessité de conquérir de nouveaux marchés et de fabriquer en vue de l'exportation, la lutte économique internationale, d'autres influences encore, ont précipité l'avènement de la grande industrie, rendue possible par l'agglomération des capitaux et la souplesse d'un nouveau rouage, la société par actions. Les trusts, aux États-Unis, et les cartels, en Allemagne, sont les types de ces associations dont la puissance est énorme mais dont les résultats n'ont pas toujours été bienfaisants, au moins pour le consommateur. Le cartel facilite surtout la vente et régleme la concurrence en répartissant la production entre ses membres, mais les unités qui le composent conservent de l'indépendance. Au contraire, les sociétés qui forment le trust se fondent dans un tout et subissent une direction unique.

La concentration multiplie la productivité du capital. Elle réalise une économie considérable sur le prix de revient : frais généraux, achat des matières premières, procédés de fabrication, transports. Rien qui ne soit parfaitement légitime : ces avantages sont la conséquence du groupement des forces productrices et, si le trust n'usait pas d'autres moyens d'action, l'opinion n'aurait pas raison de s'inquiéter ; d'autant que les avantages de l'organisation provoquent souvent un abaissement des prix de vente.

Malheureusement, les trusts ont abusé de leur puissance pour se concilier les autorités politiques et déclarer impunément aux indépendants et aux réfractaires une guerre à outrance. Ils ont fait violence aux libertés les plus légitimes, et constitué, en dépit des lois et des arrêts judiciaires, de véritables monopoles, dans le dessein avoué de tuer la concurrence et de s'approprier le marché. Ainsi conçu, le trust est nuisible ; il fait payer trop cher les compensations qu'il prétend donner. S'il pénétrait librement chez nous, il aurait vite fait d'exploiter nos richesses pour son seul bénéfice et de les épuiser. Nous aurons recours à une mise en valeur plus rationnelle et nous éviterons les inconvénients de la concentration par une politique plus conforme à nos attitudes et à notre génie national.

Que sera cette politique ? Elle ne jaillira pas de discussions stériles sur les conséquences du libre-échange total ou de la protection absolue. Notre marché est restreint et, si notre industrie veut se développer, elle doit atteindre le

consommateur étranger ; c'est dire que nous avons besoin de débouchés et que les exigences de notre situation nous ordonnent d'être conciliants.

Cette politique tiendra compte de notre puissance productrice et de ses éléments. Il ne s'agit point de donner le pas à l'industrie sur l'agriculture ni de provoquer l'essor industriel du Canada français en dépeuplant ses campagnes. Ce serait une erreur capitale car l'organisation économique est complexe et les forces doivent être réparties suivant les capacités et les aptitudes de la nation, de façon qu'elles s'équilibrent et se complètent. Mais l'État interviendra-t-il dans l'activité économique et influencera-t-il le mouvement des richesses ? La liberté des initiatives ne vaut-elle pas mieux et les pays jeunes n'ont-ils pas compté sur l'effort individuel plutôt que sur l'appui de l'administration ? Ils ont refusé de recourir aux rouages compliqués, aux lenteurs de l'étatisme. On ne confiera donc pas au gouvernement la haute direction de l'industrie ; on ne lui remettra pas les instruments de production pour qu'il en use à sa convenance, mais il veillera à la conservation des ressources du pays, et aidera et protégera l'exploitation du patrimoine national. Gouverner c'est prévoir et, dans l'espèce, c'est empêcher que les richesses ne soient dilapidées et que les énergies ne s'épuisent inutilement.

Voici les grandes lignes d'une telle politique : intervention modérée de l'État en vue de concilier les bienfaits de la concentration avec les intérêts du peuple ; instruction professionnelle à tous les degrés, conservation de la propriété sociale ; exploitation systématique des ressources nationales ; encouragement à l'agriculture et à l'industrie ; décentralisation administrative et création de ministères provinciaux appropriés aux nouvelles fonctions du gouvernement ; organisation du crédit.

Dégageons deux articles de ce programme ; l'exploitation des ressources nationales et l'enseignement professionnel.

Du point de vue industriel, notre pays n'est pas resté stationnaire. Les statistiques du recensement fédéral de 1916 confirment, et au delà, les prévisions des économistes touchant l'industrialisation du Canada. Le phénomène se précise au Manitoba, en Alberta et en Colombie britannique où les usines se multiplient : les conséquences de l'industrialisme s'y font déjà sentir, les syndicats s'organisent et les grèves augmentent.

Cependant le mouvement industriel est encore mal défini. Un fait brutal ressort des statistiques : nous n'utilisons pas nos matières premières et nous n'avons pas organisé notre production pour mettre en valeur les richesses de notre sol. Ce serait pourtant un moyen de distancer nos concurrents et, pour certaines industries, de nous constituer une sorte de monopole. Nous avons établi chez nous, non sans difficulté, les industries textiles. C'est fort bien ; mais notre situation économique et les ressources que nous procure le milieu ne doivent-elles pas nous diriger de préférence vers des entreprises où le succès sera plus certain ? Comment lutter contre l'Angleterre, qui produit à bon compte des cotonnades et des lainages de qualité reconnue ? La main-

d'œuvre est chère au Canada, le prix du capital élevé : il faut chercher une compensation dans la matière première et la force motrice. Tournons-nous vers l'exploitation forestière et ses dérivés, vers l'industrie des métaux ; travaillons les produits de nos mines ; faisons servir nos forces hydrauliques ; utilisons nos matériaux. "Cultivons d'abord dans notre jardin national, écrit Bouchette, celles de nos plantes indigènes que les autres pays ne possèdent point en quantités exploitables."

L'enseignement professionnel nous y aidera. Répandues en Europe, les écoles techniques ont été un des agents du progrès économique. Elles ont transformé l'atelier et discipliné les travailleurs. La France donne aux enfants, après l'école élémentaire, une formation spécialisée adaptée à la vie moderne. Elle a compris l'importance des études techniques. Elle a mis l'instruction à la disposition des humbles, et leur a permis d'assurer, par l'étude du métier, l'efficacité de leurs dispositions naturelles. L'Allemagne fit plus encore. Elle institua l'instruction technique obligatoire, qui pénétra ainsi, de vive force, dans les masses. Avec la collaboration des patrons, des écoles furent disséminées par tout le pays.

Dans la province de Québec, le mouvement est donné. Des écoles techniques ont été créées. Les élèves y acquièrent des connaissances variées et deviennent rapidement des ouvriers modèles ; ils font des travaux que leurs aînés, formés par la pratique et la routine, seraient embarrassés d'exécuter. Si on veut répandre cet enseignement partout, il ne sera pas nécessaire de réorganiser l'ensemble de notre système scolaire. Nos universités, explique Bouchette, se chargeront de l'instruction supérieure en créant des chaires nouvelles ; nos académies donneront l'enseignement moyen et formeront des contremaîtres d'atelier. À ces élèves il faudra trouver des emplois : nos fabriques réclament déjà une main-d'œuvre mieux exercée ; plus tard, lorsque l'expansion industrielle sera chose faite, les ouvriers trouveront à se placer de manière avantageuse. Enfin, on multipliera les écoles techniques élémentaires et on les adaptera aux besoins des différentes régions.

Tout cela n'est-il donc qu'une utopie ? La nécessité d'une instruction plus pratique se fait sentir chaque jour. Il vaudrait mieux, évidemment, qu'on le comprît tout de suite ; mais la force des choses exigera que nous accomplissions tôt ou tard ces réformes. M. Cohendy, disait de la France : "L'organisation de l'instruction technique n'est pas une simple question pédagogique ; c'est, au premier chef, une question vitale pour notre pays." Il en est de même pour le Canada français.

\* \* \*

Les principes de la politique industrielle que nous venons de définir ont déjà été appliqués chez nous et ont donné des résultats merveilleux. En 1882, la Société d'industrie laitière de la province de Québec fut organisée, avec l'appui du gouvernement. Elle a pour objet d'améliorer les procédés d'exploitation, de faire des recherches scientifiques et de seconder l'initiative des

syndicats coopératifs du type agricole. Cette société est à l'origine du remarquable progrès de notre industrie laitière qui ne comptait guère. En 1891, la valeur des produits laitiers s'élevait déjà à trois millions de dollars ; elle dépassait vingt-trois millions en 1916.

L'action des syndicats agricoles et des autorités provinciales a donc eu pour conséquence la création rapide, pour nos cultivateurs, d'une source de capital et de revenu qui démontre les bienfaits d'une politique éclairée. Ces résultats intéressaient Errol Bouchette, qui les suivait avec attention ; il y voyait une confirmation de ses théories et voulait appliquer les mêmes principes à l'industrie forestière.

Les forêts forment notre principale richesse. Elles ne sont pas inépuisables, mais on peut les conserver et les développer. Elles fournissent la matière de nombreuses industries qui, établies au pays, nous assureraient un monopole. En 1917, nous avons exporté pour plus de cinquante-six millions de dollars, en produits de la forêt. La plupart sont vendus à l'état brut ou semi-ouvré. Nous perdons ainsi l'avantage qu'offre l'abondance, sur place, d'une matière première et les profits de sa transformation que nous laissons à d'autres pays. Voilà un des points précis où, par une politique industrielle et commerciale, on augmenterait notre production et la valeur de nos exportations. Bouchette conseille de former une société des industries forestières qui aurait un objet analogue à celui de la "Société de l'industrie laitière" et disposerait des mêmes moyens d'action : étude des procédés industriels, organisation d'un enseignement spécial, recherches scientifiques, vulgarisation des meilleures méthodes, organisation de syndicats locaux et centralisation des produits pour en faciliter la vente. On lira avec intérêt les pages où l'auteur expose son projet dont l'exécution serait peut-être lente, mais qui repose sur une idée féconde : l'utilisation de nos ressources immédiates et la constitution d'une industrie nationale.

\* \* \*

"Si le groupe français du Canada, écrit Errol Bouchette, veut conserver sa part légitime d'influence dans la chose publique, il ne doit pas se contenter de vivre dans la contemplation de ses gloires passées... Les Canadiens français, qui ont déjà la gloire d'avoir dépassé leurs rivaux dans le maniement de la constitution britannique, pourraient les vaincre également sur le terrain industriel et commercial, acquérant ainsi la richesse et l'influence nécessaires à l'accomplissement de leur oeuvre en Amérique." L'oeuvre d'un peuple n'est jamais terminée et les générations reçoivent chacune une mission. Les événements qui se précipitent imposent à nos énergies une orientation nouvelle. Nous avons triomphé dans l'arène politique et cette victoire nous a valu des droits que nous devons maintenir, mais notre effort ne s'arrêtera pas là. Nous nous égarons volontiers dans des discussions stériles, et nous perdons le meilleur de nos forces à discourir quand d'autres agissent. Répétons-le : la question nationale est devenue une question économique. Si nous voulons remplir notre rôle, luttons comme nous l'avons fait autrefois, avec les armes



même dont on nous menace. Lorsque nous aurons acquis la richesse, nous développerons en nous la culture française et nous nous tournerons vers la suprême conquête, la puissance intellectuelle. Nous ne survivrons pas autrement.

Errol Bouchette était un fervent de cette philosophie idéaliste de l'action. Il était optimiste, mais sans faiblesse, car il n'épargnait pas nos défauts. Il les criblait de traits, mais il savait envelopper sa pensée pour qu'elle ne perdît rien, dans son exactitude, de la distinction qui sied. Il était avant tout généreux et désintéressé, et il accueillait avec une grâce ouverte ceux - et ils étaient nombreux - qui venaient le consulter. Il aimait son pays, comme une chose vivante. Il l'a servi et défendu, par l'idée. Il est parti trop tôt, emportant le regret de n'avoir pas terminé son oeuvre. Il a laissé bien des souvenirs qui ne se sont pas exprimés.

Plus tard, ceux qui voudront comprendre notre destinée et chercher une raison aux efforts que nous ferons demain, demanderont à sa pensée les arguments qui nous sauveront. Il prendra rang parmi ces penseurs oubliés dont le tourment superbe fut de nous aider dans notre existence de lutte, en multipliant nos raisons d'espérer ; parmi ces écrivains à qui notre histoire n'a pas rendu un suffisant hommage, et qu'une génération affairée néglige d'honorer ; parmi ces hommes qui avaient l'amour de la race et qui, émerveillés par les gestes de nos ancêtres, cherchaient à en dégager une pensée inspiratrice, à tirer de la leçon des faits un principe de vie, une volonté de survivance, à renfermer dans une formule la vigueur et la discipline de notre histoire française.

*Janvier 1919*

La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

# VI

## L'importance du capital humain

*(Janvier 1916)*

[Retour à la table des matières](#)

Gardons le mot : il est bon. Ce ne sera d'ailleurs pas la première fois que l'économie politique aura recueilli du langage courant une expression qu'elle n'aurait pas osée. Le capital, c'est l'instrument à l'aide duquel l'homme exploite la nature et produit des utilités. À ce compte, le capital humain n'existerait pas puisqu'il se confond avec le travail. Mais le mot capital signifie souvent une mise de côté en vue d'une production. Ainsi les usines, les machines, les terres cultivées, les matières premières séparées de leur milieu d'origine, sont du capital parce que ces choses ont été accumulées dans l'intention de multiplier les richesses. On affirme, dans ce sens, qu'il existe un capital intellectuel qui est l'ensemble des travaux d'ordre scientifique, transmis de génération en génération, expérience et doctrine des siècles, et appliqué comme le capital matériel à l'œuvre économique. Ce détour mène à la notion du capital humain telle que l'exprime la langue usuelle : l'accumulation des forces humaines possédées par une nation, et propres à décupler l'activité, à accentuer le rayonnement de la collectivité. Le capital humain, c'est donc une métaphore heureuse ; c'est même une vérité puisqu'on n'a pas attendu la science économique pour reconnaître la force d'un peuple riche en hommes et, du coup, l'existence et la fécondité de l'avoir-population.

Le nombre est loin d'être tout, je me hâte d'en convenir. Le nombre brut n'est qu'un fait. Mais le nombre, enrichi par la culture, est un indispensable outil de progrès. Il n'est pas essentiel que nous soyons nombreux, il suffit que nous soyons intelligents ; propos de mandarin, fort juste en soi, mais loin du monde et des foules. Hélas ! il y a sur cette terre autre chose que l'intelligence ; il y a la force productrice et la force tout court qui deviennent vite une volonté, sinon une oppression.

Notre élément trouve dans le nombre une certitude de survie et le premier moyen, sûr comme la chair, de conserver aux influences ancestrales ce pays baptisé français. Nous le savons, mais nous ne l'avons guère enseigné. Jusqu'ici nous nous sommes comptés, et nous avons puisé dans la statistique vivante la même satisfaction que les Français éprouvaient à dire, pendant la guerre : "Nous les aurons". Allons plus avant. Cherchons comment nous avons progressé ; cherchons surtout si les dangers qui menacent tout de même notre nombre sont atténuables. L'être humain a pour nous une valeur capitale. Le préserver par des moyens connus de tous et acceptés par tous, c'est nous grandir, nous coaliser, donner à notre groupe ethnique une sorte de radioactivité jaillie d'un organisme complet et vigoureux. Posons ces résolutions à la base de la doctrine nationale.

\* \* \*

L'histoire instruit sur ce point comme sur bien d'autres, si on consent à l'interroger. Nous avons duré par le nombre. L'étranger confond volontiers notre fécondité avec notre survivance. Il explique le miracle canadien par une formule statistique qui nous agace bien un peu mais que nous entendrons encore : "Ils étaient soixante-cinq mille en 1763, ils sont maintenant quatre millions."

En 1608, Champlain ne comptait autour de lui que vingt-huit compagnons. Le recensement de 1665, le premier qui ait été tenté, précédant de plusieurs années ceux auxquels on procéda en France, en Angleterre et même, chose admirable, aux États-Unis, indiquait 3.215 habitants. Dès lors, sauf un léger recul en 1688, avance régulière et ferme : 15.000 habitants à la fin du XVIIe siècle ; près de 30.000 en 1725 ; au-delà de 72.000 - Émile Miller calculait 108.500 - en 1754, y compris les Acadiens. En 1765, deux ans après la conquête, nous ne dépassons pas beaucoup 70.000.

Il est moins facile de s'y reconnaître sous le régime anglais, les recensements, plus espacés d'ailleurs, les relevés par approximation faits par diverses autorités, ne séparant pas du total les habitants d'origine française. Toutefois l'augmentation est à poids constant. D'après Émile Miller, nous étions 170.000 en 1791 et 570.000 en 1831, ce qui ne paraît pas excessif, ces nombres étant grossis de l'apport de la Louisiane. Les recensements de 1842-44 portent à 538.213 la population d'origine française. En 1871, nous sommes plus d'un million ; deux millions en 1911 et, en 1921, 2.452.751. Ces recensements ne

tiennent pas compte, évidemment, des nôtres qui sont passés aux États-Unis, où ils s'acheminent rapidement vers les deux millions. Avec eux, nous serions plus de quatre millions.

Vraiment, on conçoit qu'une telle manifestation de vitalité étonne. Tous les auteurs qui ont gémi sur le dépeuplement de la France insistent sur ce que Paul Leroy-Beaulieu appelait notre pullulement, d'autant qu'il leur prête un argument de plus contre la prétendue stérilité de la race. Si riche que soit notre natalité, elle ne confirme pas la loi que le pasteur Malthus énonçait à la fin du XVIIIe siècle et selon laquelle la population doublerait tous les vingt-cinq ans. Il suffisait certes de quatorze ans au début pour multiplier par deux notre population, mais cela ne dura pas. Ayant atteint le premier million en 1871, nous ne passons à deux millions qu'en 1911, soit après quarante années. Il est vrai que c'est pendant cette période que la ruée vers l'usine américaine s'est produite. En réalité, notre nombre a doublé tous les trente ans, en moyenne. C'est quelque chose, surtout si cette augmentation est due, uniquement, à une natalité qui s'est manifestée malgré des conditions souvent défavorables : peu d'immigration ; des crises, passagères mais assez dures, guerres, épidémies, émigration ; un abaissement, peu considérable il est vrai, provenant de la cession de territoires.

Le taux de notre natalité a donc été "énorme" ; c'est encore un mot de Paul Leroy-Beaulieu, que ces lourdes générations semblent avoir ému. De 1760 à 1770, il a atteint 6,53 pour mille, soit un taux de plus de six et demi pour cent ; les chiffres alignés dans les tableaux de la statistique officielle donnent bien cette impression de livret de banque, celui de notre capital humain. La natalité est demeurée aussi généreuse dans les comtés de Matane et de Chicoutimi mais, en général, elle a faibli depuis les temps héroïques. En 1922, elle était descendue à 37,5 pour mille. Cependant, cette proportion tient compte des villes où la population est mêlée ; et, dans les quarante comtés ruraux peuplés presque uniquement de Canadiens français, la natalité dépasse quatre pour cent. C'est encore beaucoup. Pendant la seconde partie du XIXe siècle et depuis 1900 surtout, la population française du Canada a eu à soutenir une lutte formidable contre "l'Europe en route vers le Canada". En 1913, 402.432 immigrants sont entrés au pays, soit un chiffre plus considérable que celui de notre accroissement naturel pendant la décade 1911-1921 ! Et je dis bien notre accroissement naturel, car, je le répète, pour tenir tête à l'envahissement nous n'avions que notre natalité, ne pouvant guère espérer l'arrivée plus intense de colons français ou belges réclamés par Olivar Asselin comme seuls éléments qui nous soient assimilables. Heureusement pour nous, les millions d'immigrants attirés par la réclame officielle se sont dispersés : les uns ont franchi la frontière américaine, les autres sont retournés dans leur pays, si bien que, le tassement fait, notre situation n'a pas changé. Les chiffres définitifs de recensement qui marquent l'augmentation de population de 1911 à 1921 révèlent que les deux taux de progression, l'un chargé d'immigration, l'autre de pure vitalité, sont à peu près égaux. Nous avons tenu.

Nous eussions fait mieux si, avec la même ardeur que nous avons mise à répandre la vie, nous avons combattu la mort qui nous décime et l'émigration qui nous prend une partie de notre population. Comment réduire ces maux, gagner sur la mort les milliers d'êtres qu'elle ravit chaque année ? C'est un enjeu de plus d'un demi-million. Par le recul de la mortalité et la diminution de la morbidité, par la prolongation de l'existence humaine, la population de l'Europe, atteinte dans ses forces procréatrices, augmente pourtant. Il y a moins de naissances, mais aussi moins de décès, et, en définitive, plus de vie. Il existe une limite, sans doute ; la mortalité ne saurait descendre à zéro, mais elle a atteint quatorze et même douze pour mille dans des pays d'exception et dans des villes où prédomine le souci de l'hygiène. La nôtre est encore de dix-sept pour mille.

Nous ne pouvons que pointer d'un mot vers la route de progrès où nous entraînent ceux qui ont pris à cœur de nous sauver en secouant notre indifférence. On est pratique lorsqu'il s'agit de sa petite besogne ; mais lorsque le sort commun est menacé, tout devient théorie. C'est l'affaire de tout le monde, donc de personne. Agissons, si humble que soit la portée de notre action. Occupons-nous aussi de nourrir l'esprit, car nous croyons facilement avoir fini notre tâche alors que nous nous sommes contentés de durer ; mais c'est là un autre point de doctrine sur lequel nous accorder. Pour le moment, ne perdons pas bêtement ce que nous avons acquis avec tant de satisfaction. Sachons surtout les raisons de notre action et ne nous abandonnons pas, comme par le passé, aux circonstances.

\* \* \*

Ces raisons sont d'ordre économique d'abord. Ce sont les moins élevées, mais non pas les moins nécessaires.

Un siècle a suffi pour éprouver le "principe de population" que Malthus énonçait de sa tour d'ivoire, en 1798. Le célèbre pasteur redoutait l'accroissement des hommes. La population, pensait-il, se développe dans une progression géométrique ; et les subsistances, dans les limites plus restreintes d'une progression arithmétique. Un temps viendrait où la terre ne nourrirait plus l'humanité. La réalité n'a pas justifié ses angoisses ; l'art agricole et la chimie ont multiplié les subsistances et, par ailleurs, nous assistons à la lente dépopulation du globe. Ce phénomène atteint même les peuples qui se croient à couvert. Les causes en sont nombreuses, et toutes n'agissent pas du même poids. Ce sont : la civilisation, car la pauvreté d'enfants est un mal de civilisés ; la vie trop belle, et non pas tout à fait la vie trop lourde ; un ensemble de dispositions juridiques qui incitent à l'abstention ou qui n'encouragent pas le devoir ; c'est surtout le manque de volonté, car la question est morale.

La société, par réflexe, a reconnu la valeur de l'homme et ce n'est plus une exhortation à la contrainte que l'on entend mais, partout, un appel à la vie.

La production naît d'une collaboration. La nature prête sa fécondité et ses forces, dont l'homme décuple la puissance par le travail et le capital. Ainsi, dans la production, le travail est essentiel. Rien sans lui. S'il s'arrête, la sauvegarde renaît. L'homme est donc à l'origine de l'œuvre économique. Il la soutient.

Les initiatives que le progrès a répandues autour de nous le démontrent : travaux agricoles et industriels, commerce et transports, finances. Où la population est suffisamment développée et organisée, toutes sont prospères, toutes conduisent, en temps normal, à une richesse publique abondante, bien répartie, à une stabilisation des valeurs. M. A.-L. Galéot analyse avec vigueur, dans *l'Avenir de la race*, le rôle de l'homme dans la production et l'accumulation des richesses, et soutient la thèse nouvelle, opposée à l'unique et fantaisiste chapitre de Malthus : la prospérité est en raison de la population.

Voilà la théorie. Comment s'applique-t-elle à nos intérêts ? Ce fait essentiel demeure que, pour produire, il nous faut des hommes. Vérité pratique, qui a le seul tort d'être énoncée par des rêveurs dont c'est le sot métier de penser aux autres. Il nous faut des hommes dans l'agriculture, et non seulement pour moissonner mais pour épargner, car l'agriculture est un réservoir de capital où la finance puise sans cesse ; il nous en faut dans l'industrie, quand ce ne serait que pour en avoir une et ne pas passer notre temps à regarder chez le voisin pousser les cheminées d'usines ; dans le commerce, où les autres se glissent pour nous servir. Il en faut pour exploiter notre pays, autant qu'il en a fallu aux autres provinces pour se développer jusqu'à déborder chez nous ; il en faut pour canaliser notre richesse, la distribuer, la faire fructifier et nous en insuffler la force ; pour que notre peuple s'instruise, se cultive, se hausse jusqu'à la direction du pays. Il en faut enfin pour que l'économie nationale existe et que nos producteurs, depuis l'industriel jusqu'à l'artiste, trouvent un marché et des bénéfices ; pour qu'un cycle se forme, qui soit nôtre et nous libère.

\* \* \*

Notre expansion ainsi assurée, nous aurons du coup grandi notre influence politique. Nous avons des raisons de vouloir compter dans les affaires publiques, des raisons qui nous sont familières parce qu'elles nous ont toujours guidés et sont passées, par suite de nos attitudes traditionnelles, dans la Constitution.

Nous vivons en monarchie, mais sous un régime démocratique ; tout le monde est électeur et le peuple gouverne. Le nombre exerce sur la chose publique une action prépondérante et brutale, puisque la majorité décide et que l'élection n'est, après beaucoup de bruit, qu'une addition dont le total apprend à la nation qu'elle s'est donné un maître. Maître aussitôt assagi, chez qui le culte de l'électorat supplée souvent les idées générales et tient lieu de guide. Il n'est guère d'actes que l'on ne consente pour gagner l'électorat, guère non plus

de victoires que l'électorat ne gagne s'il est puissant ou si, simplement, on le redoute.

La Constitution pourvoit avec un soin particulier au mode de représentation. Nous avons, avant d'entrer dans la Confédération, soixante-cinq députés qu'elle nous laisse, sans plus. Comme il sied de pourvoir aussi les autres provinces, elle base sur un calcul l'égalité de traitement : la population de la province de Québec est divisée après chaque recensement par soixante-cinq, afin de savoir combien d'électeurs représente en théorie chaque député : 36.283 en 1921. On dégage ainsi le diviseur commun de la population des autres provinces : autant de fois le nombre 36.283, autant de députés. Et voilà comment l'Ontario en reste à quatre-vingt-deux représentants et comment l'Est recule, quand l'Ouest voit le nombre de ses députés augmenter insolemment ; comment notre Chambre basse, qui comptait cent quatre-vingt-un membres en 1867, en est rendue à deux cent quarante-cinq. La représentation populaire est un baromètre.

Pour tourner à notre avantage cette justice mathématique dont nous sommes les dispensateurs, il n'est que d'augmenter notre population pour qu'un député représente chez nous soixante mille, cent mille électeurs. Le jeu réussira, à moins que la population des autres provinces n'avance du même pas ; il se fera contre nous si nous sommes les seuls à ne pas bouger.

Heureusement, nous ne sommes pas confinés dans les limites du Québec ; de tout temps, nous avons aimé les voyages et les découvertes ; nos coureurs des bois ont fait retentir partout leurs chansons. Le mouvement vers les quatre coins du Canada, esquissé à grands traits par nos missionnaires et nos trappeurs au moment où l'on rêvait d'un empire français, fut repris par nos défricheurs. Les Canadiens français se sont multipliés en Acadie, ont pénétré l'Ontario, puis l'Ouest. Nous suivons avec sollicitude cette marche de nos frères dont chaque recensement marque les étapes, grave les succès. En 1921, ils étaient 190.000 dans les Provinces maritimes, 250.000 en Ontario, 125.000 parmi les étendues de l'Ouest. Partout la poussée d'une vie qui s'épanouit, même dans l'Ouest où les éléments fournis par l'étranger se sont accumulés avec fièvre, ainsi que naguère dans les plaines américaines.

Malgré le flot, le roc a résisté. Ces Canadiens français essaient des revendications que l'on écoute déjà, qui aboutiront avec le nombre et le temps. Vingt députés de notre race dans l'Ontario changeraient bien des choses.

\* \* \*

Répandu dans tout le pays, où il s'applique à l'œuvre commune, notre groupe ne trouve-t-il pas enfin dans ses qualités propres des raisons nationales de se développer ? Sans se targuer d'une supériorité qu'aucun ne possède de nature et qui est plutôt le résultat d'une longue aspiration vers la perfection intérieure, il a le droit de se croire utile à l'accomplissement des destinées du pays. On en recueillerait des témoignages chez les étrangers qui nous ont

approchés avec sympathie : chez Louis Gillet, le prince de Beauvau-Craon, lord Grey, sir Andrew MacPhail, et tant d'autres ; témoignages conçus dans la sincérité de l'observation, hors des préoccupations électorales qui nous valent, selon que souffle le vent, ou des excès de zèle ou des indignités.

Un Torontonien à l'esprit ouvert, qui sollicitait mon adhésion à un mouvement d'étude et d'entente et à qui j'exprimais avec intention des doutes sur l'opportunité d'une collaboration française, me disait : "Nous avons besoin de vous et nous ne pouvons rien faire sans vous." Parole plus juste qu'il ne pensait peut-être et dont William-Henry Moore a étalé toute la vérité. Nous habitons ce pays depuis les jours où nous l'avons découvert et colonisé ; et le sentiment qui nous anime envers lui est précieux en ces temps de nomadisme où rien ne tient devant l'intérêt : il réagira contre les entraînements redoutables de l'américanisme et gardera le territoire aux hommes et aux idées qui l'ont formé.

*L'Annuaire statistique* de 1923 signale le recul de la race anglaise et de la race française au Canada en des termes dont la brièveté accentue le poids. L'immigration a repoussé le vieux fonds national, que l'émigration réduit de son côté. On réclame des hommes et des capitaux ; il serait politique de retenir d'abord les hommes que nous avons et de précipiter, plutôt que d'entraver par de sottes législations et de plus pauvres arguments, l'élan des nôtres vers la colonisation. Car, de ceux qui ont des racines en ce pays, seuls nous sommes restés soumis à la terre. Nous apportons à nos travaux les valeurs d'ordre, de mesure, de bon sens, de justice, que nous avons héritées de nos ancêtres et qui perpétuent en nous la civilisation française. Notre orgueil est de rester fidèles au passé, d'une fidélité que tout légitime ; et nous n'exigeons, en retour de notre collaboration, que la liberté d'être nous-mêmes. Sous de puérils prétextes, on dénature la lutte que nous soutenons ; on nous a placés dans une situation telle que nous ressentons une gêne à poser nos revendications ; quand il serait si simple, et si avantageux pour le Canada, d'admettre une bonne fois la diversité de caractère dont nous nous réclamons pour mieux servir, par notre expansion, par notre activité, par nos idées et notre esprit, les traditionnels intérêts de la nation.

\* \* \*

Notre pénétration dans les provinces dites anglaises fut l'objet d'une surveillance jalouse, comme jadis la conduite du clergé catholique romain aux États-Unis. Quelques têtes de bois y voient encore des motifs religieux, qui existent mais qui sont tout autres ; et l'on parle sans sourire, sur le ton de la confiance, de complot, de domination, de théocratie. On nous connaît peu, après cent soixante années d'un voisinage étanche ! Comme si nous n'avions à l'esprit que la conquête et le prosélytisme, alors que, dans ce domaine mouvant, soigneusement circonscrit, nous n'avons fait montre que de délicatesse et de modération, dénonçant le fanatisme, jamais le fait religieux.



Que nous soyons attachés à notre religion, c'est autre chose et que nul n'a le droit de nous reprocher. Nous désirons son maintien et sa propagation parce qu'elle est belle et suprême par sa divine universalité ; parce qu'elle inspire une haute moralité que nos compatriotes protestants apprécient jusque sur le terrain économique ; parce que nous sommes catholiques. Cette cause est nôtre. Elle n'a rien de troublant pour les autres, et c'est encore servir le pays que d'en ramifier la vérité.

Pour ce qui nous concerne immédiatement, nous avons un intérêt de défense supérieure à être plus nombreux, si notre nombre même devient un argument aux oreilles de Rome, s'il manifeste un état d'indéniable force qui n'est pas, quoi qu'on insinue, vouée à disparaître, s'il nous permet d'aider les nôtres que la distance et le milieu exposent davantage aux menées des adversaires du dehors et du dedans. Cette fois, notre proportion, plus forte, est plus encourageante, nos coreligionnaires de langue française formant au delà de soixante-douze pour cent de l'ensemble des catholiques. Nous détenons une majorité formidable dans le Québec, très appréciable au Nouveau-Brunswick ; nous sommes près du tiers, souvent au delà comme en Ontario, dans toutes les provinces, sauf en Colombie anglaise. Ce sont des chiffres à méditer et à rappeler au besoin. Nous sommes-nous sciemment appuyés sur eux, nous sommes-nous habitués à ce qu'ils représentent ?

Car ils ont mieux qu'une signification statique. Du foyer que nous avons constitué, beaucoup de missionnaires sont partis pour des contrées lointaines : plus que des deux Amériques réunies. Il est touchant que notre petit peuple suive ainsi des exemples dont la tradition lui fut léguée ; celui des évangélistes qui, depuis des siècles, ont laissé chaque année le pays de France pour se donner à l'expansion de la foi ; celui de nos missionnaires, venus de France aussi jusqu'au "cœur de l'Amérique", qui portèrent le long du Saint-Laurent, sur le Plateau laurentien, autour des Grands Lacs et dans la ravissante vallée du Mississipi, le verbe d'où germèrent le règne de Dieu et le respect du nom français. Songeons-nous suffisamment à la beauté, à la fécondité de ce geste renouvelé des premiers jours, dans toute sa pureté, et qui est peut-être celui qui nous rattache le plus directement au passé, celui à coup sûr dans lequel nous revivons totalement l'idée catholique et française dont nous sommes issus. En réclamant que ce mérite nous soit compté, ne négligeons rien qui l'enrichisse.

\* \* \*

Avons-nous assez dit que le nombre n'est qu'un moyen ; que l'homme n'a rien fait s'il n'est qu'une unité ; qu'au devoir de multiplier se joint celui d'agir dans le sens de la collectivité ; qu'au capital-hommes s'ajoute le capital-intelligence et, risquons le mot, le capital-volonté ? Mais ce sont là des vérités d'un autre plan. Divisés contre nous-mêmes et sur tant de points d'une importance secondaire, unissons-nous du moins sur quelques principes de base.

N'abandonnons pas notre sort au gré de l'événement, avec une légèreté que nous regretterions. Notre survivance, qui ne fut souvent que parole, réclame l'action. Décidons d'abord de garder nos forces.

Janvier 1916

La conquête économique. Tome I : Les forces essentielles

## VII

# La veillée des berceaux

*(Août 1918)*

[Retour à la table des matières](#)

Quelles que soient les idées qui nous divisent dans le domaine politique, nous nous accorderons sans doute sur la nécessité d'organiser nos forces par l'éducation. Les crises galvanisent les volontés mieux que les sollicitations les plus pressantes de la théorie. La réalité est une âpre leçon qui révèle les faiblesses dont on meurt.

Nous sommes à un moment périlleux de notre rude histoire, devant un devoir nouveau. Longtemps nous avons vécu une paix péniblement conquise ; un semblant de sécurité nous berçait d'illusions. Nos pères avaient lutté à la tribune et amassé des lauriers sur lesquels nous nous reposions de leur fatigue. Nous arrêtons-nous à analyser leur résistance ? Nous demandions-nous pourquoi ils avaient triomphé ? Réclamant le respect du droit, ils avaient combattu au nom de la constitution britannique qu'ils connaissaient assez pour faire accepter à des Anglais l'interprétation logique qu'ils en donnaient. Ils furent des avocats et des politiques ; et ils eurent raison de l'être. De la race même ils n'exigeaient guère, sinon de durer. Les problèmes économiques et sociaux ne se posaient pas encore ; et notre peuple était satisfait des victoires constitutionnelles.

Ce passé n'est plus. L'heure est lourde de préoccupations. Le progrès économique a gagné notre terre ; et le champ de notre activité s'est élargi. Avons-nous compris assez tôt que nous ne continuerions d'exister qu'en défendant nos traditions avec une vigueur renouvelée ? Peut-être. Le succès des autres nous tenaillait. Nous avions le pressentiment d'une lutte acérée où notre arme la mieux trempée serait celle dont on nous menaçait : la richesse. Déjà nous nous prémunissions. Avec un orgueil tout américain nous distinguions nos millionnaires. Malheureusement, faute d'instruction professionnelle, la masse restait sourde au réveil.

L'attaque nous a trouvés trop dépourvus. Des hommes pourtant généreux regardaient l'avenir avec hésitation. Sous l'injure et la calomnie, nous avons compris l'inanité de querelles intestines qui nous épuisaient en combats stériles. Nous nous sentions seuls. Ce fut un mal pour un bien.

Une réaction s'amorce. Notre insouciance un peu béate va se changer en une poursuite active. Sans rejeter la politique, où notre influence agira, nous sentons que d'autres voies sollicitent nos pas, qu'un travail de préparation doit s'effectuer en nous et la nation s'imprégner de toutes ses souffrances affinées, grandies jusqu'à valoir un enseignement. Heureuse disposition qui nous fait adopter cette pensée de Boutroux : "Rien de grand ne dure de soi, et la conservation de la puissance, de la foi et de l'amour implique, au fond de nos âmes, une continuelle création". Le moment est venu d'énoncer une doctrine et de l'appliquer. Ce sera le rôle de la génération qui vient. Puisse-t-elle le remplir dans un esprit large et sûr, le seul qui convienne aux gestes décisifs.

Devant le danger, nous avons compris l'avantage de la solidarité et de la préservation des valeurs nationales. Nous avons avancé vers l'union des pensées et des actes, sans laquelle nul effort n'a d'effet. Cette union n'est pas accomplie. Nous avons encore à apprendre avant d'y atteindre. Mais elle paraît nécessaire ; et cela seul est immense. Les jalousies mesquines, les jugements hâtifs, les ambitions malsaines, disparaîtront lorsque nous aurons soumis le bien de tous à une discipline. Nous savons ce que l'unité d'action produit chez les peuples où elle est sacrée. Béni le jour où nous mettrons toutes nos énergies au service de l'avenir.

\* \* \*

Quelle sera notre première préoccupation ? Quel article inscrirons-nous en tête de notre programme de réorganisation ?

Être, vivre et durer demeure la tâche suprême. Le nombre est la puissance fondamentale ; non par ce qu'il représente en soi, puisque sans la culture il n'est qu'une masse aveugle, mais par ce qu'il peut valoir. Les problèmes qui touchent à la race, à sa fécondité, à sa survivance, nous retiendront d'abord. Nos effectifs sont imposants mais menacés. Sauvegardons-les, améliorons-les. Opposons à l'adversaire ce que nous possédons d'invincible : le lien vivant. Dans le désarroi de l'attaque, notre nombre ne fut-il pas une certitude de

triomphe ? Nous nous sommes comptés ; et nous avons compris que nous portions en nous une irréductible résistance.

Il y a quelque temps un conférencier de renom parlait de la revanche des berceaux. A ce titre de drame historique, je voudrais joindre la veillée des berceaux. Naître ne suffit pas ; il faut vivre. La race subsiste par le silencieux travail de la sève. C'est, dit le docteur Chauffard, avec "la notion de nos origines lointaines, la transmission héréditaire du sang qui coule dans nos veines". Le Baby Welfare Committee a pour devise : *It is not the babies born but the babies saved that count*. C'est absolument cela, encore que ce soit tout à fait le contraire, comme aimait à répéter Émile Faguet ; car, pour sauver les enfants il est assez important que les enfants prennent la peine de naître. Corrigeons la formule : *It is the babies born and saved that count*. A ce point près, nous sommes d'accord. Cette phrase, naïve peut-être, situe tout de même la question : c'est l'enfant vivant qui compte. Vérité élémentaire à répandre.

Comment progresse le nombre ? Par l'immigration, dont je ne m'occupe pas pour le moment, mais qui pose le troublant problème de l'assimilation des groupes étrangers ; et par l'accroissement naturel, par les naissances. La population canadienne-française a grandi d'une manière continue. La statistique, de ce chef, nous assigne dans le monde une place enviable. Attribuable à plusieurs causes, cette augmentation a pris la valeur d'un argument ; et l'on cite volontiers notre peuple comme un exemple frappant d'une vitalité conservée au contact des terres neuves, devant de vastes horizons. Attirée par l'aventure, notre population a franchi ses frontières. Chaque recensement indique d'importantes pénétrations dans des provinces que nous continuons d'appeler sœurs, quand ce ne serait que par un euphémisme juridique ; et plusieurs Anglo-Canadiens ont accueilli ces migrations avec faveur. Du vieux foyer d'origine, des hommes ont ainsi emporté au loin leurs qualités ethniques, leur caractère paisible et droit, leur amour du sol, leur cœur ardent à la besogne, leur intelligence faite de bon sens, de goguenardise et de prudence. Un prince venu chez nous depuis les vallons de sa Lorraine, M. de Beauvau-Craon, a recherché ces influences éparses qui contrepèsent heureusement les manifestations de l'américanisme hâbleur où tant de nos villes sombrent.

Il y a une ombre à notre prolificité. La progression, importante à la naissance, est aussitôt réduite. Nos petits meurent en grand nombre, "comme des mouches", dit la langue populaire. La première exposition tenue dans notre ville par la Société *pour le bien-être de l'enfance* a révélé au public des chiffres dont nous n'avons pas à nous glorifier. Nous n'y étions dépassés, dans la course vers la mort, que par une ville de l'Inde, et, quelque idée que l'on se fasse de la civilisation hindoue, en être rapproché en ce sens n'est pas un signe de supériorité.

Nous voici au centre de la question. Au principe que nous avons jusqu'ici mis en pratique s'en ajoute un autre, impératif, auquel nous n'avons pas le droit de nous dérober : il faut sauvegarder les forces acquises. *Moins de cercueils, des berceaux*, voilà le gage de l'avenir. Pourquoi gâcherions-nous

nos réserves quand nous voyons les généraux si jaloux des leurs ? Si l'homme a une valeur appréciable en argent sonnante, nous perdons, chaque année, des millions. Sommes-nous si riches pour ainsi jeter notre or ? Nous nous plaignons de n'avoir pas de capital ; et le capital humain, cet élément de production qui assure la création du capital-espèces, nous échappe par notre faute !

Mais qui parle d'or ? Il s'agit d'hommes ; il s'agit des nôtres. Faut-il citer, pour nous décider, l'exemple de l'Australie régénérée ? En Angleterre, où l'empirisme a régné si longtemps, on perçoit la formation d'une conscience nationale inspiratrice d'œuvres sociales dont les plus fécondes auront pour objet de refaire la race. Aux États-Unis, pays nouveau déjà avare de ses enfants, la mortalité des petits est terrassée, presque vaincue. En France, quand le canon tonne, la reconstruction passionne les esprits et l'on se préoccupe de ceux qui naîtront pour les garder pieusement à la patrie. Les initiatives abondent. Elles réussissent. "Jamais, écrit le professeur Pinard, on ne vit à Paris autant d'enfants aussi beaux qu'aujourd'hui ; et cela parce que jamais ils n'ont été aussi protégés." Et nous ? Nous qui n'avons pas subi la torture de la France ; qui avons besoin de nos forces, de notre chair ; dont l'espoir a été de vivre, de vivre quand même, de vivre en dépit de tout ; que faisons-nous ?

Étudier de près la situation, s'en pénétrer, en faire le point de départ d'une action résolue, tel est le premier devoir.

\* \* \*

On s'intéresse peu aux chiffres officiels. Qui donc se préoccupe de savoir ce que nous gagnons d'enfants chaque année ? Il est né, en 1915, dans la seule province de Québec, 83.274 petits Canadiens, dont 6.587 protestants, - plus que la population de la ville de Québec. Une ville en un an !

Ce nombre représente le total des naissances. Pour faciliter les comparaisons, les statisticiens établissent un coefficient. Nous savons ainsi qu'en 1915 il est né 37,9 enfants par mille habitants. Joli taux, et qui conduira à quelques solides millions dans une centaine d'années. De ce côté, sauf certaines réserves, tout est donc pour le mieux. D'ailleurs, ces chiffres n'expriment pas toute la vérité. Des municipalités ne font pas rapport, bien que le nombre des naissances soit facile à recueillir. De plus, le coefficient de 37,9 pour mille ne rend pas justice aux Canadiens français. La statistique joue de ces tours ; elle ne vaut que si on sait l'interpréter. Certains éléments de notre population abaissent le taux de la natalité. Pour rétablir la situation, le bureau de la statistique de Québec a groupé quarante comtés dont la population est surtout canadienne-française. Ces comtés marquent une progression annuelle de 41,9 pour mille ; c'est notre véritable marche en avant. A vrai dire, nous allons plus vite au XVIIIe siècle quand nos pères plaçaient le capital humain à plus de six et demi pour cent.

Les villes, où les origines sont plus mêlées et les causes de fléchissement plus nettes, amoindrissent la proportion. À Montréal, le taux n'est que de 34,4 pour mille, mais il reste supérieur cependant à celui des grandes villes d'Angleterre, de France, des États-Unis et du Canada. Ne retenons que le chiffre des naissances de la province : 83.274. C'est l'apport de la vie.

\* \* \*

Quel est le travail de la mort ? L'augmentation de la population doit compter avec lui. La statistique provinciale a enregistré, en 1915, 35.933 décès, soit 16,6 pour mille. Voilà le chiffre à rapprocher de celui des naissances, celui qui fait juger la vitalité d'une race. Un excédent de 21,3 pour mille paraît excellent. Il ne reflète pas, lui non plus, la situation exacte.

Les villes, ici aussi, sont désavantagées ; elles sont plus malsaines et tuent davantage. À Montréal, le taux de mortalité est de 17,9 pour mille ; celui des naissances étant de 34,4, le taux d'accroissement est de 16,5 pour mille seulement. Les quarante comtés qui ont servi à calculer la proportion des naissances canadiennes-françaises permettront d'établir l'augmentation réelle de la population : une natalité moyenne de 41,9 et une mortalité de 16,2 laissant un accroissement de 25,6 pour mille. Ce taux d'accroissement est double de celui de la province d'Ontario ; il est plus élevé que celui des autres provinces du Canada, et que celui de l'Angleterre, de l'Écosse, de l'Irlande, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Jamaïque, de la France, de l'Allemagne, de la Russie d'Europe, de la Belgique, de l'Italie, de l'Autriche, de la Roumanie, de la Serbie.

\* \* \*

Tout cela n'est-il pas réconfortant ? Il semble bien que nous justifions ce qu'on a dit de nous et ce que nous en pensons ; nous sommes une race prolifique, une des races les plus prolifiques qui soient. Pourquoi, dès lors, s'inquiéter ? Parce que nous mourons trop. Plus de trente-cinq mille vies chaque année, c'est un impôt trop lourd. Nous avons les deux palmes, celle de la vie et celle de la mort. Le taux de la mortalité est plus élevé chez nous que dans les autres provinces. Cela peut avoir des conséquences graves et amener, notamment, la réduction de notre taux d'accroissement. Nous risquons de reculer au lieu d'avancer, au moins comparativement. En vain une nation procréera-t-elle ; elle n'aura rien fait pour survivre si elle n'a pas, du même soin jaloux, éloigné la maladie, retardé la mort. Si cela est vrai des maladies qui sont de grandes tueuses, comme la typhoïde et la tuberculose, cela est encore plus vrai des maladies qui étouffent l'enfant au berceau et tarissent la vie à sa source ; et ce sont ces maladies-là surtout qui nous minent.

La mort fait une large moisson d'enfants. Il y a bien longtemps que les médecins lamentent cette misère. En 1915, 12.775 petits ont péri dans la province de Québec avant d'avoir atteint leur première année. Une ville française de l'importance de Saint-Hyacinthe est ainsi biffée de la carte. Et ce

*chiffre était* à peu près le même depuis plusieurs années. En huit ans, cent mille enfants. Voilà un des articles du passif de notre race. Est-ce assez ? Le chiffre de 1915 correspond à cent cinquante-trois vies qui, sur mille naissances, nous sont prises tout aussitôt. Dans les villes, le mal est plus profond : en 1916, à Montréal, 185 pour mille ; aux Trois-Rivières, 194 ; à Québec, 270 ! Nous n'y prenons pas garde. Nous y sommes habitués. Récemment le *Literary Digest* posait cette question : quelles sont les chances de vie d'un soldat entrant dans la tranchée et d'un enfant venant au monde ? Le soldat a sept fois plus de chances de triompher de la mort. Voilà pour les États-Unis. Pour Montréal, ce chiffre serait porté à neuf et pour Québec il serait presque doublé.

Il y a pis : la mortalité infantile atteint surtout les Canadiens français. On croit parfois le contraire. Erreur ! Sans doute, dans les grandes villes, les Anglo-Canadiens et les étrangers portent leur part du fardeau, mais la statistique établit que la nôtre est la plus lourde, et confond ceux qui haussent les épaules et chargent l'immigration de tout le mal, assurant avec une ignorance désinvolte que ce sont les enfants des autres qui meurent. Regardons. Dans nos campagnes, les petits morts sont presque tous des Canadiens français. Sur soixante-quatre comtés ruraux, quarante-deux, y compris ceux de Brome, de Compton, de Dorchester et de Drummond, comptent tous leurs enfants morts chez les nôtres ; et, dans les vingt-deux autres, où grandissent des villes assez peuplées, il y a à peine quelques décès chez les Anglo-Canadiens et les étrangers.

Certes, cela s'explique. La population canadienne-française est la plus considérable et la plus féconde. Mais la réalité demeure, et la voiler serait criminel, car nous sommes menacés dans notre nombre même. Le docteur P.-H. Bryce démontre que les provinces anglaises n'ont pas tant à craindre le "pullulement" de notre groupe, parce que notre progression numérique est singulièrement amoindrie par nos pertes. On en vient à la même conclusion si l'on compare le taux d'augmentation de la population dans les grandes villes du Canada. Malgré une natalité basse, les villes anglaises progressent davantage, grâce à une mortalité peu élevée. Québec, avec sa superbe natalité de 33,5 pour mille, ne grandit qu'à raison de 12,9 à cause d'un coefficient de mortalité extrêmement lourd, et subit la victoire de Winnipeg, d'Edmonton, de Calgary, de Vancouver et de Toronto : toutes ces villes ont une natalité moindre mais atteignent un meilleur taux d'accroissement qui, pour Calgary, double presque celui de Québec. Montréal seul a plus de naissances que Québec, mais il est relégué au quatrième rang des villes canadiennes par le coefficient de sa mortalité. C'est une reculade inutile et qui brise une de nos illusions, la conquête par le nombre.

\* \* \*

N'exagérons rien cependant : il y a progrès. Nos pertes, encore beaucoup trop fortes, diminuent peu à peu. Le coefficient de la mortalité infantile qui était, pour la province de Québec, de 209 pour mille en 1915, descend à 153



en 1918 : voilà cinquante-six bons points pour nos hygiénistes et nos oeuvres sociales. À Montréal surtout, le travail a été vigoureux ; et la lutte est résolument engagée. De 1906 à 1917 la mortalité infantile y est tombée de 271 à 177 pour mille. Et nous avons, pendant cette période, annexé à notre ville des municipalités où les décès étaient nombreux.

Que ce succès soit un encouragement et non une invitation au repos. La plaie subsiste ; elle se cicatrice seulement. Poursuivons nos efforts, pour toutes les raisons humaines et nationales que nous en avons. Les autres nous donnent l'exemple de la vigilance. Si le coefficient de la mortalité infantile est de 163 pour mille aux États-Unis, où 300.000 enfants meurent encore chaque année, de 175 à la Jamaïque, de 180 en Autriche, de 186 en Roumanie, d'autres villes nous devancent et de beaucoup : Vancouver, Calgary, Londres, New-York, Philadelphie, Edmonton, Boston, Toronto, Winnipeg. Il y a donc encore à faire. Un jour viendra où le taux de la mortalité descendra à 50 ou même 30 pour mille. Nous pourrons alors nous rendre témoignage.

\* \* \*

A qui devons-nous ce commencement de guérison ? À ceux que les Anglais appellent les *social workers*. Leur dévouement s'est ému de notre mal et s'est employé à en découvrir les causes afin de panser la blessure par où le plus pur de notre sang s'écoule.

Ces causes sont nombreuses. Les complexités de la vie sociale interdisent de les réduire à une ou deux. Le progrès économique exige de terribles rançons, et ce n'est qu'après une assez longue période qu'il peut adoucir les souffrances dont il est responsable. L'industrialisme moderne, issu de la collaboration du capital accumulé et des forces de travail multipliées, a eu sur les collectivités des répercussions aiguës.

Les villes ont grandi auprès des usines, les villes tentaculaires de Verhaeren. Les reflets qu'elles agitent le soir sur l'horizon ont attiré les affamés, les humbles, les travailleurs, les cupides, tous ceux que tourmente l'espoir de vivre mieux. Dans les centres où la population regorge, se sont pressés des taudis sans air et sans soleil. Le logement est souvent meurtrier. Il accumule autour de l'enfant sans défense les germes de mort. Des quartiers pauvres, la contagion se répand dans les milieux plus riches, par une loi de solidarité qui se moque des différences de fortune et ne distingue pas les berceaux.

Comment le régime de vie intense, dont l'homme s'enorgueillit, n'affaiblirait-il pas la race ? Le mépris de l'hygiène, les habitudes mauvaises, l'alcoolisme, les maladies, le travail de la fabrique qui exténue les femmes, autant d'ennemis qui atteignent souvent l'enfant, dès le sein de sa mère.

L'ignorance aussi sème de stupides ravages. Tous les médecins le constatent. Ignorance sans malice d'où l'amour n'est pas banni et où il entre une

pleine dose de préjugés. Nos pères faisaient de même et ils ne s'en portaient pas plus mal ! Qui donc n'a pas entendu ces paroles évocatrices du bon vieux temps ? Et si l'enfant meurt, la voisine lui ferme les yeux en murmurant dans sa foi naïve : C'est un ange de plus.

A-t-on l'assurance que ce soit un diable de moins ? Mais non, c'est cinq, six, sept anges de moins. Le berceau, c'est la vie, la vie qui se transmet, qui résiste, qui poursuit sa tâche, qui rayonne, qui triomphe. L'enfant grandit. Il devient une valeur. Demain, il sera un producteur. Il fondera à son tour une famille. Il sera une force de plus dont l'épanouissement amènera une résistance nouvelle. L'enfant, mais la nation en est faite !

Et c'est encore un bien si, à l'ignorance, ne s'ajoute pas la négligence amenée par la fatigue d'une nombreuse famille à élever. À cette négligence des individus se joint la négligence affairée de ceux qui gouvernent, qui sacrifient à d'autres soucis la santé de la race et qui, en définitive, ont peut-être aussi l'excuse de ne savoir pas mieux. Et c'est l'ignorance, souvent encore, qui se cache derrière les anathèmes lancés au lait, qu'un médecin appelle, "le bouc émissaire". Certes, le lait fait des milliers de victimes. Il est la première cause, la plus brutale et la plus certaine.

La maladie qui abat surtout les petits, c'est la diarrhée, que l'on dit infantile pour la mieux caractériser. En 1916, 4.259 enfants de moins de deux ans sont morts à Montréal et, sur ce nombre, 1.894, soit 4,44 pour cent, ont été tués par elle. Et la proportion, qui est à peu près la même pour toute la province, ne paraît pas s'abaisser.

À la diarrhée se joint la gastro-entérite. Ce sont les pourvoyeuses de la mort qui grossissent chaque année la "procession des corbillards blancs", lorsque la chaleur de l'été accomplit son oeuvre de destruction et place sous la bénédiction du prêtre, dans la chapelle du cimetière, trente petits cercueils en un seul jour, comme cela s'est vu. Nous enrayerons ce fléau avec beaucoup de persévérance. Les grandes villes des États-Unis et du Canada, qui ont eu à livrer le même combat, ont fini par terrasser un adversaire qui semblait invincible.

C'est donc à l'alimentation de l'enfant qu'il faut veiller ; et d'abord au lait, bien qu'il n'y ait pas lieu, je le répète, de lui attribuer tous nos malheurs. Mais il faut le surveiller, partout. Une réglementation plus sévère de la distribution du lait dans les centres importants ne suffit pas ; la distribution faite, il reste dans les maisons où il est rendu nuisible par le manque de précaution, parfois impardonnable, ou par la difficulté de le conserver frais. Le dosage qui convient aux différents âges est souvent ignoré, des riches comme des pauvres.

Le problème est donc plus compliqué qu'on ne croit. Aurait-on d'ailleurs obtenu que la traite du lait fût plus soignée, que la distribution fût surveillée et la conservation assurée, qu'il resterait encore à écarter les négligences, à donner des habitudes d'hygiène, à détruire d'autres causes de mort. Car le lait

n'est pas seul à provoquer les maladies du tube digestif, à entraîner la gastro-entérite ou la diarrhée. Toute dérogation au régime alimentaire y conduit, comme les mauvaises conditions de logement, comme l'erreur de tant de mères qui, sous prétexte de calmer la douleur, abusent des sirops et endorment leurs petits pour toujours.

\* \* \*

Énumérer les causes du mal, n'est-ce pas indiquer les remèdes ? Les initiatives sociales protègent l'individu et la société en atténuant les inconvénients qui résultent de l'industrialisme caractérisé par la division du travail, l'emploi des machines, la surpopulation, la production à outrance. Elles assainissent le logement, multiplient les habitations ouvrières et tracent des jardins : elles prônent l'hygiène et l'urbanisme, et demandent de vastes espaces où l'air apporte son bienfait ; elles allègent le travail de l'usine, réclament du patron une surveillance plus sérieuse et l'organisation de l'assistance ; elles combattent les maladies et le vice. Tout cela a une heureuse répercussion sur la famille, sur l'enfant. Ces oeuvres luttent donc, fût-ce indirectement, contre la mortalité infantile. Tout se tient. La moindre tentative a une importance capitale.

La "science de la charité", suivant l'expression de M. Étienne Lamy, et le sens social se sont unis pour combattre le sort qui s'abat sur les petits, en créant un centre dont le nom traduit mal l'objet immédiat et qui fut fondé en 1894, à Fécamp, par le docteur Dufour, la Goutte *de* lait. En 1902, un dispensaire était installé à Montréal. Il résista quelques mois. "Nous étions à bout d'argent, disait le docteur J.-E. Dubé, nous avons dû fermer nos portes. Ce fut pour *nous un gros chagrin*". J'ai toujours lu cette phrase avec un serrement de cœur. Une autre tentative ne fut pas plus heureuse. Il fallait attendre que le public comprît. Huit ans plus tard, le chanoine LePailleur réussit à organiser, avec le concours des médecins de sa paroisse, une Goutte de lait durable, *le Dispensaire de l'Enfant Jésus*. Le mouvement était donné. Aujourd'hui, trente Gouttes de lait fonctionnent, subventionnées en partie par la ville.

*La Goutte de lait est d'abord une école*. L'enseignement y est assuré par la collaboration des médecins, l'appui du curé et les facilités que procurent la commission scolaire et la municipalité. Les mères sont les auditrices. On leur donne des conférences et des cours de puériculture. On leur enseigne qu'elles doivent allaiter leurs enfants, nécessité sur laquelle les médecins n'ont qu'une voix. Retenons le vœu exprimé par l'Académie de médecine de Paris en août 1914, et qui sonne comme un ordre du jour : "En raison des circonstances que nous traversons, l'Académie de médecine considère qu'il serait urgent que le gouvernement rappelât à la population que, pour les nouveau-nés, l'allaitement maternel s'impose plus que jamais. Dans le cas où il est insuffisant, il faut, malgré tout, le continuer, en le complétant avec du lait de vache bouilli et stérilisé. Elle émet le vœu que la plus grande publicité soit donnée à cette

recommandation." On ne peut résumer mieux plus pure doctrine. L'allaitement maternel sauve quatre-vingt-onze enfants sur cent.

La Goutte de lait complète son oeuvre par des consultations de nourrissons et par la distribution de médicaments et de lait, de lait sain et frais.

Le résultat est bon. Répandues partout, très fréquentées, les Gouttes de lait réduisent les ravages de la diarrhée. Dès leurs débuts on constatait des progrès, le nombre des décès diminuait remarquablement. Depuis, elles ont gardé bien des petits. Les mères les suivent en plus grand nombre ; les consultations et les distributions de lait augmentent. Une baisse notable de la mortalité chez les nourrissons inscrits s'est produite.

Pour améliorer encore la situation, le bureau municipal d'hygiène et de statistique de Montréal a fait de la Goutte de lait un centre d'action sociale en y rattachant les *Ligues des petites mères* qui sont dirigées par un médecin et ont pour objet de répandre l'hygiène infantile. Les membres suivent une série de onze leçons où sont exposées, dans un langage simple, les questions pratiques touchant l'hygiène de l'enfance : croissance, dentition, toilette, vêtement, thérapeutique, alimentation, régime. Les élèves doivent aussitôt tenter de faire appliquer autour d'elles les principes qu'on leur a inculqués. C'est, dans sa forme la plus rudimentaire, une charmante réalisation de la devise d'une grande école : *de la science à l'action*. D'autre part, le conseil supérieur d'hygiène et le bureau municipal distribuent des circulaires et des brochures, qui renferment des indications sur les soins à donner aux nouveau-nés : manuels très brefs, qui résument l'essentiel.

Nous n'avons pas épuisé la liste des oeuvres qui, comme dit le poète Lozeau, montent

*Autour des berceaux la garde solennelle.*

Il faut mentionner les garderies de nourrissons, la *Day Nursery*, le *Baby Welfare Committee*, les crèches, les hôpitaux ; et y joindre des initiatives comme celles de la Société Saint-Jean-Baptiste et de la Fédération Nationale, qui ont secoué l'opinion publique et tâché de réveiller les volontés en faisant donner des conférences, en attirant l'attention des conseillers municipaux, en utilisant le cinématographe comme moyen de propagande. Excellent travail, qui portera ses fruits.

Depuis quelques années on attache une extrême importance à la protection de la mère, au *prenatal work*. L'industriel s'est rendu compte de l'avantage qu'il tire de la prévention des accidents de travail ; mieux vaut écarter le mal que le guérir. De cette idée a germé une campagne d'éducation qui tient dans un impératif : *prenez garde !* Pourquoi ne pas appliquer le même principe à la puériculture, comme le voulait un auteur français du XVIe siècle ? Pourquoi ne pas refaire chez la mère la vigueur de la race ? Le professeur Pinard estime que "si l'on veut faire oeuvre de protection infantile, il faut d'abord et ensuite,

et toujours, protéger la mère". D'abord et ensuite, n'est-ce pas attester l'utilité du travail de prévention et d'assainissement que poursuivraient les infirmières visiteuses, qu'il ne s'agit pas de substituer au médecin, et qui obtiendraient, au contraire, qu'on appelle celui-ci avant qu'il ne soit trop tard. N'est-ce pas aussi approuver la tâche de l'Assistance maternelle, oeuvre d'une fécondité insoupçonnée, que le public commence à apprécier ?

\* \* \*

Aide à la première enfance, sollicitude envers la mère, ces deux moyens de combat ne suffisent pas : il faut instruire d'abord. La lutte ne prendra de l'ampleur que si on y prépare par l'éducation. L'excès de notre mortalité infantile provient surtout de l'ignorance. La propagation d'une doctrine de santé et de vie abolira ce mal. Il faut que l'on sache, que chacun sache. C'est à ce prix que disparaîtront les négligences, coupables ou non, les écarts de régime, la résignation béate, que l'on obtiendra une alimentation rationnelle, des soins intelligents, une obéissance rigoureuse à l'hygiène. Les brochures du docteur C.-N. Valin sur *les avantages économiques de l'hygiène publique et les conquêtes de l'hygiène moderne*, les rapports du conseil supérieur d'hygiène et des bureaux municipaux de Montréal et de Lachine, convaincront les plus hésitants.

L'hygiène est une promesse de survivance. Des chiffres abondants le prouveraient. Voici New-York : la mortalité infantile y a été réduite des deux tiers. Voici la Havane : la fièvre jaune et la malaria en ont été extirpées. Voici Chicago où l'impôt de la typhoïde a été abaissé de 82 à 17. N'avons-nous pas, à Montréal, maté la variole, enrayé la typhoïde, réduit de moitié, depuis quarante ans, la mortalité ?

Il n'y a pas deux conclusions ! Il faut enseigner l'hygiène, et dès l'école élémentaire. Sinon nos hygiénistes, nos médecins, nos "travailleurs sociaux", nos philanthropes, s'épuiseront en vain ; car ils ne peuvent pas atteindre toute la nation et la routine y est maîtresse. Les oeuvres les plus belles péricliteront parce que le public y viendra trop lentement, faute d'être éclairé. L'enseignement des premiers éléments de l'hygiène n'est pas si considérable qu'il alourdisse les programmes. Un principe chaque jour, deux cents pendant l'année, et le tour est fait. Le docteur J.-E. Dubé a tracé un programme d'hygiène individuelle, domestique et sociale, qui tient en vingt-cinq leçons dont trois sont consacrées au nourrisson. C'est donc très peu de chose. Et puis, s'il le faut, on coupera ailleurs. Place à l'essentiel. Le docteur Thomas-D. Wood, de l'Université Columbia, a établi que, sur vingt-deux millions d'enfants qui fréquentent les écoles américaines, deux cent mille sont des arriérés mentaux et seize millions, des malades. Il proposait l'enseignement de l'hygiène pour corriger cet état de choses et préserver la santé de la race, la richesse fondamentale d'un pays. Il avait raison, car l'école doit servir d'abord la nation.

En faisant comprendre à tous les citoyens, dès leur bas âge, l'intérêt de conserver les forces humaines, on finira par déterminer une action préventive

de la part des autorités qui, trop souvent, font montre d'insouciance ou de parcimonie. Des municipalités inscrivent à leur budget une somme ridicule, à peine cent dollars, pour alimenter les services qui ont pour mission de protéger le nombre, de repousser la maladie.

On fait cependant, à d'autres fins, de fortes dépenses : on construit pour les vivants, et l'on s'inquiète peu de laisser mourir. Il y a même des communes où rien ne vit, aucune initiative, aucun progrès ; où c'est partout le néant. Ah ! si une épidémie s'abattait sur le troupeau, si un fléau menaçait la moisson, la torpeur cesserait aussitôt. On en parlerait à la sortie de la messe, on se réunirait. On supplierait les gouvernements d'intervenir. Et des mesures radicales sauveraient le bétail. Agit-on même uniquement pour le sauver ? En des temps difficiles, que n'a-t-on tenté pour promouvoir la production agricole et l'élevage ? Ce ne sont qu'incitations à augmenter le nombre des bœufs et des moutons. Mais lorsqu'il est question de secourir les petits et de produire une race forte, une race d'hommes cette fois, tout s'effondre dans l'indifférence.

Le gouvernement de la province a cependant donné l'exemple en augmentant les crédits à l'hygiène publique. C'est un pas. Les intérêts supposent un placement de fonds. Plaçons notre capital national et nos épargnes sur la race. À l'échéance, quelque lointaine qu'elle soit, nous toucherons sûrement ; nous toucherons en hommes, et c'est de la bonne monnaie, la plus productive, la seule vraie. Et si les budgets sont obérés, plaçons encore sur le nombre. Créons des contribuables."

\* \* \*

Si l'on cherche la raison dernière de notre extraordinaire laisser aller, l'explication de notre manque d'énergie et de notre placidité devant le danger et la mort, on rencontre ce que M. Émile Faguet a appelé l'horreur des responsabilités, ou, si l'on préfère cet adoucissement, le défaut de sens social. La leçon des faits laisse indifférents ceux que l'avenir intéresse et qui sont la majorité. Le mal est plus profond, la difficulté à surmonter est plus grave qu'on ne pense ; il ne s'agit pas tant de refaire les forces que de convaincre les esprits. Encore ici, il faut enseigner. L'individu, la famille, la nation, doivent se soumettre à des "idées-forces".

Trop souvent nous bornons notre effort à l'intérêt personnel. L'individu se doit à la société. L'élite a une double fonction qu'elle n'accomplit pas. Elle n'écoute pas "l'appel du devoir social". Nos oeuvres ne sont encouragées ni par la sympathie ni par la générosité. L'individualisme, la poursuite de la fortune, un ombrageux besoin de liberté, une sorte de paresse sociale, ont empêché la formation d'une conscience collective. Nous venons de voir ce que cela nous vaut. Les événements ne sauvegarderont pas notre avenir. Aidons-nous. Nous n'avons, d'ailleurs, qu'à appliquer la doctrine dont l'harmonieuse unité confond tous les hommes dans le respect de la justice et l'amour du prochain et qui prêche avant tout la responsabilité, sans rejeter pour cela le progrès.

"L'objet de l'éducation, écrit Ferdinand Brunetière est de substituer en tout homme le pouvoir agissant des mobiles sociaux". Le sens social se formera dès l'école. Il ne s'agit plus ici de programmes ; nulle crainte de les surcharger. Tout façonne l'homme : la religion, la philosophie, la littérature, les sciences. On fera même une leçon sociale à propos de mathématiques si, pour que deux et deux fassent quatre, il faut d'abord que deux et deux existent -et c'est précisément ce que nous oublions - ou si, pour recourir de nouveau à Ferdinand Brunetière, "on n'a pas vu d'addition qui soit diminuée par l'augmentation de l'un quelconque de ses termes". Le sens social s'avivera sous la parole du maître et sous la caresse maternelle. Des réunions scolaires, des associations d'élèves, de simples exemples, feront comprendre le bienfait de la coopération et de la solidarité. Le sens social se développera plus tard dans l'action sociale si, à l'université, l'étudiant déjà muni ne se désintéresse pas de son voisin, s'il consent à ouvrir son âme et si, dans les cercles d'étude ou dans les oeuvres de charité, il exerce sa volonté vers le bien.

\* \* \*

Enseignement de l'hygiène à l'école primaire, formation du sens social dès l'enfance, organisation méthodique de nos œuvres avec le concours d'un secrétariat ou d'un office central, qui existe déjà sous le nom de "Société catholique de protection et de renseignements", et a fait tant de bien depuis sa fondation ; voilà l'ensemble des mesures à prendre pour affermir "le premier des intérêts sociaux : la permanence de la race".

Toutes les initiatives durables ont germé dans le rêve obscur d'humbles ouvriers. Le temps a fait le reste ; car les peuples ont pour eux le temps. Ils ont l'avenir. Commençons aujourd'hui à bâtir demain. Préservons la vie. Quand nous aurons la vie, nous l'ornerons d'une instruction que nous surveillerons, que nous nourrirons d'un sentiment commun, source d'une volonté totale. Et quand nous posséderons ainsi et la science et la vie, nous aurons la puissance et la supériorité. Qu'importe si ce sont nos petits-fils qui recueillent la moisson ? Nous en serons par eux, et c'est sans doute la plus noble des consolations, la plus sainte des revanches.

On nous citait, naguère, une belle page d'un livre dont le titre synthétise l'effort de la France pour la victoire : *Vers la voie glorieuse*. Anatole France y décrit une petite ville qui abrite sous sa modestie les vertus, les douleurs et les joies de ses fils. Elle parle à leur cœur et ils la reconnaissent. Ils l'ont toujours aimée : aujourd'hui, ils la défendent de leur sang. Pourquoi la littérature de notre pays ne s'efforce-t-elle pas ainsi de dire avec intensité les mérites de notre petite vie, où germent les mêmes sentiments, où se guérissent dans la douceur du foyer, les mêmes défaillances ? Pourquoi ne verrions-nous pas jaillir de cette vie intérieure, précieusement conservée par un soin de tous les

instants, la vérité de ces mots prononcés par la petite ville à l'oreille de ses enfants : "Apprenez de moi cette sainte espérance qui sauve la patrie".

Août 1918.

F I N